

THÈSE DE  
PARIS.  
1883.  
N<sup>o</sup> 72.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

DROIT ROMAIN :  
DE NAUTICO FOENORE

---

DROIT FRANÇAIS :  
COURS FORCÉ DES ÉMISSIONS FIDUCIAIRES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

KOUMANO-BINEZO



PARIS  
IMPRIMERIE DE CHARLES NOBLET  
13, RUE CUJAS, 13  
—  
1883



FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

DROIT ROMAIN :  
DE NAUTICO FOENORE

---

DROIT FRANÇAIS :  
COURS FORCÉ DES ÉMISSIONS FIDUCIAIRES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

KOUMANO-BINEZO

---

L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu  
le vendrdi 27 juillet 1883, à 3 heures 1/2.

MM. LEVEILLÉ, *Président.*

|           |   |                     |
|-----------|---|---------------------|
| DEMANTE,  | } | <i>Professeurs.</i> |
| RENAULT,  |   |                     |
| ALGLAVE,  | } | <i>Agrégés.</i>     |
| LARNAUDE, |   |                     |

*Le candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront  
faites sur les autres matières de l'enseignement.*



PARIS  
IMPRIMERIE DE CHARLES NOBLET  
13, RUE CUJAS, 13  
—  
1883



MEIS ET AMICIS



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# DROIT ROMAIN

---

## DE NAUTICO FÆNORE

(Dig. lib. XXII, tit. II. Code, lib. IV, tit. XXXIII)

Les mots *nauticum fœnus* ont plusieurs sens en droit romain, ils n'ont pas une signification précise et distincte. Ils désignent d'abord le prêt d'une somme d'argent fait à une personne qui doit l'employer à un commerce maritime, sous la condition qu'en cas de fortune de mer, la perte du capital sera à la charge du prêteur, et qu'en cas d'heureuse arrivée, l'emprunteur devra payer le prix des risques.

Ils désignent ensuite, dans leur sens grammatical, l'intérêt à recevoir dans ce contrat; le capital prêté est appelé plus particulièrement *trajectitia pecunia*.

D'autres fois encore, le *nauticum fœnus* désigne le capital lui-même, ainsi que cela résulte de la loi 3 au Code *hoc tit.* : « Cum proponas te nauticum fœnus ea conditione dedisse, ut.... »

C'est dans le premier sens que nous prendrons désormais les mots *nauticum fœnus*; nous

entendrons par là le contrat du prêt lui-même, fait pour une entreprise maritime, et soumis à cette alternative, que le prêteur supportera la perte de son capital, si le sinistre a lieu, mais qu'il touchera les intérêts dits maritimes, si la traversée est heureusement achevée. Nous les traduirons indistinctement, soit par prêt maritime, soit par prêt à la grosse aventure.

Pour ce travail, nous adopterons la division suivante :

CHAPITRE I. Des éléments constitutifs.

CHAPITRE II. De la nature du contrat.

CHAPITRE III. Des intérêts maritimes.

Section I. Du profit maritime.

Section II. De la peine.

CHAPITRE IV. Des garanties du créancier.

CHAPITRE V. Des actions.

Enfin, dans un appendice, nous examinerons la question de savoir si, dans d'autres contrats, on pouvait stipuler un intérêt au delà du taux légal.

## CHAPITRE PREMIER

### DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS

D'après la définition donnée ci-dessus, nous trouvons dans le *nauticum fœnus* deux éléments

constitutifs : 1° que l'argent prêté soit soumis aux risques de mer ;— 2° que ces risques soient à la charge du prêteur. Tels sont les deux éléments indispensables que nous avons à analyser.

Nous disons d'abord que l'argent prêté doit courir les risques d'un transport maritime. En effet, Modestin nous dit dans la loi 1 : « L'argent trajectice est celui qui est transporté au delà des mers ; s'il est consommé sur place, il ne sera pas trajectice. » Ainsi, la convention seule ne suffit pas ; un prêt maritime n'existe véritablement que du jour où l'argent prêté est effectivement soumis aux risques de mer ; jusque-là le *nauticum fœnus* est conditionnel.

Remarquons d'ailleurs qu'il pourrait y avoir le *nauticum fœnus*, bien que l'argent prêté ait été consommé sur place, s'il a servi à l'acquisition des marchandises destinées au transport maritime ; ces marchandises sont alors subrogées au lieu et place de la somme prêtée, et en acquièrent la qualité juridique. La même loi continue à l'affirmer : « Il importe de distinguer si les marchandises voyagent aux risques du créancier, auquel cas l'argent sera trajectice. »

Il en serait également de même, si l'argent prêté était employé à l'achat ou à la réparation du navire qui doit prendre la mer.

En second lieu, nous avons dit que, dans le *nauticum fœnus*, les risques de mer sont à la charge

du prêteur. Cette mise des risques à la charge du prêteur est le caractère essentiel de ce prêt. Nous trouvons ici une dérogation remarquable à la théorie générale des risques.

La question des risques, en matière de vente, suppose deux choses : 1<sup>o</sup> que l'objet de vente est un corps certain, et 2<sup>o</sup> qu'après le consentement donné, mais avant la tradition, la chose vendue périt par suite d'un cas fortuit, et on se demande si l'acheteur reste tenu de payer le prix. Si la vente est pure et simple, le risque tombe à la charge de l'acheteur ; dans la vente conditionnelle, la règle reste encore la même, s'il s'agit d'une perte partielle ; mais, si la perte est totale, le risque tombe sur le vendeur.

Supposons la vente des choses qu'on a l'habitude de peser, de mesurer et de compter. De deux choses l'une alors : ou les choses sont vendues *in genere*, ou elles sont déterminées invariablement ; dans le premier cas, la question des risques ne se pose pas, car une quantité ne peut pas périr ; dans le second cas, c'est une vente de corps certains, les risques incombent au créancier. Ainsi, la théorie des risques ne s'applique qu'aux obligations de corps certains.

Pour en revenir à notre sujet, constatons d'abord que la règle *res perit creditori* ne s'applique pas au cas de *mutuum*. L'emprunteur devient propriétaire de la chose livrée ; le prê-

leur est créancier, non pas de la chose identiquement la même, mais de la même quantité de choses fongibles. La question des risques ne se pose pas, ou, si l'on veut, c'est l'emprunteur qui les supporte.

Il en est différemment en matière du prêt maritime. Ici, nous nous trouvons dans une matière tout à fait spéciale. L'objet de ce contrat est une somme d'argent; d'où on pourrait conclure, d'après les principes généraux, que la question des risques ne se pose pas, qu'une fois la somme livrée, le prêteur ne supporte pas les suites de la perte qui pourrait survenir pendant la traversée. Or, il n'en est rien : les textes ne laissent aucun doute sur ce point, que les risques sont à la charge du prêteur dans le prêt maritime. A la différence de ce qui a lieu ailleurs, le créancier est responsable de la perte par suite d'un cas fortuit des choses fongibles, dont il a transféré la propriété.

Mais pour que le risque incombe au créancier, il ne suffit pas que le prêt fait dans un but d'entreprise maritime soit qualifié de *trajectitia pecunia* dans le contrat, il faut encore que les parties aient expressément stipulé que les risques de mer incomberont au prêteur. En effet, la loi 4 au Code nous dit : « Les risques de l'argent trajectice qui est prêté aux risques du créancier ne retombent pas sur le débiteur,

avant que le navire n'arrive au lieu convenu ; sans cette convention, le débiteur ne serait pas libéré par l'infortune du naufrage. » Il résulte de ce texte qu'en cas où la convention ne se sera pas expliquée sur la responsabilité des risques, on doit présumer qu'ils sont à la charge du débiteur. (Ortolan, t. III, p. 142.)

En dehors de cette convention, il n'y a qu'un prêt ordinaire et non un prêt maritime. Il est vrai qu'on appelle tout de même *trajectitia pecunia* l'argent dont les risques sont à la charge du débiteur, comme dans la loi 1 au Code : « Il est manifeste que l'argent trajectice prêté aux risques du créancier est libre de la règle des intérêts ordinaires pendant le temps que le navire marche vers le port. » De même, dans la loi 4, Papinien nous dit : « Pour les services de l'esclave envoyé en vue de l'argent trajectice, il sera dû la somme convenue par stipulation pour chacun des jours du voyage, jusqu'à la limite du 12 0/0, mais non au delà du double du capital. » Mais, ce n'est pas là le *nauticum fœnus*, au sens ordinaire du mot. Il ne faut pas croire qu'à Rome, il existait deux sortes de prêts maritimes différents en ce que, dans les uns, les risques étaient mis à la charge du prêteur, et dans les autres, à la charge de l'emprunteur. Les textes ne nous font connaître qu'un seul prêt maritime dont ils développent les règles ;

parmi ces règles, il en est une essentielle, caractéristique de ce contrat : c'est que les risques de mer incombent au prêteur. Là où ce caractère distinctif fait défaut, il ne faut voir qu'un prêt ordinaire soumis aux règles générales du *mutuum*. Les textes reviennent souvent sur cette idée que l'élévation de l'intérêt maritime n'est légitime qu'autant que le prêteur supporte les risques du transport maritime. (Voët, t. I, p. 769.)

Les raisons qui ont fait admettre cette dérogation aux règles générales du *mutuum* sont faciles à deviner.

Le commerce maritime est un élément de prospérité nationale qu'on doit favoriser. C'est une source de richesses pour la nation qui le pratique. Dans l'antiquité, les peuples du littoral de la Méditerranée ont tous prospéré par le trafic maritime; témoin les Rhodiens, les Phéniciens, les Carthaginois. Seuls, les Romains ont longtemps négligé le commerce maritime : cela provenait de leur profond mépris du commerce en général, complètement abandonné chez eux aux esclaves et aux affranchis; mais ils finirent par comprendre son importance et le droit civil favorisa la fabrication des navires. C'est ainsi que l'on acquérait la qualité de citoyen romain en fabriquant un navire, comme cela résulte du § 6, tit. III des Règles d'Ulpien : « D'après l'édit de Claude, le Latin Junien ac-

quérât la nationalité romaine, s'il avait fabriqué un navire d'une capacité de six mille mesures au moins et transporté du blé à Rome pendant six années. » Or, le *nauticum fœnus* est une manière de favoriser le commerce maritime. En effet, dans l'antiquité, alors que l'on ne possédait pas les connaissances scientifiques nécessaires, les voyages maritimes présentaient des dangers considérables ; ceux qui les entreprenaient couraient le risque de perdre leur fortune en cas de naufrage. En les autorisant à partager les risques avec le prêteur, on leur donne la facilité de les entreprendre, ils seront plus disposés à emprunter. D'ailleurs, nous verrons comment le prêteur sera disposé à accepter ces risques à cause de l'importance des intérêts qu'il y pourrait trouver en échange.

Plus tard, on inventera les assurances maritimes. Nous disons plus tard, bien qu'on ait soutenu le contraire. On a prétendu tirer preuve de l'existence de ce contrat de certains passages, parmi lesquels surtout un de Cicéron qui dit : « Qu'il compte prendre des mesures pour que l'argent de la République ne coure pas les risques du transport. » N'est-ce pas, dit-on, une allusion aux assurances ? (Lettres, liv. II, 17.)

Nous croyons que c'est très probable. Il n'est nulle part question des assurances avec quelque précision. Ce passage peut s'expliquer

par l'intervention des fidéjusseurs ou toute autre mesure de précaution.

L'étude de cette question nous entraînerait trop loin en dehors de notre sujet. Contentons-nous de dire que c'est l'Italie qui très vraisemblablement a inventé les assurances.

Nous disons donc qu'il n'y a pas de *nauticum fœnus* possible sans les risques effectivement courus et mis à la charge du prêteur. En ce qui concerne la nature des risques, nous croyons que le prêteur répondait de tous les risques provenant d'un cas fortuit pendant la traversée, non seulement des naufrages, mais de mille autres accidents fréquents en mer, tels que le pillage, la prise, l'incendie, etc.

Cette responsabilité n'avait lieu qu'à une condition : c'est que le débiteur soit resté étranger à la perte, qu'il n'y ait ni dol, ni fraude de sa part. C'est ainsi que nous lisons dans la loi 3 au Code : « Vous dites avoir fait le *nauticum fœnus* sous la condition que l'argent vous sera rendu, quand le navire que l'emprunteur affirmait être dirigé en Afrique serait arrivé au port de Salonitane, de manière que vous ne supportiez que les risques de la navigation pour l'Afrique seulement; et par le fait du débiteur, la direction de route ayant été changée et les marchandises prohibées étant achetées, le fisc a saisi le chargement. La perte des mar-

chandises étant arrivée, non par la violence de la tempête, mais par la cupidité et la faute du débiteur, la raison du droit public ne permet pas que les risques soient mis à votre charge. » Ainsi, lorsque la faute du débiteur est cause que la perte s'est réalisée, soit qu'il ait pris une autre route que celle qui était convenue, soit qu'il ait acheté les marchandises prohibées, c'est lui seul qui supporte la perte.

En ce qui concerne le temps des risques, le prêteur n'était pas responsable pendant toute la durée du prêt, mais seulement pendant la traversée. Ainsi, d'abord, tant que les risques n'ont pas commencé, c'est un simple prêt, ce n'est pas un *nauticum fœnus*, comme cela résulte de la loi 3 au Dig. : « Dans le *nauticum fœnus*, le risque incombe au créancier à partir du jour où on a dû mettre le navire à la voile. »

Il n'y a également qu'un simple prêt, quand les risques sont finis, quand le navire est arrivé à bon port. En effet, la loi 1 au Code nous dit : « Il est manifeste que l'argent trajectice prêté aux risques du créancier est libre de la règle des intérêts ordinaires pendant le temps que le navire marche vers le port ; » la loi 4 dit de même : « Les risques de l'argent trajectice ne retombent pas sur le débiteur avant que le navire n'arrive au lieu convenu. »

Remarquons d'ailleurs qu'il appartient aux

parties de fixer le temps et le lieu des risques, de dire à partir de quand et jusqu'à quand les risques seront à la charge du créancier. C'est ainsi qu'on pouvait mettre les risques à la charge du prêteur jusqu'à l'arrivée d'un terme ou d'une condition. C'est ce que nous dit Papinien dans la loi 4 : « Il n'y a pas à distinguer si l'argent n'est point aux risques du créancier, ou si le risque doit cesser d'incomber au créancier après l'arrivée d'un terme ou d'une condition. »

C'est ainsi encore qu'on peut stipuler les risques pour l'aller et retour, pour l'aller seulement, ou pour le retour seulement. Nous avons vu dans la loi 4 au Code le prêt fait pour l'aller seulement.

C'est encore cette question qui est traitée dans la célèbre loi 122, § 1, *De verb. oblig.*, que nous avons à analyser en détail :

« Callimaque a reçu de Stichus, esclave de Séus, l'argent prêté à la grosse aventure dans la province de Syrie pour le double voyage de Béryte à Brindes et de Brindes à Béryte. Le prêt a été fait pour tout le temps de navigation de deux cents jours avec le consentement d'hypothèque sur les marchandises achetées à Béryte et à destination de Brindes, et sur celles qui devaient être achetées à Brindes et rapportées à Béryte. »

Remarquons que le prêt est fait pour l'aller

et retour ; remarquons aussi la clause habituelle employée par la pratique dans ce contrat : les marchandises achetées avec l'argent prêté sont spécialement affectées à la garantie de la dette.

« De plus, il a été convenu entre les parties que Callimaque, arrivé à Brindes, en repartirait pour la Syrie pendant les ides de septembre, qui, alors, seraient proches, avec d'autres marchandises qu'il achèterait et qu'il chargerait sur son navire ; que, s'il n'avait pas racheté les marchandises et quitté Brindes à l'époque convenue, il rendrait la somme entière comme si le voyage était terminé, et paierait tous les frais aux gens qui étaient chargés de recevoir l'argent et de le porter à Rome. Callimaque a promis d'exécuter fidèlement tout ce que Stichus avait stipulé. »

Jusqu'ici, le texte est clair : le prêt maritime a été consenti pour le double voyage ; avec cette clause spéciale pour le retour que les risques devront cesser pour le prêteur dans le cas où l'emprunteur n'exécutera pas une certaine condition consistant à partir de Brindes avant l'expiration d'une époque déterminée. Il paraît que, passé les ides de septembre, la mer devient très mauvaise dans les parages de la Syrie, et on comprend que le créancier ne veuille pas se charger des risques du voyage en plein hiver.

« Avant les ides de septembre, après avoir, en

exécution de la convention, chargé les marchandises sur le navire, Callimaque, accompagné d'Éros, compagnon de Stichus, se mit à naviguer comme pour retourner en Syrie. Le navire ayant fait naufrage, lorsque Callimaque, selon la convention, avait chargé sur le navire des marchandises qu'il devait porter à Béryte, à une époque où, déjà, il devait rendre à Brindes l'argent qu'on devait porter à Rome, la question suivante surgit : Callimaque peut-il se prévaloir du consentement d'Éros qui avait été envoyé avec lui, mais à qui son maître n'avait donné au sujet de l'argent pour l'expiration de l'époque convenue d'autre instruction que de le porter à Rome, lorsqu'il l'aurait touché, ou Callimaque est-il tenu par la stipulation de rendre l'argent prêté par le maître de Stichus? D'après l'exposé qui précède, on a répondu qu'il y est obligé. Si Éros consent à ce que Callimaque mette à la voile après le jour marqué, peut-il ôter au maître l'action qui lui est acquise? On a répondu qu'il ne le peut pas, mais que Callimaque pourrait opposer une exception si on avait laissé à la disposition de l'esclave que cet argent fût rendu dans le temps et le lieu qui lui plairaient. »

Pris à la lettre, le texte n'a pas de sens. Le jurisconsulte laisse d'abord entendre que Callimaque a exécuté la convention, qu'il est parti de Brindes avant les ides de septembre et s'est

dirigé vers la Syrie. Cela étant, si le navire fait naufrage, il semble que Callimaque est libéré, puisqu'il s'est conformé à la convention et que le navire a péri pendant le temps des risques. Mais Scévola donne une décision tout à fait inattendue, il dit que Callimaque reste tenu, l'argent devant être remboursé à Brindes, et que le consentement donné par Éros sans ordre de son maître ne peut pas modifier la convention intervenue. La contradiction est évidente. Comment peut-on l'expliquer? Ce qui est certain, c'est que la convention n'a pas été exécutée dans quelque partie. Mais en quoi Callimaque a-t-il dérogé aux clauses de la convention? Les opinions des interprètes sont partagées sur ce point.

Alciat a proposé de mettre une négation entre les deux mots *cum ante* et de lire : *cum non ante idus...* (t. II, *De verb. oblig.*, c. 840 et suiv.). Avec cette modification, le reste du texte s'explique facilement; le créancier serait déchargé des risques, parce que Callimaque ne serait pas parti de Brindes avant les ides de septembre, comme il en était convenu entre eux. Bien que cela semble arbitraire, les mots : *eo tempore, quo jam pecuniam...* (à l'époque où déjà l'argent devait être remboursé à Brindes) donnent de la vraisemblance à l'altération du texte. Rapprochez surtout ces mots de la pre-

mière partie du texte : *Si non navigasset de ea civitate, redderet universam continuo pecuniam quasi perfecto navigio...*; c'est l'espèce posée par le jurisconsulte; et, quand on lit plus loin : *Merces perferendas misisset, eo tempore quo jam pecuniam Brentesio reddere deberet*, c'est visiblement là-dessus que la question est engagée. Cette explication a été acceptée par Emérigon (ch. I, section I, et par Pothier (Pand. *De solutionibus*, n° 55). C'est celle qui est le plus généralement suivie.

Cujas a proposé une autre explication : Il admet, et le texte est formel, que le départ a eu lieu avant les ides de septembre conformément à la convention, et croit trouver la clef de la solution dans les mots : *quasi in provinciam Suriam perventurus enavigavit*. Peut-être il voulait dire ceci : Callimaque serait bien parti de Brindes à l'époque convenue, mais il aurait changé la direction de route : *quasi in provinciam*, etc. C'est en cela qu'il n'aurait pas exécuté la convention. Cette explication admise, l'intérêt principal de la loi porte tout entier sur une phrase incidente, et la signification qu'on attribue au mot *quasi* ne cesse pas d'être forcée et équivoque. Bien plus, ce système n'explique pas du tout les mots : *eo tempore quo jam*, etc., qui ont bien plus de portée si on les rapproche surtout, comme nous l'avons dit, de la première

partie du texte. L'hypothèse examinée par le jurisconsulte est claire : nous ne voyons pas que la convention ait déterminé la route à suivre, ou du moins ce n'est pas le point mis en question ; dans l'espèce telle qu'elle est posée, si le départ a eu lieu à l'époque convenue et si l'arrivée a lieu dans les deux cents jours, il semble que la convention se trouve complètement exécutée ( t. I, *De verb. oblig.*, c. 124, ).

D'autres auteurs font des corrections du texte desquelles il résulte que Callimaque a fait le chargement à l'époque convenue, mais qu'il n'est pas parti de Brindes ; au lieu de : *merces perferendas misisset eo tempore...*, ils proposent de lire : *merces perferens mansisset eo tempore...* Cette explication est en contradiction évidente avec les mots : *cum ante idus... enavigavit...* ; ces mots sont trop formels pour être laissés de côté, il faut les accepter ou les corriger.

Après cet examen des systèmes des auteurs, nous nous arrêtons, quant à nous, à l'explication d'Alciat, la seule qui donne à nos yeux l'intelligence facile et complète de l'ensemble du texte. On est bien porté à l'admettre, quand on voit que l'interpolation d'un mot donne au texte une interprétation aussi satisfaisante.

## CHAPITRE II

### NATURE DU CONTRAT

Le *nauticum fœnus* est un contrat *re*. Pour qu'un contrat se forme *re*, il faut d'abord une convention, mais la convention seule ne suffit pas, il faut, de plus, la *res*, *aliquid datum aut factum*, il faut que la convention soit suivie de l'exécution de la part de l'une des parties. De même, pour le *nauticum fœnus*, il faut qu'il y ait la *datio*, la tradition de la somme d'argent, objet de ce contrat, par le prêteur à l'emprunteur.

Mais, quelle est la nature juridique de ce contrat *re* qu'on appelle *nauticum fœnus*? Les interprètes du droit romain ne sont pas d'accord sur ce point. L'on sait qu'il y a deux classes de contrats *re*, contrats *re* nommés et contrats *re* innomés. Le *nauticum fœnus* est-il un contrat *re* innomé? N'est-il qu'une variété du *mutuum*? Si c'est un *mutuum*, comment expliquer que le *nauticum fœnus* ne soit pas comme lui un contrat gratuit? De là trois opinions différentes ont été émises sur la nature de ce contrat.

D'abord, M. Savigny enseigne que le *nauticum fœnus* appartient à la classe des contrats

innomés : *do ut des*. D'après lui, la forme du prêt n'est qu'une apparence extérieure, en réalité, on trouve la remise d'une somme avec risque de perte en échange d'une somme supérieure (*System.*, tom. VI, § 268, note *m.*). Cette affirmation n'est que spécieuse, nous ne croyons pas devoir accepter l'opinion du jurisconsulte allemand. Un rapprochement de dates suffit pour détruire la base du système.

On sait que la théorie des contrats innomés, introduite par Labéon, ne fut pas formée d'un seul coup et acceptée par tous les jurisconsultes. Nous trouvons sur cette matière la trace de luttes entre les Sabinien et les Proculéien. La classe des contrats innomés *do ut des*, admise la première, ne triompha pas encore immédiatement. Ulpien nous apprend qu'avant le commencement du deuxième siècle, on contestait le caractère obligatoire des prestations convenues en échange d'une *datio* (loi 7, § 2 *De pactis*). Celsus ne l'admettait pas (loi 16, *Cond. caus. dat.* XII, 4). Or, le *nauticum fœnus* est beaucoup plus ancien, il existait sous la République ; au dire de Plutarque, Caton le conseillait comme le meilleur placement (§. 45 Marcus Cato). Dans la loi 9 on a la preuve qu'il existait avant Labéon : « Si, comme il est d'usage, l'emprunteur s'est soumis à une peine... » Ainsi, le prêt maritime était usité dans la pratique du

temps de Labéon. Nous croyons avoir démontré que le *nauticum fœnus*, ayant précédé les contrats innomés, n'en est pas une application.

Cujas voyait dans le *nauticum fœnus* un contrat double, un *mutuum* joint à un contrat innomé. Il fut conduit à ce résultat par le motif que le *mutuum* est un contrat essentiellement gratuit. D'une part, il y a bien la remise, le transfert de la propriété d'une somme d'argent comme dans un *mutuum*; mais, d'autre part, puisque le *mutuum* est un contrat essentiellement gratuit, Cujas concluait qu'une stipulation est nécessaire pour produire des intérêts. (Cujas, *De nautico fœnore*, t. VII, C. 862.)

Remarquons d'abord ce qu'il y a de bizarre dans cette manière de scinder en deux une opération juridique, parfaitement indivisible dans l'esprit des parties.

Et cela ne le fût-il pas, le raisonnement est fondé sur un fait erroné; quand nous aurons démontré que la gratuité est de la nature et non de l'essence du *mutuum*, l'opinion est détruite par sa base. En effet, Cujas reconnaissait que la mise des risques à la charge du prêteur dans le *nauticum fœnus* ne constitue pas un élément de différence avec le *mutuum*, la mise des risques à la charge de l'emprunteur dans ce dernier contrat étant un élément naturel, mais non essentiel.

Or, la chose n'est pas douteuse, le *mutuum* est

un contrat gratuit en ce sens seulement que les intérêts du capital ne courent pas en l'absence d'une stipulation. Cette rigueur primitive s'est successivement relâchée ; d'abord pour le prêt des denrées, elle a été abandonnée dès le troisième siècle, les intérêts peuvent être dus en vertu d'un simple pacte (lois 12 et 23 *De usuris*, IV, 32) ; même à l'égard du prêt d'argent, on a admis que les intérêts peuvent être dus par un simple pacte en ce qui concerne les cités et plus tard les banquiers. N'est-il pas naturel que le *nauticum fœnus* soit le premier pas fait dans cette direction pour favoriser le commerce maritime ?

Enfin, arrivons à la troisième opinion, qui sera la nôtre. Nous venons de voir que les doctrines rivales ne reposent pas sur des arguments solides, et, selon nous, sur la nature de notre contrat, il n'y a qu'une opinion possible, savoir, que c'est un véritable *mutuum* régi par des règles spéciales. Mais les preuves positives ne manquent pas à l'appui de cette doctrine. Tous les textes appliquent au *nauticum fœnus* les expressions usitées pour le *mutuum* ; c'est ainsi que nous lisons dans la loi 6 au Digeste : *Fœnerator pecuniam usuris maritimis mutuam dando* ; dans la loi 4 au Code : *Trajectitiæ quidem pecuniæ quæ periculo creditoris mutuo datur* ; enfin, dans la loi 122, § 1, *De verb. oblig* : *Callimachus mutuam*

*pecuniam nauticam accepit*. Nous verrons plus tard à propos de l'action que le *nauticum fienus* donne lieu à une *condictio*, ce qui est un argument de plus à opposer aux systèmes de nos adversaires. (Vernet, text. ch., p. 38.)

### CHAPITRE III

#### DES INTÉRÊTS MARITIMES

Dans le prêt maritime, l'intérêt comprend une double rémunération, le loyer du capital prêté et le prix des risques courus; il y a un double calcul à faire, le calcul de l'intérêt et le calcul des risques. On peut encore ajouter une peine pour le retard. Ce n'est pas tout : à côté de cette peine, nous trouvons un nouvel élément d'indemnité. Dans la loi 122 *De verb. oblig.*, nous avons vu que l'esclave était quelquefois présent sur le navire; cette présence de l'esclave donne lieu à une nouvelle indemnité. Ainsi, les intérêts maritimes se composaient de quatre éléments que nous allons examiner dans deux sections différentes; l'intérêt avec les risques et la peine avec les services de l'esclave peuvent être confondus, parce qu'ils ne forment qu'un seul tout. Nous entendrons par profit maritime l'intérêt et le prix des risques, et par peine la *mora* et le service de l'esclave.

SECTION I. — *Du profit maritime.*

Avant d'examiner quel est le taux de l'intérêt ou du profit maritime et comment il est dû, il est utile de connaître le droit commun sur ces deux points; nous serons ainsi en mesure de mieux déterminer les dérogations.

Et d'abord, quel était le taux légal de l'intérêt conventionnel en droit romain ?

Il paraît qu'avant la loi des XII Tables, le taux de l'intérêt n'était pas limité. Les patriciens abusèrent de cette liberté absolue et profitèrent des besoins urgents des plébéiens pauvres pour stipuler des intérêts exagérés. Hors d'état de payer à l'échéance, les plébéiens se trouvaient dans la dure nécessité de risquer de tomber dans la servitude du créancier, ou de se laisser condamner comme *addictus*. Ces violences donnaient lieu à des révoltes fréquentes.

La loi des XII Tables essaya de remédier à cet état de choses en établissant un maximum de l'intérêt conventionnel, et en punissant de la peine du quadruple le créancier qui stipulerait un intérêt plus élevé. « Nam primo XII Tabularum, ne quis unciario fœnore amplius exerceret cum antea ex libidine locupletum ageretur » (Tacite, *Ann.* VI. 21). Mais quel était l'*unciarium fœnus* ? Était-il un intérêt de 12 0/0

par an, comme le croyaient les anciens interprètes, ou bien un intérêt de 1 0/0, comme le prétendaient Dumoulin et Pothier, (Dum. *Contr. usur.* — Poth., *De usur.*)? Les deux opinions se prêtent à cette critique, qu'elles n'expliquent pas le rapport qu'il y a entre l'expression et la chose exprimée. Les interprètes modernes pensent que l'*unciarium fœnus* est le denier 12, 1/12 du capital par an. Cette manière de calculer est conforme au système de mesure des Romains. Ils fractionnaient les unités en douze onces, c'est ainsi qu'ils divisaient les hérédités. (Niebuhr, *Hist. Rom.*, t. V, p. 73.) Ajoutons que cette limitation n'a pas fait cesser les troubles civils qui donnaient lieu à de continuels changements de législation (1).

Au temps de Cicéron, on voit que le taux de l'intérêt est fixé à 12 0/0; il est désigné par une nouvelle expression, *centesima usura*, le centième du capital, c'est l'intérêt légitime, *legitima usura*, le plus élevé qui puisse être stipulé, *maxima usura*. C'est le taux que l'on trouve à l'époque des jurisconsultes classiques.

(1) Montesquieu attribuait la cause de l'usure aux lois elles-mêmes, à leurs changements continuels et à l'insécurité des créanciers. Mais, il y avait une cause plus profonde : c'est que, dans l'antiquité, le crédit était usité pour la consommation et non pour la production; or, tout crédit de consommation appauvrit les débiteurs. On peut remarquer que l'intérêt était justement libre dans les prêts de production comme le *nauticum fœnus*.

Dans le droit de Justinien, l'intérêt légal est fixé à 4 0/0 pour les personnes illustres, à 6 0/0 pour les citoyens non commerçants, à 8 0/0 pour les commerçants, à 12 1/2 0/0 pour le *mutuum* des denrées. (Loi 26, § 1, C. *De usur.*; — Nov. 34, ch. 1.)

Passons au second point. Comment les intérêts étaient dus d'après le droit commun ?

Nous avons dit que le *mutuum* était de sa nature un contrat gratuit, la quantité à rendre se déterminant par la quantité reçue. La convention de rendre une somme plus forte que celle qu'on a reçue était frappée d'impuissance en vertu de la règle : *ex pacto actio non nascitur*. Un pacte ne suffit pas pour produire les intérêts, il faut une stipulation. Mais, la réaction ne tarda pas à se produire contre cette rigueur du droit primitif sur les pactes ; il serait trop long d'exposer ici la théorie des pactes adjoints. En ce qui concerne les contrats de bonne foi, on arriva à cette règle que les pactes adjoints *in continenti* donnent lieu à l'action du contrat principal, dont ils font la partie intégrante. Cette théorie ne s'appliquait pas aux contrats de droit strict ; à l'égard de ces derniers, les pactes *in continenti* étaient dénués de toute efficacité. Mais, en fut-il toujours ainsi ? Certaines décisions spéciales marquent la tendance contraire. Toutefois le *mutuum* resta soumis à la règle, sauf de rares exceptions ; en de-

hors de ces exceptions, le pacte d'intérêts *in continenti* ne donnait pas lieu à une action, mais seulement à une obligation naturelle.

Sur les deux points que nous venons d'examiner, à savoir : quel était le taux de l'intérêt à Rome, et comment l'intérêt était dû, nous trouvons dans le *nauticum fœnus* une double dérogation.

D'abord, au point de vue du taux, le principe en cette matière est la liberté absolue des conventions. Les parties sont libres de stipuler un intérêt quelconque sans aucune limite légale, ainsi que cela résulte d'un texte de Paul (liv. II, tit. 14, § 3) : « Dans l'argent trajectice, le créancier peut recevoir les intérêts illimités pendant le temps de la navigation à cause du risque qu'il court. » La loi 1<sup>re</sup> au Code dit de même : « Il est certain que l'argent prêté pour le commerce maritime étant aux risques du prêteur, est affranchi des intérêts ordinaires jusqu'à ce que le navire soit arrivé au port. » Cette liberté absolue a sa raison d'être dans la nature du prêt maritime.

Lorsque vous faites un prêt, vous vous privez de l'usage de votre capital au profit du débiteur qui peut en disposer à son profit. Il y a privation pour vous et jouissance pour le débiteur, en un mot le service rendu. De plus, vous courez le risque plus ou moins grand de ne pas être remboursé, et il est naturel que vous cherchiez à

vous assurer contre cette éventualité. L'intérêt que vous demandez à votre débiteur représente tout à la fois la rémunération du capital ou du service rendu et une prime d'assurance du risque de l'insolvabilité.

Dans les intérêts maritimes, nous trouvons ces deux éléments de rémunération. Ils représentent tout à la fois le loyer de l'argent et le prix des risques courus. Seulement les risques sont beaucoup plus considérables que dans les prêts ordinaires ; il n'y a pas que les risques de l'insolvabilité du débiteur ; le prêteur expose son capital de telle sorte que, faute de l'accomplissement d'une condition, il perdra tout droit de le réclamer. Il prend à sa charge les risques de la navigation, et ces risques étaient surtout considérables dans l'antiquité, alors que les connaissances nécessaires à la navigation étaient très peu développées. C'est ainsi que la loi 5 appelle les intérêts maritimes *periculi creditoris pretium*, le prix des risques ; l'élévation des intérêts est la conséquence de la mise des risques à la charge du prêteur. Il était impossible au législateur d'établir une réglementation générale du profit maritime, parce qu'on ne saurait prévoir et tarifier d'avance les éventualités trop grandes de la navigation ; il se remet de ce soin à l'intérêt privé ; les parties sont seules juges des risques qu'elles courent et libres de convenir les intérêts qu'elles veulent.

Il faut arriver à Justinien pour trouver une réglementation du profit maritime. Nous avons vu que cet empereur a complètement remanié la législation antérieure sur la matière des intérêts, et qu'il a établi le taux différent suivant la qualité des personnes ; il a maintenu le taux de 12 0/0 pour le *nauticum fœnus* : « In tractatibus autem contractibus, vel specierum fœnori dationibus, usque ad centesimam tantummodo licere stipulari, nec eam excedere : licet veteribus legibus hoc erat concessum. » Loi 26 au Code *De usuris*. En tête de la constitution, Justinien nous donne le motif de sa réforme ; il dit que le taux de l'intérêt était trop lourd pour le débiteur. L'intention est très louable, mais la mesure est-elle bien inspirée ? est-il sage surtout d'adopter un taux si inférieur ? le créancier trouvera-t-il dans un intérêt de 12 0/0 une rémunération suffisante du risque qu'il court ?

Frappé d'une inspiration aussi malheureuse, on a cherché à expliquer de bien des manières cette constitution de Justinien et à lui ôter sa portée générale. Mais, il nous semble inutile de présenter ces explications, devant les termes si formels de cette loi.

La constitution de Justinien ne limite pas seulement les intérêts dans le *nauticum fœnus*, mais encore elle établit un nouveau mode de calcul ; les intérêts sont calculés par année, au

lieu de l'être par voyage. Bien qu'on ait soutenu le contraire, la contestation n'est pas possible sur ce point, si l'on regarde l'économie générale de la loi. Après avoir dit que l'intérêt est fixé à tant par an selon que la personne est de telle ou telle qualité, la loi arrive au *nauticum fœnus* et dit que l'intérêt ne doit pas dépasser 12 0/0 ; il est évident que c'est 12 0/0 par an.

Ainsi, cette loi modifie la législation antérieure sur deux points importants. Elle est en contradiction avec le caractère aléatoire du *nauticum fœnus* : d'une part, l'aléa est variable et peut être plus ou moins grand, partant ne peut pas être soumis à un taux uniforme ; d'autre part, l'aléa n'existe que durant le voyage, partant l'intérêt ne doit pas être calculé sur la durée du prêt. Aussi, a-t-elle été abrogée par la Nouvelle 106.

Dans la nouvelle constitution, Justinien nous dit à la suite de quelles circonstances il a été amené à modifier la loi 26. Deux prêteurs à la grosse, Peter et Eulogins, s'adressèrent à lui pour connaître quel était le taux de l'intérêt maritime. Avant de répondre, Justinien ordonna au préfet du prétoire de faire une enquête auprès des commerçants et des navigateurs, dans le but de connaître les usages et les besoins de la pratique. Les résultats de l'enquête furent consacrés dans la Nouvelle 106 que nous allons analyser :

Dans la pratique, il paraît que les prêteurs à la grosse imposaient à l'emprunteur l'obligation de faire un chargement égal à la somme prêtée, et demandaient un intérêt de 10 0/0; de plus, ils chargeaient le navire d'autant de *modia* d'orge ou de froment qu'ils avaient prêté de solides, et l'emprunteur devait en acquitter les droits au fisc; de sorte que le profit maritime était porté bien au delà de 12 0/0.

Un autre procédé consistait à recevoir un solide sur huit, c'est-à-dire 3 siliques par solide, et comme un solide contient 24 siliques, l'intérêt s'élevait à 12 1/2 0/0. Ce qui rendait ce procédé plus avantageux est que l'intérêt stipulé était dû, quelle que fût la durée du voyage. Quand il y avait un nouveau voyage, on faisait un nouvel acte qui confirmait ou modifiait les conditions du prêt suivant l'intention des parties. Quand le navire arrivait au port, on laissait à l'emprunteur le temps de vendre les marchandises, qui était de trente jours.

Nous devons nous empresser d'ajouter que cette Nouvelle 106 n'a pas duré longtemps, sans qu'on sache pourquoi, et qu'elle a été remplacée à son tour par la Nouvelle 110. C'est le retour pur et simple à la loi 26 et à la limitation du taux de l'intérêt, même dans le *nauticum fœnus*.

Voyons maintenant comment les intérêts étaient dus dans le *nauticum fœnus*.

Nous avons vu que, dans le *mutuum* ordinaire, il faut une stipulation pour produire les intérêts et que le pacte *in continenti* n'avait aucune valeur. Cette règle reçoit une exception en notre matière. C'est une nouvelle facilité donnée aux opérations du commerce maritime. En effet, Paul nous dit dans la loi 7 : « Dans certains contrats, les intérêts sont dus comme en vertu d'une stipulation (*usurae debentur quemadmodum per stipulationem*). Par exemple : si je donne dix à titre de prêt maritime à la condition qu'en cas d'heureuse arrivée, je recevrai le capital, plus les intérêts, il faut dire que je peux réclamer le capital et les intérêts. » Il faut ajouter après *debentur* les mots *ex pacto* qui sont sous-entendus, car, autrement, dans notre hypothèse, on ne voit pas comment les intérêts peuvent être dus à défaut de stipulation. Cela résulte aussi du § 1 de la loi 5 hoc tit. : « Dans tous ces contrats, un pacte à défaut de stipulation peut augmenter l'obligation. » Nous verrons plus tard quelles sont les autres opérations auxquelles s'applique la même dérogation.

Le *nauticum fœnus* est un contrat conditionnel; les intérêts sont soumis à la condition, si le navire arrive à bon port, comme cela résulte de la loi 6 au Dig. : « ... Comme l'argent trajectice est donné de telle sorte que l'action n'appartient au créancier qu'autant que le navire arrive à

*bon port dans le délai convenu* ; le navire ayant péri dans le temps des risques, la condition de la stipulation est défaillie, de telle sorte qu'il ne puisse pas y avoir question de poursuite des gages qui se trouvent sur d'autres navires... »

Les intérêts maritimes sont donc dus par la réalisation de la condition, par conséquent au moment de la cessation des risques. On en a la preuve dans l'habitude des Romains d'embarquer un esclave à bord du navire pour recevoir le paiement. La loi 9 au Dig. est aussi explicite sur ce point.

## SECTION II. — *De la peine.*

Les intérêts maritimes ne sont dus que pendant la durée des risques. Ils cessent de courir à partir du jour où le navire est entré dans le port. Nous avons vu que le *mutuum* ordinaire ne produit pas un intérêt sans une stipulation. Si donc le jour d'arrivée le débiteur n'est pas en état de tenir son engagement, le créancier, par son fait, se trouverait privé de l'usage de son argent sans aucune compensation. Pour remédier à cet inconvénient, il était d'usage d'ajouter une stipulation pénale à l'effet de faire courir les intérêts pour le temps du retard.

Dans la Nouvelle 106, Justinien accorde au débiteur le délai de trente jours pour le paie-

ment, c'est le temps nécessaire pour vendre les marchandises. Cette disposition très heureuse a disparu avec la Novelle 106, abrogée par la Novelle 110. Bien qu'on ait soutenu le contraire, il nous semble évident que la Novelle 110 a modifié cette décision, puisqu'elle déclare annulée pour le tout la Novelle 106.

En dehors de la peine pour le simple retard du paiement, il y a un nouvel élément d'indemnité dans la privation des services de l'esclave envoyé par le créancier. Cette présence de l'esclave sur le navire était tout à fait d'habitude dans la pratique romaine. Si le débiteur ne payait pas au jour de l'échéance, il en arriverait que le créancier serait privé des services de son esclave; cette privation prolongée pourrait devenir onéreuse; la stipulation d'une peine était, pour le créancier, le moyen de se couvrir de la perte éventuelle. « Pour les services de l'esclave envoyé en vue de l'argent trajectice, il sera dû ce qui a été déduit par la stipulation pour chaque jour de privation jusqu'à concurrence des intérêts ordinaires, mais non pas au delà du double. Dans la stipulation de l'intérêt après le temps des risques séparément ajoutée, ce qui manquera pour parfaire les intérêts ordinaires sera suppléé par la stipulation des services de l'esclave » (loi 4 § 1 au Dig.) « Dans un prêt maritime, il a été stipulé suivant l'usage

une peine pour les services de l'esclave qui devait réclamer l'argent prêté, au cas où il ne sera pas payé au jour convenu » (loi 23 *De oblig. et action.*). Ces textes s'expriment même de manière à faire croire que la privation des services de l'esclave est la seule cause de cette indemnité. Mais, qu'on ne s'y trompe pas : d'autres textes nous affirment, au contraire, que l'indemnité comprend, outre cette cause, la peine pour le retard du paiement. C'est ainsi qu'on lit dans la loi 8 au Dig. : « Servius est d'avis que le créancier ne peut réclamer une peine pour l'argent trajectory, s'il n'a tenu qu'à lui de le recevoir dans le temps convenu. » La loi 9 dit de même : « Si, comme il est d'usage, il a été stipulé une peine à défaut de paiement de l'argent prêté, quoique le débiteur soit décédé au jour de l'échéance, la peine est encourue comme s'il eût laissé un héritier. » Ajoutons la loi 4, qui ne laisse aucun doute à cet égard, puisqu'elle indique comme la base du calcul de la peine la somme et le montant des intérêts; s'il ne s'agissait que de la valeur de l'esclave, de la seule privation de ses services, on ne prendrait en considération que ce seul travail. Nous concluons donc que la peine comprend les deux éléments, le retard et le service de l'esclave, bien qu'elle ne forme qu'une somme unique.

C'était d'habitude, avons-nous dit, que le

créancier faisait accompagner le débiteur par un esclave. Les raisons de cette pratique sont faciles à pénétrer : la présence de l'esclave sur le navire est tout à la fois un moyen de surveiller la navigation du débiteur pour empêcher les fraudes possibles, telles que les pertes fictives, les naufrages volontaires, le changement de route, etc., que pour avoir quelqu'un qui soit prêt à recevoir le capital au cas où ce capital serait exigible pendant la navigation. En effet, nous savons que le prêt maritime peut être fait à telle date, pour l'aller seulement, ou jusqu'à l'arrivée d'un terme ou d'une condition. Dans ces différents cas, le créancier ne se trouvant pas à l'endroit où le paiement doit avoir lieu, il se faisait remplacer par un esclave.

Maintenant, quel est le maximum de cette indemnité? D'après la loi 4, § 1, rapportée plus haut, le prêteur peut exiger pour indemnité du travail de son esclave une rétribution égale au taux des intérêts ordinaires, mais non au delà du double (*ad finem centesimæ, non ultra duplum debetur*). Ainsi, il y a une limite à l'accumulation d'intérêts stipulés à titre de peine; c'est qu'elle ne doit jamais dépasser le double du capital. Cette limitation n'est d'ailleurs qu'une application du droit commun à notre matière.

En effet, la loi 26, § 1, liv. XII, tit. 6, nous dit : « *Supra duplum autem usuræ et usura-*

rum usuræ, nec in stipulatum deduci, nec exigi possunt ; et solutæ repetuntur : quemadmodum futurarum usurarum usuræ » (voir aussi la loi 29 au Code *De usuris*). Mais quel est le capital qui ne peut être plus que doublé ? En d'autres termes, quelle est l'unité, le capital prêté ou le capital accru des intérêts ? On a été tenté de dire que ce ne pouvait être que le capital primitivement prêté, parce que, dit-on, si c'était le double du tout, capital et intérêts, ce serait l'anatocisme, ce qui était défendu (Poth., *De usuris*). Nous croyons que cette opinion est une erreur. Il nous semble qu'on considérerait le capital et les intérêts comme ne formant qu'un seul tout, quand on lit dans la loi 5 : Il y a un prix des risques, lorsque le créancier doit recevoir son capital et ses intérêts : *recepturus si quod dederis, et insuper aliquid præter pecuniam*. Remarquons d'ailleurs que cette décision n'est pas contraire à la défense de l'anatocisme ; ce que l'on redoute dans l'anatocisme, c'est le grossissement illimité des intérêts ; c'est ainsi qu'avant Justinien, on ne tenait compte dans le calcul du double que des intérêts à payer, mais non des intérêts déjà payés. Or, ici le même danger n'existe pas, ce sont les intérêts dus, échus, en conséquence limités. Ajoutons encore que ces intérêts sont le prix des risques. Disons donc que la peine ne doit pas dépasser

la somme prêtée accrue des intérêts maritimes.

Après avoir connu les éléments et le montant de la peine due pour le service de l'esclave, voyons comment cette indemnité était due. Suffit-il d'un pacte ou faut-il une stipulation? C'est à ce dernier parti que nous nous arrêtons. Nous avons vu que, dans le *mutuum* ordinaire, les intérêts ne courent qu'en vertu d'une stipulation et que, par une faveur spéciale, une exception est admise pour le *nauticum fœnus*. Mais puisque les risques de mer sont finis, lorsque cette indemnité est due, ce n'est plus le *nauticum fœnus*, c'est le *mutuum* ordinaire. Cette déduction des principes généraux se trouve consacrée par des textes formels. Dans la loi 4, § 1, au Dig., le mot stipulation revient trois fois sous la plume de Papinien, et ce n'est pas sans intention. La loi 23 *De oblig. et action.* est tout aussi explicite.

On a contesté cette application des principes généraux dans notre matière, et on a dit que la stipulation de la peine n'est que la suite du *nauticum fœnus*, et qu'il serait singulier que la même facilité ne fût pas accordée tant à l'opération accessoire qu'à l'opération principale. On ajoute que les textes que nous avons cités n'emploient le mot stipulation que parce que c'est le mode ordinaire. Quelque spécieuses que soient ces considérations, nous ne pouvons admettre

une opinion qui ne repose ni sur les principes, ni sur les textes (Accarias, II, 592).

Un dernier point reste à examiner sur cette matière, c'est de savoir comment la peine sera encourue par le débiteur, en d'autres termes, comment le débiteur sera mis en demeure.

En règle générale, une double condition est nécessaire pour qu'il y ait la demeure : il faut d'abord que le créancier fasse au débiteur une interpellation, une sommation d'exécuter son obligation ; mais encore cette interpellation ne produit son effet qu'autant que le retard apporté à l'exécution de l'obligation est frauduleux.

Cette règle est-elle applicable à notre matière ? Les textes sont contradictoires. La loi 2 à notre titre déclare qu'il faut une *interpellatio* : « Labéon dit que, s'il n'y a personne qui se présente de la part du débiteur et qui puisse être interpellé, on doit en dresser un procès-verbal qui tiendra lieu de sommation. » La loi 9 porte qu'au cas du décès du débiteur au jour de l'échéance, la peine est encourue comme s'il avait laissé des héritiers. Sans doute, le jurisconsulte sous-entendait la nécessité d'un procès-verbal. Ainsi, si le créancier ne peut pas interpeller son débiteur, par exemple parce qu'il est décédé, il le fera constater devant témoins, et cet acte équivaut à la sommation. Dans les cas ordinaires, la sommation était donc nécessaire.

D'un autre côté, la loi 9, § 1, *De usuris*, dit le contraire : « Usurarum stipulatio, quamvis debitor non conveniatur, committitur. » De même la loi 23 *De oblig. et action.* : « Dans un prêt maritime, il a été stipulé suivant l'usage une peine pour les services de l'esclave qui devait recevoir l'argent, dans le cas où le paiement n'aura pas lieu au jour convenu. L'esclave a demandé le paiement d'une partie de la somme et, après un certain temps, il a sommé de payer le reste. Le jurisconsulte a répondu qu'il peut demander la peine même pour le temps où le débiteur n'a pas été interpellé, et quand même il n'aurait pas été interpellé du tout. Autrement, il faudrait dire que la stipulation ne produit pas son effet, si celui qui a commencé d'interpeller est obligé d'interrompre par suite de la maladie. »

De ces textes en contradiction, la conciliation nous paraît impossible. Cujas pensait qu'il faut rattacher ces divergences aux dissentiments qui auraient existé entre les Proculéiens et les Sabinien. Quoi qu'il en soit, la question a reçu la solution sous Justinien, qui adopta l'opinion que l'*interpellatio* n'est pas nécessaire, par le motif qu'un débiteur doit avoir la mémoire de ses dettes (loi 12 Code *De contr. et comm. stip.*, VIII, 38)(1). C'est celle qui est consacrée dans

(1) Tel n'a pas été l'avis du législateur français, art. 1153-3°.

un grand nombre de textes, il faut croire qu'elle était presque universellement admise. Remarquons en effet que cette décision est très juridique : le débiteur s'est engagé à payer à telle date et a promis une peine pour le cas du retard, c'est une obligation conditionnelle ; si le paiement n'a pas lieu à l'époque convenue, la condition s'étant réalisée, la peine est encourue avec toutes ses conséquences. (Maynz, *Des oblig.*, p. 356.)

Dans la loi 23 *De oblig. et action.* le jurisconsulte Africain examine une autre question, celle de savoir si la peine peut être demandée dans le cas où le débiteur qui a été mis en demeure par la sommation et qui n'a pas payé offre ensuite de payer. Il décide que la peine est encourue à partir de la demeure, malgré le paiement tardif, à moins que le retard ne provienne du fait ou de la faute du créancier. Ainsi, il n'y a qu'un cas où le débiteur n'est pas constitué en demeure par le retard apporté au paiement : c'est lorsque le créancier est lui-même constitué en demeure, ce qui purge la demeure du débiteur.

Hors ce cas, la règle est absolue ; le débiteur est en demeure quand même le retard ne lui est pas imputable. Dans la loi 9, on voit que la mort même du débiteur n'empêche pas la stipulation pénale de produire son effet. Nous avons vu comment Justinien a essayé de donner

un délai au débiteur pour ne pas faire précipiter la vente des marchandises.

Enfin, on peut se demander si le créancier peut dans le *nauticum fœnus* cumuler les deux obligations, le principal et les intérêts. La règle en droit commun est que le cumul n'est pas réputé conforme à l'intention des parties, sauf la preuve contraire. Mais dans le cas spécial où l'obligation est d'une somme d'argent, la peine n'est alors que les intérêts dus pour le retard, et comme les intérêts sont soumis à un maximum, le cumul devait être admis. Cette décision doit s'appliquer à la peine due après le temps des risques. Le doute est permis pour le profit maritime, car il n'y a aucune limite aux intérêts pendant le temps des risques. Quoique la solution de cette question soit incertaine, dans la pratique, elle ne devait pas présenter une grande difficulté ; en effet, supposons qu'il est établi que la stipulation d'intérêts se rapporte à un prêt maritime, alors de deux choses l'une : ou elle est égale ou inférieure au capital prêté, ici, sans le cumul, le prêteur ne toucherait aucun intérêt ; ou elle est supérieure au capital (et ce sera de beaucoup) ; nous doutons que le profit maritime, quelque élevé qu'il fût, allât au delà du double du capital ; ici le cumul ne sera pas admis.

## CHAPITRE IV

### DES GARANTIES DU CRÉANCIER

Aucun texte n'accorde des garanties spéciales à celui qui fait un prêt maritime. Mais il va de soi que, comme le créancier ordinaire, il peut se faire donner des garanties du droit commun. Ainsi, par exemple, il pourra se faire garantir par une fidéjussion le paiement de sa créance.

Une garantie très usitée dans le *nauticum fœnus* est celle qui résulte des hypothèques. Les textes de notre matière relatifs aux garanties ne s'occupent que des gages et hypothèques. Ainsi, la loi 4 pr. D. nous dit qu'une fois que les risques ont cessé, le créancier ne peut pas retenir les gages et hypothèques au delà des intérêts ordinaires. Voici comment les choses se passaient dans la pratique : l'emprunteur ne donnait pas une hypothèque sur ses biens quelconques ; avec l'argent prêté il achetait des marchandises qu'il devait transporter, et le créancier exigeait une constitution d'hypothèque sur ces marchandises et sur le navire qui doit les transporter. Lorsque le prêt avait été fait pour l'aller et le retour, l'hypothèque n'empêchait pas de vendre au lieu d'arrivée les marchandises

qu'elle grevait ; la convention d'hypothèque ne pouvait pas avoir pour effet d'arrêter la suite de l'opération faite dans ce but. Les marchandises rachetées pour le retour étaient subrogées aux marchandises vendues et grevées d'hypothèque. Si le prêt avait été fait pour l'aller seulement, le créancier se faisait rembourser au lieu d'arrivée par l'esclave qu'il avait envoyé.

Remarquons que la loi 4 met sur la même ligne les gages et les hypothèques, et que la loi 6 ne parle que des gages. Mais il ne faut pas croire que le gage et l'hypothèque se confondent à ne faire que la même chose. Dans les premiers temps, lorsque le débiteur voulait constituer une sûreté réelle, il transférait la propriété avec le contrat de fiducie, par lequel le créancier s'engageait à retransférer la propriété après le paiement. Plus tard, le débiteur n'abandonna plus que la possession, en gardant souvent la chose à titre de précaire ; à défaut de paiement, le créancier avait le droit de réclamer la détention et le droit de vendre le gage sous certaines conditions. Plus tard encore, le prêteur admit que, par un simple pacte, le débiteur peut conférer une sûreté réelle sans déplacement de la propriété ou de la possession ; c'est le pacte d'hypothèque. Mais il y a exagération à dire que le gage et l'hypothèque ne forment qu'une

même chose. La différence fondamentale est que le gage confère la possession au créancier, et que l'hypothèque la laisse au débiteur. Dans notre matière, il n'est pas question des gages, mais des hypothèques *stricto sensu*.

Avant d'aller plus loin, il est utile de donner quelques notions sur les différentes hypothèques. Il y avait les hypothèques ordinaires, qui conféraient un droit de préférence à rencontre des créanciers chirographaires, et qui venaient à leur rang par ordre de date. Les hypothèques ordinaires étaient primées par les hypothèques privilégiées, bien que postérieures en date. De même qu'il y avait les créanciers hypothécaires, les uns ordinaires et les autres privilégiés, il y avait aussi les créanciers simplement chirographaires et les créanciers chirographaires privilégiés. Ces derniers passaient avant les créanciers chirographaires, mais étaient primés par tous les créanciers hypothécaires.

Nous disions qu'entre les créanciers hypothécaires la préférence se réglait par ordre de date; les créanciers hypothécaires privilégiés faisaient exception à cette règle par une faveur spéciale de la loi. Cette faveur peut être attachée soit à une hypothèque tacite, soit à une hypothèque conventionnelle. Dans ce dernier cas, le créancier stipule une hypothèque, et le privilège découle de la loi.

Nous trouvons une faveur de ce genre dans le *nauticum fœnus*. Le créancier qui avait prêté à la grosse aventure pour conserver le gage de tous et stipulé une hypothèque, passe avant tous les créanciers hypothécaires, encore qu'il soit postérieur en date.

Loi 5 *Qui potiores in pignore*: « Quelquefois le second créancier est préféré au premier, par exemple, si l'argent prêté par le deuxième créancier a été dépensé pour conserver la chose; ainsi, un navire *étant hypothéqué*, j'ai prêté pour l'armer ou pour le radouber. »

Loi 6 pr.: « En effet, c'est l'argent du dernier qui a sauvé le gage pour tous. On pourrait étendre cette décision au cas où un emprunt a été fait pour nourrir les matelots, sans lesquels le navire ne pouvait pas arriver à bon port. »

§ 1. « De même, si un créancier prête sur des marchandises hypothéquées, soit pour les sauver, soit pour payer le nolis, il sera préférable, quoique postérieur en date; le nolis lui-même est préféré. »

Ainsi, lorsque l'argent trajectice a été prêté pour réparer ou armer le navire, pour nourrir les matelots ou pour sauver les marchandises, le créancier est garanti par une hypothèque privilégiée. Cette faveur est fondée sur l'idée de la conservation du gage commun; c'est le privilège dans le sens du droit français. Mais le juris-

consulte n'applique sa décision qu'entre créanciers hypothécaires. Que faut-il décider en l'absence de la convention d'hypothèque ?

La question est traitée dans la loi 34, liv. 42, tit. 5, sur laquelle on a voulu affirmer, en y joignant le § 10, liv. 5, tit. 12 des Sentences de Paul, que, dans cette hypothèse encore, le prêteur avait une hypothèque privilégiée. Voici ces deux textes :

Loi 34 : « Tout créancier est privilégié après le fisc, quand il demande une somme qu'il a fournie pour la construction, l'achat, l'armement ou l'équipage d'un navire ; aussi bien que s'il demande le prix d'un navire qu'il a vendu. »

§ 10 : « Le privilège du fisc a le premier rang entre toutes les créances. »

Ainsi, en l'absence de convention, la loi confère au prêteur dans le *nauticum fœnus* un privilège sur le navire, si l'argent a été employé à l'achat, la construction ou l'équipement d'un navire. Quelle était la nature de ce privilège ? Était-ce là une hypothèque privilégiée ?

Le privilège chez les Romains n'était pas un droit réel, mais une simple cause de préférence ; c'était plutôt une qualité de la créance hypothécaire ou chirographaire ; cette qualité donnait à une créance la priorité sur les créances de la même classe, mais ne lui permettait pas de sortir de cette classe. Une créance simplement

privilégiée primait les créances chirographaires, mais était primée par toutes les hypothèques.

Cela étant, nous pensons que le privilège donné dans le *nauticum fœnus* par la loi 34 et le § 10 n'est pas une hypothèque privilégiée, et que le prêteur n'a qu'un droit de préférence à ren-contre des créanciers simplement chirographaires. C'est l'application du principe général qu'un créancier, ayant un privilège, ne peut primer les créanciers hypothécaires qu'autant qu'il a lui-même une hypothèque. (Loi 7 *Qui potiores*; loi 17 *De pig. et hyp.*) On n'a qu'à parcourir les décisions des lois 5 et 6 qui accordent une hypothèque privilégiée pour en être convaincu.

L'argument tiré par nos adversaires de la combinaison de la loi 34 avec le § 10 des Sentences de Paul n'a pas la valeur qu'on y attache. La loi 26 donnant un privilège au prêteur à la grosse comme au fisc, et le § 10 disant que le privilège du fisc est préféré à toute autre créance, on en conclut que le prêteur à la grosse a une hypothèque privilégiée comme le fisc. Ce raisonnement serait décisif, s'il nous était démontré que le fisc avait une hypothèque privilégiée. Or, le fisc n'avait lui-même dans la plupart des cas qu'un privilège et non une hypothèque privilégiée.

En effet, le fisc avait une hypothèque privi-

légée sur les biens des comptables, car, d'après la loi 3 au Code, 12, 63, il passe avant la femme, et cette décision est motivée non sur la priorité de date, mais sur la considération d'intérêt public. Mais il est déjà douteux que, pour le recouvrement des impôts, le fisc ait eu une hypothèque privilégiée, car la loi 1, au Code, fonde la préférence sur l'antériorité. Enfin, pour les autres créances, le fisc ne possédait point une hypothèque privilégiée. Remarquons d'abord que l'opinion contraire n'accorde d'hypothèque privilégiée que sur les biens à venir, sur les biens acquis par le débiteur après le contrat passé avec le fisc, et que c'était une garantie bien insuffisante; pourquoi, en effet, ne pas accorder cette hypothèque sur les biens présents ?

La question porte sur le sens de la loi 28 au Dig. 49, 14 : « Si celui qui m'avait obligé ses biens présents et à venir contracte avec le fisc, il faut savoir que, dans les choses qu'il a acquises depuis, le fisc a la préférence, ce qu'a répondu Papinien et ce qu'ont décidé les constitutions, car le droit du fisc a prévenu la cause du gage. » Nos adversaires pensent que l'hypothèse de cette loi est la suivante : le débiteur, après avoir engagé tous ses biens présents et à venir, contracte ensuite avec le fisc ; le fisc est postérieur en date ; s'il n'a pas d'hypothèque privilégiée

il doit venir au second rang; or. Ulpien dit qu'i a la préférence sur les biens à venir.

Mais la loi 28 est susceptible d'une autre interprétation. Les mots *cum fisco contraxerit* peuvent se référer au passé, et signifier qu'un débiteur qui avait traité avec le fisc constitue une hypothèque générale à son créancier; et même c'est la seule manière d'expliquer les mots de la fin : *præverit enim causam pignoris fisci*; le fisc passe avant le créancier, parce que son droit a précédé l'hypothèque du créancier. Remarquons encore que le texte dit : *quod et constitutum est*; or, si l'on examine les constitutions impériales traitant de la matière, on voit que l'avantage du fisc consiste seulement dans la dispense de stipuler une hypothèque, et qu'à son égard, comme à l'égard de tout autre créancier, le rang se détermine par la priorité de date.

Nous pouvons donc conclure que le prêteur, dans le *nauticum fœnus*, n'a pas d'hypothèque privilégiée, mais simplement un privilège.

On invoque encore l'analogie du prêt fait pour réparer une maison. Dans ce cas, un sénatus-consulte de Marc-Aurèle (loi 1 *In quib. caus. pign. et hyp.*) donne au créancier une hypothèque privilégiée. Or, dit-on, la réparation d'un navire, comme celle d'une maison, ayant conservé le gage de tous, doit produire le même effet.

Mais remarquons que, dans les lois 5 et 6, l'idée de donner la préférence à celui qui a conservé le gage commun n'est appliquée par Ulpien qu'entre créanciers hypothécaires, et nous avons dit que c'était l'application du droit commun. Il ne suffit pas d'une simple analogie pour établir un privilège là où il ne doit pas exister d'après le droit commun. Peut-être l'analogie n'est-elle pas aussi complète qu'on semble le supposer; la préoccupation constante des législateurs romains fut l'embellissement de la ville, et dans ce but ils favorisaient la construction des édifices. C'est ainsi qu'on refusait l'action *ad exhibendum* pour les matériaux d'autrui employés dans la construction. Le *nauticum fœnus* n'a jamais joui d'une telle faveur.

On pourrait même aller plus loin et contester la valeur de ce sénatus-consulte en face d'autres textes qui n'accordent qu'un privilège pour la construction d'un édifice. La loi 24, § 1, liv. XXXII, tit. 5, au Dig., n'accorde qu'un *privilegium exigendi*, et il est à remarquer qu'elle reproduit le texte intégral d'un édit de Marc-Aurèle.

La loi 6, au Dig., s'occupe du cas où le prêteur avait reçu pour gage les marchandises achetées avec l'argent prêté, et, en outre, les marchandises chargées sur d'autres navires et engagées à d'autres créanciers. Si le navire fait

nauffrage; le débiteur est libéré et le créancier ne peut pas poursuivre les gages supplémentaires. Mais si le navire arrive à bon port, il est à croire que le chargement sera suffisant pour désintéresser le créancier. Quand donc celui-ci sera admis à poursuivre les gages supplémentaires? C'est lorsque la condition s'est accomplie par l'arrivée du navire à bon port et que le gage aura été détruit par quelque autre accident ou qu'il aura été vendu à vil prix, ou enfin que le navire aura péri après l'expiration du temps fixé pour les risques.

## CHAPITRE V

### DES ACTIONS.

Nous allons voir quelles sont les actions par lesquelles le prêteur pourra faire valoir ses droits en justice. Nous savons déjà que les textes sont complètement muets sur ce point, et que devant ce silence les interprètes ont été amenés à se demander quelle était la nature de ce contrat pour déterminer l'action dont il serait garanti. De la solution de cette question doit dépendre l'action qui sera donnée au créancier. Nous avons vu qu'il existe trois opinions différentes sur ce point; selon que l'on adopte l'une

ou l'autre de ces trois opinions, on donnera telle ou telle action. Ainsi, si l'on se range à l'avis de Cujas qui voyait dans le *nauticum fœnus* un *mutuum* et un contrat innomé, le créancier aura deux actions, la *condictio certi* pour réclamer le capital prêté et l'action *præscriptis verbis* pour les intérêts. Si l'on adopte le point de vue de M. de Savigny, qui regarde le contrat tout entier comme un contrat innomé *do ut des*, il faudra décider que le créancier a l'action *præscriptis verbis* pour le capital et pour les intérêts. Nous avons admis avec la majorité des interprètes que le *nauticum fœnus* est un *mutuum* soumis à des règles spéciales. Nous n'hésitons pas à dire qu'il donne lieu à la *condictio* : *condictio certi* pour le capital et pour les intérêts, s'ils sont déterminés invariablement ; *condictio incerti* pour les intérêts, s'ils sont proportionnels à la durée du voyage.

Nous n'avons pas à revenir sur la réfutation des systèmes de Cujas et de M. de Savigny, qui se fondent principalement sur l'ancienneté du *nauticum fœnus*, bien antérieur aux contrats innomés. Nous ajoutons un argument de texte que le *nauticum fœnus* ne donnait pas lieu à l'action *præscriptis verbis*.

A Rome, lorsqu'une obligation était contractée avec l'indication d'un lieu désigné pour le paiement, le créancier ne pouvait agir que dans

le lieu indiqué ; si donc le débiteur évite de se trouver jamais dans cet endroit, le créancier n'a aucun moyen d'agir contre lui. Il avait la seule ressource de l'actionner à Rome ou à son domicile, et cette ressource était suffisante dans les actions de bonne foi ou dans les *condictiones incertæ* ; dans ces sortes d'actions, il entrait dans l'office du juge de tenir compte de l'intérêt que le créancier avait à être payé dans tel endroit déterminé. Mais, s'il s'agit d'une action de droit strict ayant la formule *certæ pecuniæ*, le pouvoir du juge se borne au seul point de savoir si la prétention est fondée ou n'est pas fondée. Non seulement le créancier n'obtenait pas la condamnation, mais il épuisait son action et ne pouvait plus agir de nouveau. C'est pour remédier à cet inconvénient que le préteur a créé l'action *de eo quod certo loco*, qui permet au juge de tenir compte de la différence de lieu.

Le même inconvénient peut se présenter dans le *nauticum fœnus*. Lorsque le débiteur évite à dessein d'approcher de l'endroit où le paiement doit avoir lieu, le créancier n'a aucun moyen de le contraindre à payer. L'action *de eo quod certo loco* lui donne le droit de poursuivre le débiteur à Rome ou au domicile. Cette action étant arbitraire, le créancier ne court pas le danger de la plus-pétition ; d'autre part, le juge,

ayant le pouvoir plus étendu, peut tenir compte de l'intérêt qu'avait le débiteur à payer dans le lieu désigné. Ainsi, cette action introduite dans l'intérêt du créancier présentait ce bizarre résultat qu'on ne tenait compte que de l'intérêt du débiteur; mais on finit par prendre en considération l'intérêt du créancier (loi 2, § 8, *De eo quod certo loco*). Cette décision est très équitable, car le créancier avait peut-être un paiement à faire dans l'endroit convenu, et, faute d'argent, il aurait pu encourir la peine ou laisser vendre ses biens à vil prix. La condamnation, si elle a lieu, comprendra non seulement le capital et les intérêts maritimes, mais encore toutes autres indemnités. (Vernet, <sup>1</sup>tex. ch., p. 58, note 2.)

De ce texte nous pouvons tirer la preuve que, dans le *nauticum fœnus*, le prêteur n'avait qu'une *condictio certi*, puisqu'il a besoin d'une action arbitraire pour agir dans un endroit différent; il n'en aurait pas besoin s'il avait l'action *præscriptis verbis* qui est de bonne foi. Ce dernier point ne saurait être sérieusement contesté. L'action *præscriptis verbis* a le caractère d'être de bonne foi dans les cas de l'action estimatoire et de l'échange. On oppose, il est vrai, la loi 19, § 2, *De precario*, dont il semble résulter que l'action *præscriptis verbis* donnée au précariste est de droit strict. Mais Ulpien dit le

contraire dans la loi 2, § 2, *De precario*, 43, 26, et Paul la compare à l'action de commodat qui est de bonne foi. (Demangeat, t. II, p. 666.)

C'est surtout au point de vue de l'action que ressort le grand intérêt pour distinguer la nature du contrat. Il y a des différences profondes entre les actions de bonne foi et les actions de droit strict ; nous allons les indiquer rapidement.

Elles se résument toutes dans cette idée que le pouvoir du juge est plus étendu dans les actions de bonne foi, puisqu'il doit tenir compte de l'équité ; en conséquence : 1° le juge fera courir les intérêts, chaque fois que cela paraîtra équitable ; 2° l'exception de dol est toujours sous-entendue ; 3° le débiteur répond même de la simple omission ; 4° le pacte adjoint produit des effets plus étendus ; 5° le juge peut suppléer des clauses non insérées dans le contrat ; 6° un intérêt pécuniaire n'est pas nécessaire pour exercer une action de bonne foi ; 7° le juge peut ordonner des mesures conservatoires en vue de l'avenir ; 8° enfin le débiteur poursuivi peut opposer la compensation.

Pour terminer cette matière, nous allons nous occuper du cas où le navire serait conduit par un autre que le propriétaire.

A Rome, on sait qu'au début la représentation dans les actes civils n'était pas admise,

et qu'il était de principe qu'une personne traitant avec une autre ne peut pas faire naître un droit ou une obligation dans la personne d'un tiers. Quand un tuteur achetait un bien avec l'argent et pour le compte de son pupille, c'était le tuteur et non le pupille qui devenait le propriétaire. De même, un mandataire contractait toujours en son propre nom; c'était lui-même et non le mandant qu'il obligeait; lui seul pouvait être poursuivi, sauf à recourir ensuite contre le mandant. Mais une réaction ne tarda pas à se produire; elle commença quand on admit que l'on peut acquérir la possession par une personne étrangère, et s'étendit successivement à d'autres matières. Il en fut de même dans le mandat.

La règle qui défendait la représentation dans les actes civils s'accordait très mal avec les besoins du commerce maritime. Les Romains ne faisaient pas le commerce par eux-mêmes; il était même défendu aux personnes en dignité de le faire. Les propriétaires des navires en confiaient souvent la direction à des esclaves ou à des fils de famille, le propriétaire était appelé *exercitor* et le préposé *magister navis*. Les personnes *alieni juris*, fils de famille ou esclaves, étaient de la sorte placées dans telle situation qu'elles devaient nécessairement contracter des obligations pour la réparation du

navire ou la nourriture des matelots; ces prêts devaient souvent se réaliser par le *nauticum fœnus*.

Il parut juste au prêteur que le père de famille répondît des obligations de ses préposés, et c'était aussi dans son intérêt: on aurait trouvé difficilement des capitalistes qui eussent prêté à des personnes *alieni juris*, s'ils n'avaient d'autre recours que l'action contre ces personnes, le plus souvent illusoire. C'est ainsi que les prêteurs furent amenés à créer l'action exercitoire. Par cette action, le capitaliste qui a traité avec un préposé *alieni juris* peut agir directement contre le père de famille. On voit que c'est une exception à la règle, qu'un mandataire qui traite en vertu du mandat ne peut pas obliger le mandant. Cette exception fut bientôt étendue même au cas où le préposé au navire serait une personne libre ou un esclave d'autrui. (Gaius, § 71.)

L'action exercitoire n'était pas une action spéciale ayant d'existence propre et par elle-même. C'était comme la forme générale sous laquelle les actions civiles ordinaires étaient données directement contre le préposant du navire pour les obligations contractées par les préposés, dans le but d'échapper à la rigueur du droit primitif. Ajoutons que le tiers qui a traité avec le *magister navis* avait toujours le

choix entre l'action civile contre le *magister* et l'action exercitoire contre l'*exercitor*. Si le *magister* est une personne *sui juris*, l'action exercitoire est plutôt utile que nécessaire : le tiers aura deux débiteurs au lieu d'un. Si le *magister* est une personne *alieni juris*, le tiers peut le poursuivre dans la mesure du pécule ou intenter l'action exercitoire.

Quant à l'*exercitor*, il n'avait pas d'action spéciale contre les tiers qui avaient traité avec ses préposés. Rien de plus simple, s'il s'agit des personnes *alieni juris* qui sont sous sa puissance : c'est l'application du principe que nous acquérons par les actes de ceux qui sont sous notre puissance. Quand il s'agit des personnes libres ou des esclaves d'autrui, il y a lieu d'appliquer les règles ordinaires du mandat. Mais, il y a un cas où l'*exercitor* a une action directe contre les tiers : c'est lorsque son préposé, étant insolvable, il n'y a pas d'autre moyen d'obtenir ce qui lui est dû. (Fr. 1 et 2, *De institoria actione*.)

## APPENDICE

### AU NAUTICUM FCENUS

Nous avons vu que l'élévation des intérêts maritimes est justifiée par la mise des risques à la charge du prêteur. Les interprètes ont été amenés à rechercher si ce n'est pas là l'application d'une règle générale, à savoir que, dans les contrats aléatoires, le prêteur est admis à exiger un prix des risques. C'est cette question qui est traitée dans la loi 5 au Dig. que nous allons analyser. Malheureusement, tel qu'il nous est parvenu, le texte n'est pas d'une intelligence facile.

Voici d'abord le texte :

*Periculi pretium est, et si conditione quamvis pœnali non existente recepturus sis quod dederis, et insuper aliquid præter pecuniam, si modo in aleæ speciem non cadat: veluti ea, ex quibus conditiones nasci solent, ut si manumittas, si non illud facias, etc.* Doneau ne corrige pas et traduit ainsi la loi: « On peut sans clause pénale exprimée réclamer le capital, plus une indemnité représentant le prix des risques courus, toutes les fois que la restitution de l'argent prêté est subordonnée à une condition, sauf le cas où la convention dé-

génère en une convention de jeu. Pour que la convention soit valable, il faut que la condition naisse de la nature du contrat, comme on peut le voir par les exemples donnés au texte; dans ces hypothèses, la condition s'induit des faits habituels de la vie, bien que la réalisation dépende du hasard. » Et, on conclut que, si la base du contrat est un simple cas fortuit, on ne peut pas exiger le prix des risques (Doneau, *De naut. fœn.*).

Ce système nous semble inadmissible. Il affirme que le contrat aléatoire ne donne pas lieu à l'action. Ceci est-il soutenable dans un titre qui traite du *nauticum fœnus*? Ajoutons qu'il faut forcer le sens des mots pour arriver à cette explication.

Aussi d'autres interprètes ont proposé des corrections au texte. C'est ainsi qu'au lieu de : *non existente*, certains auteurs mettent *existente* en effaçant simplement la négation.

Nous aimons mieux l'explication de Cujas, qui consiste à déplacer la négation en la mettant avant *pœnali*, et nous la trouvons très vraisemblable. Autrement il en résulterait qu'un prix des risques peut être exigé, même si la condition ne s'est pas accomplie, ce qui n'a pas de sens; tandis que cette correction permet de lire ainsi le texte : la condition étant accomplie bien qu'elle ne soit pas pénale, ce qui a été reçu

en outre du capital est payé à bon droit ; ce qui revient à dire : quoique ce ne soit pas une peine, on peut exiger quelque chose en outre du capital, comme le prix des risques courus.

Cujas propose une autre correction que nous admettrons également. Au lieu de : *si modo in aleæ speciem non cadat*, il lit : *in aliam speciem*. Le contexte et le sens logique semblent exiger cette correction. Si on prend le texte comme il est, on est forcé de voir, dans les exemples suivants, les cas où il y a un prix des risques ; pour quoi alors reprend-on plus loin : *nec dubitatis?* avec la correction, ces mots forment l'opposition avec les cas où l'opération est d'une autre espèce : *veluti ea, ex quibus conditiones nasci solent*, etc. Enfin au lieu de *conditiones*, il faut lire *condictiones*, qui est la véritable expression du texte. Ajoutons que cette dernière correction est autorisée par divers exemples (Tom. VII, c. 865-866. Pothier, *De naut. fœn.*).

Après ces nombreuses corrections, le texte devrait en somme être traduit ainsi : Il y a un prix des risques, toutes les fois que le prêteur peut réclamer le capital plus un intérêt, la condition étant accomplie, encore qu'elle ne soit pas pénale, pourvu que l'opération ne dégénère pas en une autre espèce, comme dans les hypothèses d'où naît une *condictio*, *do ut manumittas*, etc. Cela n'est pas douteux, lorsque je prête

une somme d'argent à un pêcheur pour lui fournir l'appareil de la pêche, à la condition qu'il me rendra s'il fait une bonne pêche, ou à un gladiateur pour qu'il se livre à des exercices, à la condition qu'il me rendra s'il remporte le prix.

En effet, dans les hypothèses, si *manumittas*, *etc.*, qui donnent lieu à la *condictio ob rem dati*, on ne peut rien exiger au delà de la *datio*; en réalité, ce n'est pas un prêt, c'est un don conditionnel; le prêteur ne court aucun risque, c'est pourquoi il ne peut rien demander au delà du capital.

Au contraire, dans les hypothèses du pêcheur et de l'athlète, il y a un véritable prêt dont le remboursement est conditionnel; comme dans le *nauticum fœnus*, le prêteur court les risques du combat ou les chances de la pêche; il est donc juste qu'en cas de succès, il puisse demander quelque chose de plus que le capital prêté comme prix des risques courus.

Nous concluons que le prêt maritime n'est pas le seul contrat dans lequel on peut stipuler en dehors des intérêts une somme pour le risque que court le capital, et qu'il en sera ainsi toutes les fois qu'il s'agira d'opérations aléatoires, toutes les fois que le sort de l'argent sera subordonné à une condition casuelle, et nous ajoutons qu'un simple pacte suffit pour produire les intérêts. (Accarias, II, 592, n. 3.)

Le § 1 de la loi 5 nous l'apprend en effet :  
« Dans tous ces contrats, à défaut de stipulation, un pacte peut augmenter l'obligation. »

---

# DROIT FRANÇAIS

---

## COURS FORCÉ

DES

## ÉMISSIONS FIDUCIAIRES

---

### INTRODUCTION.

Au début des sociétés, l'usage de la monnaie était inconnu. Pour se procurer des objets propres à satisfaire leurs besoins, les hommes font du troc. Le cultivateur qui a du blé, et qui a besoin d'un vêtement, s'adressera au tailleur qui aura besoin de blé; l'un et l'autre, ayant besoin de chaussures, s'adresseront au cordonnier qui aura besoin de blé et d'un vêtement. Ainsi, les hommes font le commerce, ils se recherchent pour satisfaire leurs besoins et s'échangent entre eux les produits de leur travail. C'est peut-être la réminiscence de cet état social primitif que nous retrouvons dans un passage d'Homère, rapporté par les Institutes de Justinien :

« Ensuite, les Achéens chevelus se procuraient du vin, les uns en donnant de l'airain, les autres, du fer brillant, quelques-uns, des cuirs et des bœufs, d'autres, des esclaves. »

Tant que les hommes avaient des besoins très limités, et que chacun pouvait pourvoir par lui-même aux siens, l'inconvénient n'était pas considérable. Mais le progrès amène l'extension des besoins ; dans un état social plus avancé, le troc ou l'échange des produits en nature présente trois sortes d'inconvénients :

Le premier est le défaut de coïncidence, la difficulté de trouver quelqu'un qui ait besoin d'un objet, et possède en même temps quelque autre objet que le détenteur du premier veuille accepter en échange. Cette difficulté est très grande, là où il n'y a pas diversité de travail. Dans l'exemple ci-dessus, les Ioniens ne devaient-ils pas être bien embarrassés d'acquérir, pêle-mêle, airain, fer brillant, cuirs, bœufs, esclaves ?

Ensuite, il n'y a pas de commune mesure de valeur pour les marchandises diverses, il faut déterminer la valeur de chacune par rapport à toutes. Les Ioniens devaient déterminer la quantité de vin à donner d'après la valeur à laquelle ils estimaient chaque objet qu'on leur présentait, car airain, fer brillant, cuirs, bœufs, esclaves, ont évidemment des valeurs très différentes.

Enfin le troc direct est difficile, lorsque les marchandises ne sont pas facilement divisibles, car on peut ne pas avoir besoin d'une marchandise pour toute la valeur d'une autre. Pour prendre encore le même exemple, les Achéens n'avaient peut-être pas besoin, à la fois, d'une quantité de vin égale à toute la valeur d'un bœuf ou d'un esclave.

Devant ces inconvénients du troc, les hommes ont dû sentir de bonne heure la nécessité d'avoir une marchandise universelle, que tout le monde désire avoir, et contre laquelle on peut se procurer tous les objets, un dénominateur commun auquel on peut rapporter la valeur de toutes les choses. Quand on avait observé qu'un même produit, par exemple le vin, s'est souvent échangé contre un grand nombre d'autres produits, le chapeau, le mouton, etc., à raison de tant pour le chapeau, tant pour le mouton, on a pensé que le chapeau, le mouton, etc., pourraient être évalués selon le rapport de valeur qu'ils avaient avec le vin dans les échanges. Chacun de ces produits s'étant échangé contre une quantité donnée de vin, on en conclura qu'il vaut cette quantité; au lieu de dire que tel produit vaut plus ou moins que tel et tel autre produit, on dira que tel produit vaut tant, tel autre tant de vin, etc. Cette marchandise, qui intervient ainsi dans les échanges, qui sert

de commune mesure à toutes les valeurs, est ce qu'on appelle le *medium circulens*, l'instrument des échanges; en langage vulgaire, c'est la monnaie.

A cet usage, les peuples ont choisi la chose qui leur était le plus utile et généralement d'un usage fréquent. Dans des pays froids, on a employé, comme monnaie, les fourrures; dans des pays chauds, on a choisi les objets de parure. Les peuples pasteurs ont employé, comme monnaie, les moutons. En latin le mouton s'appelle *pecus*, d'où est dérivé le mot *pecunia*, monnaie. Quand les peuples italiques ont commencé à faire un commerce sérieux dans la Méditerranée, ils ont trouvé l'airain, et, sur la monnaie d'airain, ils ont mis des têtes de mouton, cela voulait dire que la pièce d'airain valait tant de moutons.

Avec le progrès du commerce et le développement de la vie sociale, on a dû chercher pour l'instrument des échanges un métal contenant plus de valeur sous peu de volume, et on a trouvé l'argent, comme plus tard on trouvera l'or. Dans les sociétés civilisées, par un jeu libre et spontané des échanges, l'or et l'argent sont seuls restés comme l'instrument des échanges.

Au commencement on pesait le métal; le contrat romain *per æs et libram* en garde la trace;

et cela se pratique encore en Chine. De nos jours, la monnaie n'est pas comme les autres marchandises, elle se présente sous une forme particulière avec une empreinte ; c'est la constatation légale de l'existence du métal et de sa quantité.

Jusqu'à présent, nous avons supposé la fonction de la monnaie remplie par une chose qui, en elle-même, a de l'utilité pour l'homme, le vin, le mouton, l'airain, l'argent ou l'or. « La monnaie n'est pas un signe arbitraire de la valeur, mais c'est un équivalent réel de la marchandise qu'on donne en échange. » Dans les temps modernes, la monnaie métallique est de plus en plus remplacée dans les échanges par les titres de crédit, notamment par les billets de banque. Certains établissements connus sous le nom de banques ont pris l'habitude d'émettre des billets payables au porteur et à vue ; ils sont au porteur, c'est-à-dire transmissibles de main en main, sans aucune formalité spéciale ; ils sont à vue, c'est-à-dire sans date fixe ou à échéance perpétuelle. Ces billets sont si propres à la circulation, ils répondent si bien aux besoins du public, qu'ils sont acceptés comme monnaie courante. La fonction de la monnaie est ici remplie par une chose qui n'a pas de valeur intrinsèque. Les billets de banque ne sont que des promesses de paiement, des signes

représentatifs, soutenus par la croyance publique que les choses représentées existent réellement. En les acceptant on fait acte de confiance dans la solvabilité de l'établissement qui les émet. Un billet de 100 francs vaut 100 francs aux yeux du public, parce qu'il peut être échangé à tout moment contre 100 francs d'or.

Lorsque l'expérience a fait reconnaître que le papier, sans aucune valeur intrinsèque, pouvait circuler au même titre que la monnaie, et qu'il procurait aux banques le même profit que la possession des espèces, les gouvernements s'empressèrent de se servir du même procédé, tout en s'affranchissant de l'obligation de convertir le papier contre les espèces.

Le cours forcé des émissions fiduciaires a pris dans les temps modernes un développement considérable. Il n'y a pas d'États qui n'aient passé par le cours forcé; il y en a beaucoup qui sont encore soumis à ce régime. Presque partout, les résultats ont été plus ou moins désastreux. Aussi, jusqu'à l'expérience heureuse qu'a faite la France en 1870, c'était un point admis en économie politique que le cours forcé est une mesure essentiellement mauvaise. Ce jugement doit être modifié dans un sens: ce n'est pas tant à la mesure elle-même qu'aux hommes et aux circonstances qu'il faut attribuer les effets désastreux.

C'est ce phénomène économique que nous nous proposons d'étudier. Pour ce travail, nous adopterons la division suivante : dans une première partie, nous étudierons en quoi consiste le cours forcé et quels sont les effets qu'il produit ; dans une seconde partie, nous ferons l'histoire du cours forcé dans les différents États. Ainsi, la première partie sera la théorie du cours forcé, et la seconde partie sera sa confirmation par l'histoire.

Mais, dès à présent, nous devons faire une observation générale quant à la méthode que nous allons suivre. Il est facile d'apercevoir qu'une étude sur le cours forcé suppose la connaissance de la fonction de la monnaie. C'est de l'ignorance de cette fonction que proviennent les projets innombrables du papier-monnaie depuis le système de Law jusqu'à la banque d'échange de Proudhon. Pour la clarté de l'exposition, il nous est indispensable de donner sur la monnaie quelques développements qu'au premier abord on pourrait trouver superflus. Voici la table des matières :

PREMIÈRE PARTIE. — Théorie du cours forcé.

Formes, caractères, motifs et causes.

Qualités désirables de la monnaie.

De la fonction et de la valeur de la monnaie.

De la valeur du papier-monnaie et de sa dépréciation.

Restrictions à apporter à la proposition précédente.

Le cours forcé constitue un emprunt forcé.

Le papier-monnaie augmente le capital productif du pays.

La dépréciation du papier-monnaie est une violation des contrats.

Effet du cours forcé sur le commerce intérieur.

Le cours forcé et le taux de l'intérêt.

Le cours forcé amène la fuite de l'or.

Le cours forcé a un caractère protecteur.

Comparaison du cours forcé avec l'emprunt volontaire.

Comparaison du cours forcé avec l'altération des monnaies.

Comparaison de deux procédés du cours forcé.

Mesures proposées pour éviter ou atténuer les effets du cours forcé :

1° Monnaie de papier de Ricardo ;

2° Règlement de l'émission ;

3° Garantie d'une propriété réelle ;

4° Paiement en or des droits de douane.

Dans quelles conditions on peut abroger le cours forcé.

DEUXIÈME PARTIE. — Histoire du cours  
forcé.

Cours forcé en Angleterre.

- en Autriche.
- en Italie.
- aux États-Unis.
- en France.

APPENDICE. — Cours forcé au Japon.

---



## PREMIÈRE PARTIE

---

### THÉORIE DU COURS FORCÉ

---

#### FORMES, CARACTÈRES, MOTIFS ET CAUSES

Le cours forcé des émissions fiduciaires peut être décrété sous deux formes différentes. Tantôt, l'État fabrique par lui-même et directement les billets devant circuler comme la monnaie. D'autres fois, il se contente d'imprimer le caractère de monnaie aux billets émis par les banques qu'il oblige à lui prêter.

Quand on ne regarde que leur apparence, ces papiers ne diffèrent point des billets de banque ; comme eux, ils portent la promesse faite par un gouvernement ou par une banque de payer aux porteurs une certaine quantité d'or ou d'argent. De fait, on ne connaît guère de papiers ayant cours forcé qui, dans la forme, n'aient été la représentation de quelque capital retiré de la circulation au moyen d'emprunts forcés. Sous ce rapport, on peut les considérer comme des signes représentatifs de valeurs.

Mais, quand on examine la réalité des choses, on s'aperçoit immédiatement que cette promesse d'argent est purement illusoire. Les billets de banque sont librement acceptés par le public comme la monnaie courante, parce qu'ils sont convertibles en espèces à la première réquisition.

Le cours forcé modifie ces conditions. Le gouvernement (ou la banque qui émet à sa place) est affranchi de l'obligation d'échanger les signes contre la chose signifiée; les particuliers ne sont pas libres d'accepter ou de refuser les billets dans les paiements qu'ils se font entre eux. Leur acceptation est obligatoire. Il n'est plus vrai de dire qu'ils sont la représentation simple de la monnaie, ils sont le papier-monnaie.

Remarquons, toutefois, que les deux effets n'ont pas une égale importance. C'est la suspension du remboursement qui est véritablement caractéristique du cours forcé, c'est de là que découlent toutes les conséquences. Que les billets aient cours légal, c'est-à-dire que leur acceptation soit obligatoire dans les paiements entre les particuliers, cela ne porte pas atteinte aux principes des billets de banque, tant que leur remboursement à volonté est assuré d'une manière solide; la monnaie reste toujours la base de la circulation et il n'y a aucune sujétion

abusive. C'est ainsi que, pour désigner le cours forcé par son effet caractéristique, on emploie souvent l'expression de papier inconvertible.

Le cours forcé peut être établi dans les circonstances les plus diverses. Tantôt c'est dans le but d'éviter une crise financière intense ; on suspend pour un moment le paiement en espèces au profit d'une banque embarrassée. On pourrait trouver ce motif insuffisant et dangereux pour décider une mesure aussi grave, mais les circonstances et l'intérêt public peuvent la commander quelquefois. C'est ainsi que le cours forcé fut décrété en France en 1848. Très rarement le cours forcé est établi comme un système monétaire régulier, lorsque le numéraire est trop rare dans le pays ; il en était ainsi dans certaines colonies anglaises de l'Amérique. Dans les sociétés naissantes, l'insuffisance de la monnaie est une grande difficulté pour leur développement ; bonne ou mauvaise, il faut une monnaie, un instrument d'échange. Plus souvent, le cours forcé est établi comme un expédient passager pour avoir des ressources considérables immédiatement disponibles à la veille d'une guerre ou d'une révolution.

Ce qui est tout aussi fréquent, c'est que, établi d'abord comme un expédient, il devient plus tard un système monétaire régulier. Dans certains Etats, l'épuisement du crédit public par

suite d'emprunts extérieurs a conduit au régime du cours forcé. Enfin, le cours forcé étant un emprunt sans intérêt, l'État ne manque pas, dans des embarras financiers, de recourir aux banques qu'il considère comme des institutions destinées à lui prêter. Tous ces motifs seront réduits à leur juste valeur, lorsque nous aurons analysé en détail les effets de cette mesure financière.

#### QUALITÉS DÉSIRABLES DE LA MONNAIE

Nous avons dit que, dans les sociétés civilisées, l'or et l'argent sont seuls restés comme l'instrument des échanges. Ce choix n'est nullement arbitraire. Nous allons voir quelles sont les qualités que présentent ces métaux et rechercher si le papier-monnaie est propre à cet usage au même degré.

1° Une monnaie doit être commode pour le paiement, elle doit avoir une grande valeur sous un petit volume. Ainsi, l'or est une monnaie excellente, l'argent est moins commode, sauf pour les petits paiements qui exigent un métal inférieur. — Le papier possède cette qualité à un degré supérieur; c'est elle qui fait rechercher dans la pratique les billets de banque. Il faut avoir vécu dans les affaires pour pouvoir apprécier les avantages du papier qui consistent dans

le maniement commode, dans le transport économique et dans le comptage facile. Ces avantages sont moins appréciables pour les petites coupures.

2° Que la monnaie soit facilement divisible. L'or et l'argent se divisent facilement, et l'État épargne cette peine au public en livrant les pièces divisées dont le rapport est toujours le même. — Les billets, étant des titres représentatifs, portent la même division que la monnaie.

3° Que la monnaie présente certains caractères facilement reconnaissables et que chaque unité représente les mêmes qualités et possède la même valeur. C'est ainsi que la monnaie porte une empreinte afin de faciliter l'emploi et la vérification et d'empêcher les contrefaçons. — La falsification est beaucoup plus à craindre pour le papier-monnaie, parce qu'elle donne aux faussaires des primes considérables. Dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, on ne faisait aucun scrupule de falsifier le papier d'un État avec lequel on était en guerre : c'est un procédé de guerre qu'on ne saurait trop condamner.

4° Que la monnaie présente réellement et non fictivement une valeur identique à celle qui lui est attribuée par le législateur, qu'elle porte le gage en elle-même comme l'or et l'argent. — Le papier-monnaie est une valeur fictive; il remplit la fonction de la monnaie en vertu d'une con-

vention sociale. L'absence de cette qualité entraîne celle des deux autres.

5° Une monnaie ne doit pas être susceptible d'une grande variation de valeur, pour que les contrats s'exécutent à l'échéance avec les valeurs que l'on avait en vue au moment où ils ont été formés, car c'est en monnaie que sont exprimés tous les engagements de payer ou de recevoir à une époque à venir. Que faut-il pour cela ? Simplement ceci : que la marchandise réponde à des besoins à peu près permanents des hommes comme l'or et l'argent. Ces métaux répondent exclusivement à des besoins de parure, et ces besoins sont à peu près permanents ; la question change de face, si on l'examine au point de vue d'un pays. En 1870, la France a demandé beaucoup d'or pour payer les indemnités de guerre, mais, au point de vue général, ce ne fut qu'un accident sans perturbation. — Le papier-monnaie, étant une valeur fictive, ne répond à aucun besoin réel des hommes, mais aux exigences subites d'un moment comme la guerre ; sa valeur est susceptible de variation comme ces exigences ; en effet, la guerre peut être heureuse ou malheureuse, elle peut durer plus ou moins longtemps.

6° Que la monnaie ne puisse pas être subitement augmentée d'une quantité trop considérable. Cette condition est essentielle pour la

fixité de la valeur monétaire. L'or et l'argent sont satisfaisants sous ce rapport. Ils augmentent, mais n'augmentent pas subitement. C'est que l'extraction exige des frais considérables et que, toujours, elle est lente. Grâce à la propriété qu'ils ont de durer longtemps et à l'immense réserve de ces métaux dans le monde entier, les existences sont si considérables par rapport à la production annuelle que celle-ci n'exerce, pas plus que l'arrêt momentané de l'exploitation, quelque influence sur les prix. — Le papier-monnaie étant une valeur fictive qui répond aux besoins variables d'un moment, il n'y a pas de raison pour qu'il ne puisse pas être créé pour une quantité illimitée. Le gouvernement lance une quantité de billets qu'il n'est pas obligé de retirer, et chaque fois qu'il aura un besoin, il peut lancer une nouvelle quantité de billets. La conséquence est que sa valeur doit se déprécier : c'est là toute la question du cours forcé. Nous allons l'examiner avec quelque développement.

#### DE LA FONCTION ET DE LA VALEUR DE LA MONNAIE

Nous avons dit quels ont dû être les inconvénients du troc et comment les hommes ont dû adopter un instrument de circulation. Lorsque l'usage de la monnaie a passé dans la pra-

tique et que l'échange est devenu une opération en partie double, vente-achat, il a fait oublier la nature du contrat primitif; mais il importe de savoir que l'introduction de la monnaie dans l'échange n'altère en rien la nature de ce contrat, et que les ventes-achats ne constituent qu'une série d'échanges.

Quand je vends du blé et qu'avec l'argent provenant de cette vente j'achète un chapeau, en réalité, j'échange mon blé contre le chapeau; je n'ai pas pu échanger directement le blé contre le chapeau, parce que l'acheteur du blé n'avait pas de chapeau à céder, et que le vendeur du chapeau n'avait pas besoin de blé; mais le résultat est le même: si je n'avais pas vendu du blé, je n'aurais pas pu acheter le chapeau. Quant au vendeur du chapeau, l'échange n'est pas complet; il ne le sera que lorsqu'il achètera des chaussures par exemple; il n'aura fait qu'échanger le chapeau contre des chaussures. Le vendeur de chaussures agira de même, et ainsi de suite. La monnaie passe de main en main pour opérer ces échanges successifs; elle est l'intermédiaire des échanges. Mais, ce sont les produits qui s'échangent contre les produits et qui se servent réciproquement de débouché les uns aux autres. Le blé sert de débouché au chapeau, le chapeau aux chaussures, les chaussures à quelque autre produit. Il peut se passer plus ou moins d'inter-

valle entre les échanges successifs ; dans l'intervalle, la monnaie remplit la fonction de conservation des valeurs.

D'après cette double fonction de la monnaie, on voit qu'à un moment et dans un état social donnés, la quantité nécessaire de la monnaie sur un marché est variable, mais parfaitement limitée. Lorsque les affaires sont prospères et que chacun dépense ses capitaux, il faut plus de monnaie ; lorsque les affaires se ralentissent et que chacun fait des économies, il faut moins de monnaie. De même, il faut plus ou moins de monnaie, selon qu'il s'écoule plus ou moins d'intervalle dans chaque échange entre les deux parties de l'opération, c'est-à-dire entre la vente et l'achat qui doit la suivre : c'est ce qu'on désigne par l'efficacité de la monnaie ; la monnaie est d'autant plus efficace qu'elle passe de main en main pour opérer un plus grand nombre d'échanges dans un temps donné ; plus la circulation est rapide, moins il faut de monnaie.

Cela étant, voici comment s'établit la valeur de la monnaie. Comme la totalité des marchandises est échangée contre la totalité de la monnaie, chaque unité de monnaie s'échangera contre une quantité donnée de marchandises ; cette quantité obtenue en échange de la monnaie est la *valeur*, la puissance d'échange de la

*K.*

monnaie. Cette valeur est soumise à la loi de l'offre et de la demande.

Supposons que la monnaie augmente, toutes choses égales d'ailleurs ; comme il y a plus de monnaie contre la même quantité de marchandises, chaque unité de monnaie ne pourra obtenir qu'une moindre quantité de marchandises, c'est-à-dire sa valeur baissera relativement aux marchandises. Au contraire, que la monnaie diminue : comme il y a moins de monnaie contre la même quantité de marchandises, chaque pièce de monnaie s'échangera contre une quantité plus considérable de marchandises, c'est-à-dire sa valeur haussera relativement aux marchandises. Ainsi, toute variation dans la valeur de la monnaie se traduit par une altération dans les prix généraux des marchandises.

Pour rendre plus claire cette proposition, prenons un exemple. Etant admis qu'il y a cinq milliards de monnaie en France, supposons que l'on transforme en monnaie cinq cents millions de lingots. La quantité d'or et d'argent existant en France restant la même et les besoins de parure restant les mêmes, cette transformation aurait-elle de l'influence sur les prix des marchandises ? Remarquons que la monnaie remplit une fonction bien différente de celle des lingots non monnayés. Or, quand on parle de

l'offre et de la demande d'une marchandise, on se réfère, non pas à la quantité absolue de son existence, mais bien à la quantité s'offrant à un emploi déterminé. Dans notre hypothèse, l'or et l'argent monnayés se trouvent augmentés de 10 0/0; chacun a dorénavant 10 0/0 de monnaie de plus qu'il ne lui en faut. L'effet immédiat est que chacun augmentera sa dépense, qu'on fera plus d'achats. Ces achats se répartiront également sur toutes les marchandises et la demande de toutes les marchandises augmentera de 10 0/0. Et il n'y a pas de raison pour que l'offre des marchandises ait augmenté. Eh bien, toutes les choses plus demandées qu'offertes ont une tendance à hausser de valeur, et la raison de ce fait sera simplement que l'on a plus de monnaie. Ainsi, quand la quantité de la monnaie augmente, toutes choses égales d'ailleurs, les prix des marchandises s'élèvent; en d'autres termes, cela veut dire que la puissance d'échange de la monnaie diminue.

Mais, par la nature des choses, ce phénomène sera très rare avec l'or et l'argent. Nous avons vu par quel ensemble de qualités ces métaux sont un étalon de valeurs le moins sujet à des variations. Quoi qu'il en soit, on peut diminuer ou augmenter artificiellement la quantité de la monnaie. Pour la diminuer, on peut cesser la fabrication, ou démonétiser l'un des deux mé-

taux; pour l'augmenter, on peut altérer les monnaies ou créer le papier-monnaie. Ces mesures produisent la hausse ou la baisse artificielles dans la valeur de la monnaie.

DE LA VALEUR DU PAPIER-MONNAIE ET DE SA  
DÉPRÉCIATION

Nous possédons maintenant les données nécessaires pour déterminer la valeur du papier-monnaie.

Nous avons dit, dès le début, que le papier-monnaie n'est pas un simple signe représentatif comme les billets de banque; cependant, on ne peut pas le considérer comme une véritable marchandise. Le fondement de sa valeur réside dans une convention sociale; au premier abord, cela paraît singulier, mais un moment de réflexion suffit pour expliquer ce phénomène. Nous avons vu que la monnaie, en tant que monnaie, a une fonction distincte des lingots, et qu'elle ne sert qu'à faciliter l'opération de l'échange; or, le papier-monnaie a les mêmes utilités que la monnaie, partant en acquiert la même valeur. Il sert à faire les paiements entre particuliers, c'est une utilité; il sert à payer les contributions publiques, c'en est une autre. On le reçoit, parce qu'on est sûr qu'il sera reçu par d'autres aux mêmes condi-

tions. Seulement, il tient ses utilités et sa valeur d'un acte d'autorité et non de la nature des choses. C'est en ce sens que nous l'appelons une valeur fictive; ce qui ne veut pas dire qu'elle soit dénuée de valeur.

De même que la monnaie elle-même, la valeur du papier-monnaie est soumise à la loi de l'offre et de la demande.

Supposons que, dans un pays dont la circulation est entièrement métallique, on émette des billets, convertibles ou non convertibles, pour une quantité égale à la circulation métallique. La monnaie étant ainsi doublée, sa valeur baissera et tous les prix s'élèveront dans la même proportion. Cet état de choses durera jusqu'à ce que toute la monnaie ait été retirée de la circulation, soit par les industries, soit par la thésaurisation, soit par l'exportation. Il ne restera de monnaie que ce qui est indispensable pour les petits paiements, ce qui dépend des coupures plus ou moins grandes des billets.

Lorsque la monnaie aura été complètement remplacée par le papier, la différence du papier convertible et du cours forcé se fera sentir. Avec le papier convertible il ne sera plus possible de continuer une nouvelle émission. Nous allons indiquer en deux mots le mécanisme des billets de banque.

Supposons d'abord que les billets émis re-

présentent seulement la quantité de monnaie déposée à la banque et qu'une disposition légale défende d'émettre plus de billets qu'il n'existe de lingots. Dans cette hypothèse, tout se passera comme s'il n'y avait pas de billets : ceux-ci sont la représentation exacte des espèces métalliques. Dans la pratique, cette hypothèse n'est pas ordinaire, en ce que la banque n'est jamais obligée de limiter son émission à la quantité de son encaisse, et surtout en ce qu'elle fait toujours une émission supérieure à son encaisse.

Dans la vérité des faits, une partie des billets représente l'encaisse métallique et une partie ne la représente pas. On pourrait en conclure qu'il n'y a pas de raison pour que l'émission n'augmente pas indéfiniment dans quelque circonstance. Il n'en est rien pourtant ; sous le régime du papier convertible, la banque, quelques efforts qu'elle fasse, ne peut jamais émettre trop de billets.

En effet, supposons que l'on se trouve à un moment de prospérité commerciale et que la monnaie n'est pas suffisante pour la liquidation de toutes les affaires ; la banque pourra émettre des billets dans la circulation, sans que le cours tombe au-dessous du pair et que le public doute de sa solvabilité. Supposons que les besoins du commerce viennent à se restreindre ; arriverait-il que la quantité des billets dépassât les be-

soins du commerce ? Non. Quand le numéraire sera suffisant, les billets rentreront à la banque soit en dépôts, soit pour être convertis en or, qu'on pourrait exporter ou transformer. Quand ils seront rentrés, ils ne seront remis dans la circulation que contre un effet de commerce payable à certain délai et qui représente une transaction commerciale sérieuse. C'est par voie d'escompte que les billets entrent dans la circulation ; quand les transactions diminuent, la banque reçoit moins d'effets à l'escompte et partant a moins de billets à émettre.

Mais, avec le papier-monnaie ce mécanisme est rompu. Celui-ci, comme les billets de banque, ne se proportionne pas naturellement aux besoins du commerce ; l'émission est arbitrairement fixée par le législateur suivant les besoins de l'Etat ; comme ces besoins sont très variables, il peut arriver qu'on émette sans aucune proportion avec les besoins du commerce. Et, comme la valeur de la monnaie dépend de sa quantité, on peut ainsi déprécier indéfiniment l'instrument des échanges et amener la hausse générale de toutes les marchandises. Supposons que la circulation métallique soit évaluée à un milliard ; la première émission des billets donnera au gouvernement la disposition d'un capital de un milliard et amènera la baisse de la monnaie à la moitié de sa valeur ; après un cer-

tain temps, l'équilibre se rétablira par l'écoulement de l'or à l'étranger. Jusqu'ici le mal n'est pas grand, mais le gouvernement ne s'arrêtera pas; les émissions sont toujours productives, bien qu'à moindre degré. Après le premier milliard il faut forcer l'émission; la seconde émission de un milliard ne donnera au gouvernement que cinq cents millions, ce qui veut dire que la monnaie tombera à la moitié de sa valeur et que les cinq cents millions sont fournis par les détenteurs de la monnaie; s'il y a une troisième émission, la valeur de la monnaie tombera au tiers, et l'avantage du gouvernement ne sera plus que de trois cent trente-trois millions, etc.

Ainsi, à la différence des billets de banque, on peut émettre les billets à cours forcé pour une quantité exagérée, et amener la dépréciation des valeurs monétaires.

On peut donner de cette dépréciation une formule presque absolue; nous avons dit que les besoins monétaires, à un moment et dans un état social donnés, sont variables mais parfaitement limités; la valeur de la somme de papier en circulation sera donc égale à la somme des besoins monétaires. Si l'augmentation est double, triple, etc., la valeur du papier baissera exactement dans le rapport de la moitié, du tiers, etc. Ceci est la conséquence de ce que la

totalité de la monnaie est échangée contre la totalité des marchandises.

Quant à savoir quelle est la quantité nécessaire de la monnaie pour un marché, personne ne peut le dire, car il y a trop de données inconnues. Parmi les circonstances dont il faut tenir compte, la plus importante est la rapidité de circulation, ce qui tient au développement du crédit et des systèmes de banque. En ce qui concerne le papier-monnaie, il y a une observation importante : c'est un fait reconnu qu'il ne doit pas être aussi considérable que la monnaie, en d'autres termes, il a une circulation plus rapide. En effet, l'or et l'argent ayant une valeur précieuse, on peut les garder sans dépenser. Au contraire, le papier-monnaie n'est qu'une promesse d'argent ; comme sa valeur est sujette à la dépréciation, personne ne tient à conserver une pareille valeur ; on se hâte de la dépenser, et cela surtout quand elle commence à se déprécier.

Remarquons, toutefois, que la dépréciation égale à la quantité de l'émission est une limite *maxima* qui sera rarement atteinte. En effet, quand on a plus de monnaie, on est tenté de faire plus de dépense. Si les transactions augmentent, cela veut dire que les emplois de la monnaie ont augmenté. Et il est possible que l'augmentation des transactions soit amenée par

celle de la monnaie. D'ordinaire, le cours forcé a lieu lors de la guerre, et la guerre a pour effet d'augmenter la quantité des transactions, achats d'armes, de vivres, etc. La somme d'affaires pourrait ainsi se trouver augmentée dans la mesure de l'augmentation de la monnaie. Mais la guerre arrête certaines transactions, un certain commerce, on se contente de liquider, on ne s'engage pas pour les transactions considérables. Bien plus, le gouvernement ne dépense pas aux transactions exceptionnelles ce qu'il a produit en papier, car il sera obligé de faire des commandes à l'étranger.

RESTRICTIONS A APPORTER A LA PROPOSITION  
PRÉCÉDENTE

Nous venons de soutenir cette proposition que la dépréciation de la monnaie résulte de l'excès de l'émission, et qu'elle est à peu près égale à l'augmentation de la quantité monétaire. Mais la proposition contraire est loin d'être aussi vraie; de ce que le papier n'est pas en quantité excessive, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il soit à l'abri de toute dépréciation. Rappelons-nous que le papier est une monnaie fiduciaire et que le cours forcé ne détruit jamais ce caractère. Il s'analyse en une promesse d'argent dont le remboursement est

renvoyé à une époque indéterminée; mais on peut espérer qu'il aura lieu dans un délai plus ou moins éloigné. Cette espérance de remboursement est plus ou moins forte selon le crédit de l'Etat et la solvabilité de la banque. Cette cause influe plus ou moins sur la valeur du papier.

Il est souvent difficile de distinguer, en fait, l'influence respective des deux causes sur la dépréciation. Lorsque l'émission est excessive, la dépréciation provient des deux causes à la fois; d'une part, il est certain que l'augmentation du papier est une cause de discrédit, que la crainte de l'insolvabilité augmente à mesure que l'émission s'élève; d'autre part, la quantité ayant augmenté, la valeur du papier doit baisser. Mais les deux causes ne se confondent pas toujours: lorsque la circulation ne dépasse pas les besoins du commerce, il est certain que la dépréciation provient du discrédit de l'Etat. Que l'Etat inspire au public toute la confiance possible, cela n'empêchera pas le papier de se déprécier si l'émission est excessive. C'est ainsi que les fonds russes sont toujours mieux cotés que les fonds italiens, bien que le papier italien soit moins déprécié que les papiers de crédit russes.

Le crédit d'un gouvernement dépend de sa solvabilité et de la loyauté qu'il observe dans

lés paiements. Et, plus particulièrement dans notre matière, le discrédit résulte de la crainte d'émissions excessives. La dépréciation qui en résulte échappe à toute prise, elle varie dans chaque circonstance; on ne peut que la constater en fait.

Une autre cause qui agit sur la dépréciation, mais beaucoup moins importante que la précédente, est la balance du commerce, l'état des échanges internationaux. Le papier-monnaie n'a pas de cours hors du territoire, et le commerce avec l'étranger ne peut se faire qu'avec la monnaie métallique. La difficulté de se procurer l'or en élève la valeur relativement au papier.

#### LE COURS FORCÉ CONSTITUE UN EMPRUNT FORCÉ

Nous savons que l'État peut émettre directement les billets qui servent de monnaie, ou donner cours forcé à des billets qu'une banque émettait déjà. Dans un cas comme dans l'autre, le cours forcé constitue un emprunt forcé consenti par un prêteur indéterminé.

Lorsque l'État émet directement les billets, il s'adresse soit à ses créanciers, soit à ses fournisseurs; il n'y a de possible que l'une de ces deux hypothèses. Lorsqu'il s'adresse à ses créan-

ciers, fonctionnaires ou rentiers, et qu'il les paie avec les billets, on espère qu'ils seront bientôt convertis en espèces métalliques; n'est-ce pas la même chose que s'il leur disait : Je ne vous paierai que dans quelques années; mais, comme vous avez vos propres créanciers à payer, je vous donne le moyen de vous acquitter; ces billets que je vous remets serviront de monnaie? Le prêteur est le public en général. L'opération est analogue à la consolidation de la dette flottante.

Lorsque le gouvernement s'adresse à ses fournisseurs, à ceux auxquels il fait des achats, la chose est identique. Il se fait créditer et s'acquitte avec les billets faits sous forme de billets sur l'État. Et, comme ces billets sont obligatoires entre particuliers, le prêteur est encore le public en général.

Mais, lorsque le gouvernement s'adresse à une banque, on peut se demander si c'est encore un emprunt forcé. Le gouvernement demande de lui faire des avances à une banque qui lui répond qu'elle ne peut pas prêter. Il lui fournit alors le moyen, qui est la faculté d'émettre des billets à cours forcé. On pourrait être tenté de dire que c'est là d'autant moins un emprunt que l'on paie un intérêt à la banque; mais, si l'on examine le fond des choses, le chiffre insignifiant montre que ce n'est pas un véritable

intérêt. En effet, le véritable prêteur n'est pas la banque, c'est le public. La banque se charge simplement de trouver des prêteurs pour le compte de l'État, et comme il n'y a pas de prêteurs volontaires, elle se fait le délégué de l'État pour trouver des prêteurs forcés. Pour le service qu'elle rend ainsi à l'État, elle exige une commission. Cette commission est proportionnelle à la difficulté de la situation. La banque joue le rôle d'une caution, elle se trouve garante envers le public de la solvabilité de l'État. Plus donc la situation est grave, plus il y a de risques à courir et, partant, plus la commission est élevée.

LE PAPIER-MONNAIE AUGMENTE LE CAPITAL PRODUCTIF DU PAYS

L'emploi du papier comme instrument des échanges n'est pas un mal en lui-même, il constitue plutôt un progrès. Dans le développement historique, le cours forcé caractérise la transition de la circulation métallique à la circulation fiduciaire, un état social où le crédit n'est ni inconnu, ni développé. Dans un pays où le crédit est inconnu, l'emploi du papier-monnaie est impossible ; dans un pays où le crédit est développé, le moment est passé ; alors, l'établissement du cours forcé est un abus et ne produit pas de

bons résultats. C'est à la naissance du crédit qu'il y aurait avantage à établir le papier-monnaie ; les gouvernements disposant d'une grande influence, l'usage du papier passe vite et sans difficultés dans les habitudes des hommes. Le progrès serait réel, n'étaient des émissions exagérées qui frappent le crédit naissant et en retardent le développement ultérieur.

En effet, par suite de l'émission du papier, la monnaie qui était sous la forme improductive est rendue à la production et aux industries, et la fonction de la monnaie est remplie par une chose qui ne coûte rien. Cela équivaut à une augmentation égale du fonds permanent pour l'entretien du travail productif. Adam Smith comparait la substitution du papier à la monnaie dans la circulation à la construction d'une route en l'air qui rendrait ainsi à la culture les espaces de terrain qu'elle occupait auparavant. C'est ce qui fait que le commencement du cours forcé est souvent marqué par les signes de la prospérité ; l'accroissement des capitaux ouvre le débouché à toutes les industries, chacun obtient des bénéfices plus élevés, en partie réels, en partie apparents.

L'État peut faire un emploi plus ou moins productif de ses capitaux. Dans le cas le plus fréquent, cette ressource exceptionnelle est consacrée aux dépenses de la guerre ou de la révo-

lution. Mais le gouvernement peut l'employer au paiement de ses dettes, alors il est probable que les capitaux seront productivement employés. Elle peut servir à payer une partie des intérêts ou des dépenses ordinaires; dans ces cas, les contribuables en profiteraient; enfin, elle peut être gaspillée, et malheureusement les exemples de gaspillage ne sont point rares.

LA DÉPRÉCIATION DU PAPIER-MONNAIE EST UNE  
VIOLATION DES CONTRAITS

L'émission subite d'un papier convertible, tout comme l'accroissement de la monnaie, produit la dépréciation de toutes les sommes évaluées en monnaie, et modifie les conditions d'exécution des contrats existants. Mais la perturbation qui en résulte est très légère et se trouve largement compensée par les bienfaits du crédit.

Il n'en est pas de même du papier-monnaie. Lorsque le cours forcé est décrété, l'émission soudaine d'une grande quantité amène la dépréciation subite, tous les créanciers perdent une partie de leurs créances, qui passe aux débiteurs, parce qu'ils sont payés en papier déprécié. Lorsque le cours forcé est supprimé, tous les débiteurs, étant forcés de payer en espèces les dettes qu'ils avaient contractées en papier dé-

précié, perdent la totalité de l'agio. Ainsi, le cours forcé aboutit à la spoliation des uns et des autres.

La spoliation des créanciers est plutôt favorable que nuisible à l'activité générale; ce sont des classes souvent improductives. Les débiteurs sont cette classe de fabricants et marchands toujours besogneux; c'est un bien pour l'activité d'affaires que d'alléger le fardeau des dettes qui pèse sur elle.

La spoliation des débiteurs n'est pas seulement injuste, mais très mauvaise. Elle écrase par de nouvelles charges une classe de gens qui ne sont que trop portés à emprunter; en augmentant leurs dettes, on apporte un obstacle sensible à l'activité d'affaires.

D'une façon générale, ces déclassements de fortunes sont toujours une perturbation sociale. Tous les calculs, toutes les prévisions se trouvent dérangés, les attentes légitimes sont frustrées. Si la sécurité est la condition essentielle de la production, il n'y a pas d'insécurité plus funeste que la violation des contrats et du droit de propriété; l'activité est atteinte dans sa source même. On devrait chercher à éviter ces effets fâcheux. Aux États-Unis, on a déclaré que le cours forcé ne s'applique pas aux contrats antérieurs; de cette façon, on a pu éviter la violation de la foi des contrats. Pour l'aboli-

tion, on n'a qu'à suivre l'exemple du gouvernement du Directoire, et établir l'échelle décroissante de l'agio, d'après laquelle il faudra régler le paiement des dettes.

EFFET DU COURS FORCÉ SUR LE COMMERCE  
INTÉRIEUR

Le cours forcé affecte le commerce par un risque de plus qu'il ajoute aux risques nombreux des affaires commerciales. Toutes les variations de la valeur de la monnaie sont fâcheuses; elles dérangent les prévisions et la perspective de ces variations rend les affaires extrêmement difficiles. Supposons que 10 sacs de farine sont à vendre pour le 1<sup>er</sup> février prochain à raison de 70 francs le sac; les parties débattent le prix, l'acheteur ne veut donner que 69 francs le sac, le vendeur veut 70 francs. Pourquoi? C'est 69 ou 70 francs à payer en papier. Or, on ne sait nullement ce que vaudra le papier le 1<sup>er</sup> février, il est possible qu'il ne représente plus que 50 francs en or, on ne peut pas courir de pareilles éventualités. Ainsi, l'incertitude qui règne sur la valeur de la monnaie diminue le nombre des affaires. Cette diminution d'affaires réagit sur le cours forcé : si, dans le total du pays, il y a moins d'affaires, la quantité de la monnaie devient surabondante,

et, s'il y a surabondance de monnaie, la valeur baissera encore.

Ce qui précède suffit pour montrer combien le cours forcé produit un effet fâcheux sur le libre développement du crédit. C'est ce que les socialistes ont oublié de voir en proposant l'émission du papier-monnaie comme le moyen d'étendre le crédit et d'activer la circulation des produits. Ils commettaient ainsi une double erreur : d'abord, le bon sens dit que la circulation, si active qu'elle soit, ne doit pas précéder la production, puisque ce sont les produits qui s'échangent contre les produits; ensuite, le crédit doit être libre et spontané; il ne se décrète point. Le cours forcé, au lieu de développer le crédit, ne fait que le comprimer, et cette contraction amène la stagnation des affaires, le ralentissement de la circulation.

En même temps qu'il décourage les transactions, le cours forcé favorise la spéculation. En effet, plus le papier se déprécie et les prix s'élèvent, plus la valeur est instable et plus la marge est grande pour la spéculation. Bien plus, pour entretenir l'ardeur des spéculateurs, il y a la possibilité d'aggravation du cours forcé. Les oscillations fréquentes produites par la spéculation ruinent la confiance du public. On peut ajouter que le cours forcé, développant les habitudes de spéculation plus qu'il ne faut,

peut dénaturer d'une façon déplorable l'esprit public d'un pays. « C'est à lui, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, que nous attribuons en partie ces habitudes d'agiotage, ce goût de spéculations effrénées qui ont prise dans ce pays (Autriche) sur toutes les classes et qui affolent toute la société, depuis les felds-maréchaux les plus illustres, que l'on voit amenés à se suicider, jusqu'aux plus obscurs bourgeois. Cette grande crise, ce krach, comme disent les Allemands, dont la Bourse de Vienne a été la victime en 1873, ne pouvait guère se produire que chez un peuple où, l'instrument des échanges n'ayant aucune fixité, chacun était entraîné à des spéculations journalières. »

#### LE COURS FORCÉ ET LE TAUX DE L'INTÉRÊT

Le taux de l'intérêt, comme le prix de toutes les marchandises, est réglé par la loi de l'offre et de la demande. Cela étant, nous allons voir dans quelle mesure le prix de l'argent dépend de la valeur de la monnaie. Comme le capital prètable existe tout entier sous forme de monnaie et non sous forme de marchandises, une relation doit exister entre la monnaie et le taux de l'intérêt. Mais, la quantité plus ou moins grande de la monnaie n'a d'influence directe que sur le prix des marchandises, elle ne

diminue pas sa puissance pour acquérir la monnaie elle-même. Supposons que 100 francs achètent une rente de 4 francs et que la monnaie soit dépréciée : cette dépréciation aura le même effet tant sur les 100 francs que sur les 4 francs, et le rapport entre les deux sommes ne sera pas changé. Dès lors, les prêteurs et les emprunteurs sont dans la même situation respective qu'auparavant, et l'offre et la demande des prêts resteront dans le même rapport.

Mais, toute circonstance qui modifie l'état de l'offre et de la demande des prêts agit par cela même sur le taux de l'intérêt. Or, quels sont les capitaux qui cherchent les prêts ? Ce ne sont pas ceux des gens qui vivent de leurs revenus, ceux-là font des placements fixes, en rentes sur l'État, par exemple. Mais, il y a des gens qui font profession de faire des avances aux marchands et fabricants. Tels sont les banquiers. Lorsqu'ils prêtent les billets qu'ils émettent, ils prêtent un capital emprunté au public et pour lequel ils ne paient aucun intérêt. Par conséquent, l'émission des billets revient à l'augmentation de l'offre des prêts. Dès lors, elle tend à abaisser le taux de l'intérêt ou à le maintenir bas. Elle opère exactement de la même manière que l'accroissement de la monnaie métallique par l'importation des métaux précieux.

Voyons comment les choses se passent sous

le cours forcé. Nous allons supposer que l'émission est faite par le gouvernement ou par une banque qui fait des prêts au gouvernement. Dans ce cas, les billets émis ne vont pas sur le marché des prêts, mais sur le marché des marchandises; s'il en est ainsi, l'émission des billets déprécie le capital prètable existant sous forme de monnaie, sans que ces billets augmentent l'offre des prêts. Dans ces conditions, le taux de l'intérêt doit s'élever, car, la demande des prêts restant la même, elle se trouvera plus considérable que la somme de l'offre. C'est ainsi que l'augmentation de la monnaie affecte le taux de l'intérêt. Il y a plus : lorsque le papier est déprécié, on craint toujours la dépréciation plus grande; cette crainte a pour effet d'élever le taux de l'intérêt, les prêteurs cherchant à s'assurer contre les risques d'une nouvelle dépréciation.

L'effet inverse doit se produire, lorsqu'on retire de la circulation une quantité donnée du papier déprécié. Dans cette mesure, le capital prètable hausse de valeur, cela revient à l'augmentation de ce capital; et, comme la demande est restée la même, le taux de l'intérêt doit baisser dans une proportion égale à la dépréciation du papier.

LE COURS FORCÉ AMÈNE LA FUITE DE L'OR

Lorsque le papier est déprécié, la monnaie elle-même en subit l'effet dans la circulation, puisqu'elle n'a pas une puissance acquisitive plus grande. Les valeurs monétaires ne peuvent revenir à leur état normal que par deux moyens : le premier est qu'il y aura avantage à fondre la monnaie métallique, et ceci aura lieu, si nous supposons un pays fermé, sans relations commerciales avec l'étranger. Mais, lorsque le pays est ouvert au commerce extérieur, l'or est enlevé par un moyen plus expéditif. La monnaie métallique sera exportée et vaudra alors le métal fin qu'elle contient. Lorsque cette situation se produit, l'or sort progressivement du pays et s'en va à l'étranger, mais il ne peut sortir qu'à la suite d'opérations dans lesquelles la balance du commerce est défavorable au pays.

Il se produit alors un mouvement très curieux dans le cours des valeurs mobilières. Supposez qu'une personne possède des titres, les uns français, les autres anglais, et qu'en France le cours forcé soit décrété. Par suite de la dépréciation, le titre français de 100 francs vaudra 120 francs, car toutes les marchandises haussent de valeur; mais les titres anglais ne changent

pas de valeur; en vendant donc quatre titres français, elle achètera l'or qu'elle exportera et achètera cinq titres anglais. C'est là une nouvelle cause de sortie de l'or. On fait des placements à l'étranger pour avoir une réserve à l'abri de toute dépréciation, et ces placements sont très avantageux.

De même, tous les étrangers qui possèdent des titres du pays à cours forcé cherchent à s'en débarrasser au plus tôt, dans la crainte que les arrérages ne soient payés en papier déprécié; tous ceux qui ont des créances à toucher, des affaires à régler, s'empressent de liquider leurs comptes. En 1866, l'Italie a fait cette expérience à ses dépens; en 1862-1865, elle frappa beaucoup de monnaies d'or; aussitôt que le cours forcé fut décrété, le double courant s'établit : les titres revinrent dans le pays et les monnaies métalliques en sortirent.

C'est ici l'application d'une loi économique générale : c'est qu'en matière de monnaie, la mauvaise chasse la bonne de la circulation, mais la bonne ne peut chasser la mauvaise. C'est l'inverse de ce qui a lieu pour toutes les autres marchandises. Lorsque deux marchandises se font concurrence sur un marché, la bonne l'emporte sur la mauvaise, on prend la première et on laisse la seconde. Il en est autrement pour la monnaie. Pour le comprendre, il suffit de se

mettre à la place d'un débiteur ; il est évident qu'il gagne d'autant plus qu'il passe à son voisin une pièce inférieure. En effet, ce débiteur se trouve dans le cas d'une obligation alternative, il a plusieurs moyens de payer, il peut s'acquitter avec 100 francs d'or ou avec 100 francs de papier. Naturellement il se libérera en livrant la chose la moins précieuse. Le créancier, quand il paiera son propre créancier, paiera aussi avec le papier, de telle sorte que pas une seule monnaie ne restera dans la circulation.

Ainsi, dans les premières années du cours forcé, le commerce extérieur sera très facile, parce que l'argent est abondant et sans emploi à l'intérieur. Mais que faire lorsque la monnaie sera toute sortie du pays ? Pour acheter à l'étranger, il faut se procurer l'argent. Or, la perspective d'une dépréciation plus grande rend impossibles les opérations à crédit, et les échanges extérieurs ne peuvent se faire qu'au comptant. La seule possibilité, c'est de donner des marchandises. Mais il ne suffit pas d'avoir une marchandise exportable, on a aussi besoin des acheteurs ; il s'agit donc de savoir si la balance du commerce est favorable ou défavorable. Si elle tourne contre le pays, l'Etat, pas plus que les particuliers, n'ont le moyen d'acheter des produits étrangers, de telle sorte

que ceux-ci hausseront énormément de valeur.

#### LE COURS FORCÉ A UN CARACTÈRE PROTECTEUR

Lorsque la monnaie métallique aura totalement disparu de la circulation, on fera une prime considérable ; le cours forcé, à l'origine du moins, opère comme un droit protecteur. Par suite de la dépréciation du papier, les producteurs qui paient en papier-monnaie le travail et même les matières premières, s'ils les paient à l'intérieur, auront diminué leur prix de revient de toute la différence entre la valeur réelle et la valeur du papier, tandis que les producteurs étrangers continueront à payer le même prix de revient qu'auparavant. Cependant leurs produits se vendront au même prix. C'est donc comme si on avait établi en faveur des premiers un droit protecteur égal à la dépréciation.

Lorsque les producteurs veulent exporter leurs marchandises, leur situation ne sera pas moins avantageuse. En effet, en exportant, ils seront payés en or et non en papier ; or, 100 fr. d'or ne correspondent pas à 100 francs de papier, si on les réintroduisait réellement ou fictivement. C'est donc comme si on avait vendu 120 francs à l'étranger ce qui n'a coûté que 100 francs. Le cours forcé a opéré comme une prime de 20 0/0 à l'exportation.

Le point de départ de tout ceci est que l'industriel a payé des ouvriers, et peut-être des matières premières, avec le papier-monnaie. Cela ne peut durer : d'abord, la matière première, comme les autres marchandises, doivent hausser de valeur ; les producteurs ne peuvent les avoir au même prix qu'auparavant. Ce que nous avons dit de la diminution du prix de revient n'est donc vrai qu'au commencement du cours forcé, et dans l'hypothèse où les producteurs auraient fait des approvisionnements à crédit, où, ce qui revient au même, ils seraient en comptes courants avec les vendeurs des matières premières.

Quant aux ouvriers, ils continuent de recevoir la même valeur légale ; seulement, tous les prix se sont élevés dans la proportion de la dépréciation ; les 100 francs de papier n'auront pas la même puissance acquisitive. Le salaire étant diminué de 20 0/0, les ouvriers feront des efforts pour obtenir le même salaire qu'auparavant, mais ne réussiront pas complètement, car les affaires seront en mauvais état, ne fût-ce que par l'effet du cours forcé ; c'est-à-dire que l'avantage du cours forcé est acquis par des producteurs au détriment des ouvriers. C'est un droit protecteur plus désorganisateur que les autres.

COMPARAISON DU COURS FORCÉ AVEC L'EMPRUNT  
VOLONTAIRE

Lorsque l'Etat recourt au cours forcé, sous la pression de la nécessité comme la guerre, il n'y a pas de choix à faire, il s'agit d'avoir une somme considérable immédiatement réalisable, le cours forcé est alors seul efficace. Pendant la période sept. 70-janv. 71, le cours forcé a donné à la France la somme de 1 milliard ; le gouvernement de la Défense nationale, avec toutes les difficultés, a pu réaliser l'emprunt d'une somme de 250 millions, avec l'offre d'un intérêt de 8 0/0. De même, dans la dernière guerre turque, la Russie a pu tirer de l'émission d'un papier fortement déprécié une somme d'à peu près 1 milliard et demi, tandis que la négociation des emprunts a été fort laborieuse. Il ne faut pas se méprendre sur la valeur pratique considérable du cours forcé.

« La rapidité et l'intensité des guerres modernes sont telles qu'elles absorbent des capitaux énormes dans un rien de temps. Les emprunts volontaires n'ont pas une efficacité et une promptitude suffisantes pour les approvisionnements d'une grande armée ; un jour d'avance ou de retard pourrait décider du sort d'une campagne. Le cours forcé peut seul satis-

faire aux exigences des guerres modernes. Il y a un autre motif pour le décréter : c'est que, par suite de l'armement général de tous les citoyens, il faut suspendre les échéances de tous les engagements ; comme ces engagements constituent les portefeuilles des banques, il est nécessaire de dispenser les banques de l'obligation de convertir contre espèces les billets émis. L'Allemagne a pu faire deux grandes guerres sans recourir à cette mesure ; car, pour faire les premiers fonds, elle avait un trésor de guerre considérable, et son armée était admirablement pourvue du matériel de guerre. » Ajoutons qu'elle a été victorieuse dès les premières rencontres, et que l'armée a pu vivre sur le territoire ennemi au moyen des contributions de guerre. Remarquons, d'ailleurs, que l'Allemagne possédait les billets d'Etat auxquels, au besoin, on aurait pu facilement donner de l'extension.

Telle est l'opinion que professe M. Paul Leroy-Beaulieu, et à laquelle nous acquiesçons entièrement. La guerre est une nécessité qu'on doit prévoir dans la vie des peuples ; elle peut nous mettre dans telles circonstances que les emprunts volontaires deviennent difficiles et onéreux ; le cours forcé est alors la seule ressource efficace qui reste encore, quels que soient les inconvénients qu'il présente.

Mais, le plus souvent, l'Etat peut choisir. Dans ce cas, quel est le procédé le plus avantageux pour l'Etat ? Est-ce le cours forcé ou l'emprunt volontaire ?

Le cours forcé étant un emprunt sans intérêt, en cela, au premier abord, il semble plus avantageux que l'emprunt volontaire, à quelque taux que ce soit. Examinons s'il ne revient pas, en réalité, plus cher que l'intérêt d'un emprunt. Calculons dans la supposition que le papier est déprécié de 10 0/0.

Le principal acheteur des marchandises est l'Etat. Je suppose qu'il achète tous les ans pour 2 milliards de marchandises. Si le papier est déprécié de 10 0/0, il devra payer 2 milliards 200 millions. L'année suivante, lorsqu'il perçoit les impôts, on le paie avec les billets dépréciés, il ne reçoit que 1 milliard 800 millions. S'il fait des achats à l'intérieur, il fera accepter pour 2 milliards, mais il perdra toujours 200 millions, parce qu'on aura élevé les prix des marchandises. S'il achète à l'étranger, les deux pertes se cumulent ; c'est une perte de 400 millions, c'est-à-dire un intérêt de 4 0/0. L'année d'après, l'Etat n'a probablement pas besoin d'argent, mais le cours forcé subsiste ; cela veut dire qu'il reste un papier perdant 10 0/0. De telle sorte que, chaque année, l'Etat fait une perte de 200 millions. Dans la supposition que

le cours forcé dure dix ans, l'Etat aura perdu la totalité de l'emprunt.

Cette hypothèse est peut-être extrême. En Angleterre, le cours forcé a duré vingt-quatre ans ; en Autriche il dure toujours. D'un autre côté, la perte de 10 0/0 est une hypothèse très favorable : en Angleterre, elle a été jusqu'à 30 0/0 ; en Autriche elle est à 20, ce qui équivaut à un emprunt avec un intérêt de 10 0/0. Seulement, nous supposons que la perte est la même dans la dixième année que dans la première, en cela l'hypothèse est extrême ; la perte doit aller en diminuant, une fois que les besoins de l'Etat ont cessé.

COMPARAISON DU COURS FORCÉ AVEC L'ALTÉRATION  
DES MONNAIES

Autrefois, on partait de l'idée que la monnaie n'est pas une marchandise, mais un signe qui vaut par l'empreinte qu'elle porte, non par le métal fin qu'elle contient ; du moment qu'on supposait que la valeur de la monnaie est déterminée et déterminable par le législateur, qu'importait la proportion du métal qu'elle contient ? C'est sous l'empire de cette erreur, vraie ou simulée, qu'on a falsifié les monnaies. On sait que la livre de Charlemagne qui, primitivement, pesait une livre, n'était plus, à la fin

de l'ancien régime, que la 87<sup>e</sup> partie de sa valeur. Cette pratique pernicieuse, combattue par les anciens jurisconsultes, est même devenue une règle admise en droit.

L'altération des monnaies était pratiquée de deux façons : tantôt, on faisait la refonte complète des monnaies et, par cette opération, on enlevait à chaque pièce une partie du métal; tantôt on déclarait simplement que la pièce de 20 sous vaudra désormais 30.

L'altération des monnaies revenant à l'augmentation monétaire produit le même résultat que le cours forcé, mais non pas au même degré. L'altération ayant la prétention de se dissimuler était déloyale. Le cours forcé ne fait pas croire qu'on a des espèces, mais on promet de payer au bout d'un certain temps. Il n'a pas de caractère définitif comme l'altération des monnaies. D'autre part, la baisse des monnaies altérées a une limite, celle de la quantité du métal, mais cette baisse est inévitable. Au contraire, le papier qui émane d'un gouvernement dont le crédit est solide se maintient au pair, tant que l'émission n'est pas excessive; mais, si l'émission est faite par un gouvernement sans crédit, ou dans une mesure exagérée, la valeur peut tomber à zéro.

En second lieu, l'altération n'a pas les avantages du cours forcé. De deux procédés d'alté-

ration, l'un est inefficace : si l'on se bornait à dire que les pièces de 20 vaudront 30, on élèvera les prix des marchandises, et l'Etat ne pourra atteindre que les créanciers antérieurs ; si ce moyen était fréquemment employé, les créanciers, n'ayant aucune sécurité, chercheront à s'en garantir d'avance et le moyen coûtera à l'Etat plus cher qu'il ne lui profite. La refonte, bien que plus efficace, exige beaucoup de temps, et il est à craindre que le public qui sait le but de l'opération ne porte pas les anciennes pièces à l'hôtel des monnaies. D'autre part, l'incertitude qui planait sur l'étendue de l'altération disposait le public à croire qu'elle est plus grande qu'elle n'était en réalité. Au contraire, le cours forcé est plus facile à pratiquer et a cet avantage d'être infiniment plus efficace, on obtient immédiatement les résultats qu'on obtenait difficilement par des altérations successives.

Nous n'allons pas relever les inconvénients résultant de l'incertitude de la valeur monétaire et qui sont communs aux deux mesures financières. Ce que nous venons de dire suffit pour conclure en faveur du cours forcé et contre l'altération des monnaies, si le recours à l'un ou l'autre moyen devenait nécessaire dans quelque circonstance.

COMPARAISON DE DEUX PROCÉDÉS DU COURS FORCÉ

Lorsque l'Etat donne le cours forcé aux billets de banque, la banque demande toujours un intérêt ou une sorte de commission pour se couvrir des conséquences du cours forcé. En France, cet intérêt était de 1 franc 0/0, en Italie de 70 centimes 0/0. A ce point de vue, l'émission directe par l'Etat est plus avantageuse. Si l'Etat fabriquait lui-même les billets, il n'aurait que les frais de la fabrication et n'aurait pas à payer cette commission.

A tous autres égards, l'émission directe est pleine d'inconvénients.

Nous savons que les inconvénients du cours forcé proviennent de l'émission excessive. Or, l'Etat, émettant directement, émettra avec plus de prodigalité. Il est dirigé par des ministres qui changent plus souvent que les directeurs de la banque, chacun apportant des idées propres; surtout, dans un cas de nécessité, aucun ministre n'hésitera un instant devant l'émission. La banque, étant une institution financière, est plus prudente; elle n'oublie pas que, si elle augmentait la circulation, son crédit serait diminué. Elle résistera à la nouvelle émission demandée par le ministre. Le résultat de cette résistance est que la circulation ne deviendra

pas excessive, et, dans cette limite, les effets funestes du cours forcé seront atténués.

D'autre part, l'émission directe par l'Etat est une nouveauté, et toute nouveauté porte en elle-même une cause de dépréciation. Au contraire, si on ne fait que donner l'extension à la circulation des billets de banque, il n'y a aucun changement dans les habitudes économiques, tandis qu'on hésitera peut-être à accepter les billets d'Etat. Cette remarque est très importante: le commencement de méfiance est le commencement d'une crise, d'une dépréciation. On se méfie toujours du crédit de l'Etat, parce qu'il a le droit de ne pas payer. Or, plus on se méfie, moins il a de crédit, et plus le papier sera déprécié.

Quelles sont donc les causes de discrédit de l'Etat? on craint d'abord qu'il ne veuille pas payer; on craint davantage qu'il ne puisse pas payer. Avant la fin du siècle dernier, c'était une nouveauté que de payer les créanciers de l'Etat. Aujourd'hui l'Etat, qui le peut, paie toujours. Mais le pourra-t-il? S'il émet lui-même, il émettra avec plus de prodigalité; puis il émet seul; or, l'Etat est un être insaisissable physiquement et juridiquement. Les créanciers ne peuvent rien faire, s'il ne veut ou ne peut payer. La Cour de cassation italienne a décidé que les octrois de la ville de Florence, étant con-

sacrés aux services publics, ne peuvent pas être saisis par les créanciers.

Au contraire, lorsqu'il s'agit de billets de banque, les créanciers ont deux débiteurs, l'Etat et la banque. Or, la banque est un être saisissable; si elle est dans l'impuissance de payer il faudra que les actionnaires perdent leurs capitaux. Dans cette extrémité, la banque fera tous ses efforts pour payer ses créanciers.

Enfin, dans tous les pays la banque est le centre de transactions. Aujourd'hui les traites sont gardées par les banquiers et ne sont pas transmises à la banque de France; mais leurs encaisses sont déposées à la Banque de France. En cas de crise, leurs fortunes seraient perdues et il y a des chances que l'on fasse un effort considérable pour payer les billets.

Ajoutons que l'expérience a complètement justifié la théorie. Comme nous le verrons, les billets de banque à cours forcé n'ont jamais subi des dépréciations aussi fortes que les billets émis directement par l'Etat.

Nous venons de voir que le cours forcé doit être donné aux billets de banque, par préférence aux billets d'Etat. Pour donner le cours forcé aux billets de banque, il faut qu'une banque existât déjà et qu'elle ait eu l'habitude d'émettre des billets. Toute nouveauté, nous l'avons dit, porte en elle-même une cause de dépréciation ;

les billets nouveaux inspireront moins de confiance auprès de la masse ignorante, tandis que les billets connus continueront d'être acceptés par le public comme auparavant. En 70, le cours forcé a passé inaperçu dans le grand public.

Il faut ensuite qu'il s'agisse des billets d'une banque privilégiée. Des banques ordinaires, jamais on n'obtiendrait qu'elles se prêtassent à l'émission des billets à cours forcé. L'État n'a pas le moyen de les y contraindre, il devrait même s'en garder. En 70, le gouvernement fut obligé de forcer la main à la Banque de France; est-ce que, dans les mêmes circonstances, une banque privée se serait prêtée au cours forcé? Poser la question, c'est presque la résoudre. On comprend qu'une banque privilégiée puisse être contrainte à émettre les billets à cours forcé; l'État ne fait en cela que se faire payer la concession du monopole. Mais peut-on admettre qu'on déclare que les billets d'une banque ordinaire auront cours forcé? En serait-il ainsi, qu'il faudrait prévoir la résistance des banques.

D'un autre côté, les inconvénients seraient graves de donner cours forcé, sous le régime de liberté, aux billets émis par des banques plus ou moins solides, d'ouvrir le marché universel à des billets qui n'avaient auparavant qu'un

marché limité par la confiance du public, de jeter le désarroi dans le public et le discrédit sur sur tous les papiers. Ces inconvénients seraient difficiles à éviter, même avec une réglementation sévère et minutieuse.

De ce qui précède, il semble résulter la conclusion qu'il faut avoir une banque privilégiée. Nous touchons ici à la question du monopole ou de la liberté des banques d'émission dont l'examen nous entraînerait trop loin. Nous venons d'en voir un aspect qui n'est pas le moins important, l'avantage du monopole pour la gestion des finances de l'État, bien que, longtemps, on ait considéré le cours forcé comme un danger que la liberté permet d'éviter. Mais la question a d'autres aspects non moins importants : il faudrait examiner sous quel régime le service monétaire est le plus régulier et le plus avantageux, quel est le régime le plus favorable au commerce de banque et offrant le plus de garantie aux porteurs. On a même invoqué les grands principes de la liberté et de l'égalité pour condamner le monopole comme une injustice, et on a dû rechercher quelle est la nature de l'émission des billets, si cette opération rentre dans le domaine de l'industrie, ou dans la sphère de l'action de l'État. Enfin il y a des précédents établis, des habitudes acquises, des circonstances de milieu dont on doit tenir

compte. Tous ces points demanderaient beaucoup de développement. Mais, la solution de cette question n'est pas indispensable au point de vue de l'objet de notre étude ; le monopole existe et cela suffit : nulle part, la faculté d'émettre des billets à vue et au porteur n'est entière ; presque partout, il y a une grande banque privilégiée qui domine les autres.

EXAMEN DES MESURES PROPOSÉES POUR ÉVITER  
LES INCONVÉNIENTS DU COURS FORCÉ

Malgré les désastres nombreux du cours forcé, les esprits aventureux n'ont cessé d'émettre des projets de réforme sociale, fondés sur l'émission illimitée du papier-monnaie. Ces projets sont séduisants ; à les croire, il suffirait de quelques milliards de chiffons de papier pour faire le bonheur des hommes. De nos jours, on est enfin revenu de cette illusion si longtemps persistante. Il nous paraît superflu d'entrer dans l'examen de tous les projets émis à ce sujet. Nous nous arrêtons plus volontiers sur les mesures qu'on a été amené à rechercher pour éviter ou atténuer les effets funestes du cours forcé.

1<sup>o</sup> DE LA MONNAIE DE PAPIER DE RICARDO

Le cours forcé peut être employé soit comme

un expédient passager, soit comme un système monétaire régulier. Employé comme un système monétaire régulier, il donne la disposition de la totalité de la monnaie métallique. Il y aurait un grand avantage, si on trouvait le moyen de la rendre aux industries et à la production. C'est ce qui a amené David Ricardo à proposer un papier-monnaie d'une grande originalité.

Il s'agissait de trouver un papier dont la circulation serait volontaire, mais qui circulerait *nécessairement* et dont la valeur ne pourrait pas se déprécier. Pour atteindre ce triple but, Ricardo propose l'émission d'un papier remboursable à vue, non pas en monnaie, mais en lingots. Cette marchandise étant incommode à manier, le public viendrait rarement réaliser les billets, la dépréciation ne serait pas à craindre, car, si le papier tombait au-dessous de la valeur des lingots, le public viendrait réaliser ; enfin la convertibilité étant assurée, l'émission excessive serait impossible. Après avoir rapporté ce système, J. B. Say fait la réserve suivante : « Mais, pour que cette monnaie atteignît son but, il faudrait que l'administration des monnaies cessât de fabriquer des monnaies métalliques et conservât en caisse une quantité de lingots suffisante pour suffire aux premiers remboursements, qui seraient toujours bornés par le besoin qu'éprouverait le public d'un

intermédiaire de la circulation. On sent que, pour avoir ces garanties, il faudrait que l'administration des monnaies eût pour contrôleurs des délégués d'un corps représentatif absolument indépendant, qui auraient soin que les comptes fussent fidèles et livrés au public »

Ce système semble réunir les conditions du succès. Il fait profiter l'État de l'avantage de l'émission à découvert ; puis, le service monétaire, étant séparé du commerce, serait à l'abri des crises commerciales, s'il est vrai que l'es-compte facile et l'émission exagérée y contribuent dans quelque mesure. Mais, l'inconvénient le plus sérieux c'est la crainte d'un abus possible de l'État ; en supposant que ce danger puisse être évité, le service monétaire ne présenterait pas la même souplesse que la circulation mixte de la monnaie et des billets de banque. Nous croyons qu'un pays qui veut sortir du régime des billets d'État pourrait essayer de ce système.

## 2° RÉGLEMENT DE L'ÉMISSION

Nous avons vu que l'émission excessive est la cause des effets funestes du cours forcé. Un papier convertible porte avec lui le régulateur : aussitôt qu'il perd contre l'or, il revient à la banque pour être converti en or. A défaut du

régulateur naturel, pour maintenir la valeur du papier au niveau des métaux précieux, il faut s'en rapporter au prix auquel les espèces s'achètent avec du papier ; l'écart entre ce prix et la valeur nominale est la mesure de la dépréciation. Si on établissait une règle qui consisterait à diminuer la quantité du papier aussitôt que la baisse se produit, à maintenir constamment la valeur du papier au prix des métaux précieux, le cours forcé ne produirait aucun des effets funestes que l'on voit dans l'histoire.

Nous savons quel est l'avantage de ce système qu'on pourrait appeler la méthode du pair avec l'or : c'est de dispenser l'établissement qui émet le papier d'avoir des réserves métalliques. Bien que ce soit un avantage très appréciable, ce système n'est pas sans défauts.

D'abord, en supposant que le système fonctionne comme le papier convertible, il ne présente pas les mêmes avantages. La banque d'émission emprunte son capital au public, elle doit être en mesure de payer les billets à chaque instant ; c'est une garantie qu'il sera fait un emploi productif du capital. Mais le gouvernement, n'étant pas obligé de payer ce qu'il doit, pourrait gaspiller ce capital devenu disponible et ce n'est pas là un danger imaginaire.

Si bien réglé qu'on le suppose d'ailleurs, ce système n'est pas entièrement à l'abri des varia-

tions de valeur, soit par suite d'importations, soit par le changement de l'opinion publique, soit surtout par les cours fictifs qu'on pourrait créer sur le marché des métaux précieux. Remarquons encore que tout le monde comprend la convertibilité, que l'on sait que ce qui peut s'échanger contre cent francs vaut cent francs, mais que le règlement dont il s'agit ne se recommande pas par la même simplicité. Le public aura toujours quelque méfiance, parce que le tout dépend de la sagesse et de la modération du gouvernement, et qu'en face des difficultés, il sera tenté d'émettre pour une quantité excessive. Cette crainte d'émission nouvelle empêche le crédit de se développer librement, et cela surtout lorsqu'il s'agit d'un papier qui, déjà, a subi quelque dépréciation.

On peut concevoir une autre méthode de régler l'émission d'un papier-monnaie, c'est de la limiter à une quantité fixe, par exemple, à la somme à peu près équivalente au montant des impôts. De cette façon, les billets, ayant un écoulement, ne seront pas sujets aux fluctuations; tels sont les billets d'État prussiens.

Si l'émission est faite pour une grande quantité même limitée, le papier sera sujet aux inconvénients que nous avons signalés ci-dessus. De plus, le meilleur système monétaire est celui dans lequel la quantité monétaire suit par

une sorte de jeu naturel le mouvement et les besoins du commerce ; la limitation fixe manquerait de souplesse. Ajoutons enfin que les abus sont toujours à craindre de la part du gouvernement dans des embarras financiers.

### 3<sup>o</sup> GARANTIE D'UNE PROPRIÉTÉ RÉELLE

Le papier-monnaie est un titre représentatif dont la valeur repose jusqu'à un certain point sur le crédit du gouvernement. On a alors imaginé de lui donner une garantie, de lui assigner une valeur réelle comme des terres. On a pensé que le papier sera ainsi accepté avec plus de confiance, c'est comme un gage destiné au remboursement des billets dans quelque circonstance malencontreuse.

La tentative la plus remarquable qui ait été faite dans cet ordre d'idées, est le projet de mobilisation des terres de la Révolution française, connu sous le nom de système d'assignats. Les assignats représentaient des propriétés d'une valeur réelle, c'étaient des assignations, des ordres sur des biens nationaux. Le plan primitif était bien conçu ; seulement, on n'avait pas pu prévoir les grandes difficultés intérieures et extérieures qui ont surgi pour aboutir à une catastrophe. A mesure que les difficultés augmentaient, le gouvernement, n'ayant d'autres

ressources que les assignats, les émit pour une quantité prodigieuse ; dans ces conditions les terres ne pouvaient pas maintenir la valeur des assignats.

De plus, si l'assignat, au lieu de représenter les terres en général, avait représenté une terre déterminée, de manière que le porteur puisse toujours changer l'assignat contre la terre, il n'aurait pas subi une dépréciation aussi considérable ; il est probable que l'assignat, commençant à se déprécier, aurait été changé contre la terre. Encore faut-il ajouter que la terre est, pour beaucoup de gens, un objet d'embarras plutôt qu'un objet de désir.

Dans tous les cas, remarquons que la dépréciation provient, non pas de la crainte de l'insolvabilité du gouvernement, mais surtout de l'émission exagérée ; la dépréciation des assignats ne pouvait être évitée qu'autant que la quantité n'aurait pas dépassé les besoins du commerce.

D'ailleurs, quelle serait l'utilité de ce système ? Aux temps de la Révolution, l'État, devenu propriétaire d'une quantité considérable de terres, y avait trouvé un moyen commode de vendre le plus avantageusement. Mais, dans les temps ordinaires, on ne voit guère d'utilité à le préférer à la monnaie métallique ; d'autant plus que la valeur des terres est beaucoup plus variable que celle des métaux précieux.

4<sup>o</sup> DU PAIEMENT EN OR DES DROITS DE DOUANE

Nous savons qu'un des effets inévitables du cours forcé est la fuite de l'or à l'étranger. On a inventé alors le moyen suivant : il consiste à obliger les importateurs à payer en or les droits d'entrée. C'est ce qu'on a fait aux États-Unis et en Russie. Nous allons examiner la valeur de ce système.

D'abord, nous pouvons tenir pour certain que jamais un commerçant étranger n'enverra l'or pour acquitter les droits d'entrée, il n'a pas de motif pour le faire. Quand un commerçant présentera une marchandise à la douane, il devra sans doute se procurer l'or, mais cet or ne sera pas transporté de l'étranger, il sera simplement acheté dans le pays, et il n'y aura pas un rouble de plus en Russie. La seule différence est que l'or acheté par le commerçant a passé de la main des particuliers dans la caisse de l'État. Cela veut dire qu'à supposer que l'agio soit de 30 0/0, le commerçant a dû payer 130 francs en papier pour avoir 100 francs d'or. C'est donc une augmentation de 30 0/0 du droit de douane. Cela équivaut à un véritable droit protecteur au profit de l'industrie nationale qui continue à acquitter les droits en papier.

Remarquons, en outre, que cette mesure

renferme plusieurs causes de discrédit. D'abord, on crée ainsi une cause d'offre du papier et de demande de l'or ; eh bien, plus l'or sera demandé, plus il haussera de valeur et plus le papier baissera. Bien plus, quand un gouvernement arrive à refuser son papier, il n'inspire plus une grande confiance.

Toutefois, certains économistes croient que la mesure a un avantage indirect. Sans doute, disent-ils, elle cause l'augmentation de l'agio ou de la perte du papier. Mais, demandons-nous quel est l'effet de l'augmentation pure et simple des droits de douane : c'est que les produits étrangers hausseront de valeur ; c'est dire qu'ils se vendront moins et que les importations seront d'autant diminuées. Or, l'importation est une cause de dette du pays envers l'étranger ; si donc on diminue la quantité des importations, on diminue dans la même proportion la fuite de l'or, mais l'exportation restera la même qu'au paravant.

C'est dans la dernière phrase que réside le sophisme protectionniste. Rappelons donc la loi économique générale : c'est que l'on n'échange pas les marchandises contre l'or, mais, au fond des choses, les marchandises contre les marchandises, car la monnaie n'est que l'instrument des échanges. Les importations et les exportations sont dans un rapport tel que l'un

des termes ne peut changer sans modifier la valeur de l'autre. Si donc la mesure proposée a pour effet de diminuer les importations, elle diminuera d'autant les exportations.

DANS QUELLES CONDITIONS ON PEUT ABROGER LE  
COURS FORCÉ

Ce que nous venons de voir suffit pour condamner l'emploi du cours forcé comme un système monétaire normal; il ne se soutient que comme un expédient nécessaire dans certains cas. Lorsque la nécessité aura disparu, le gouvernement doit chercher à revenir à la circulation métallique.

Le retour à l'état normal est la cause de nouvelles difficultés. Le pays doit s'imposer des sacrifices pour reconstituer le service monétaire. Nous allons examiner dans quelles conditions on peut supprimer le cours forcé.

La première condition est l'équilibre des budgets de l'État. Il faudrait que le gouvernement retire les billets, s'ils sont émis directement, ou rembourse la dette, s'ils sont émis par une banque.

Ces remboursements ne peuvent être effectués que par l'excédent de recettes ou par un emprunt intérieur ou extérieur dont le gouvernement garantit le paiement de l'intérêt. Le rem-

boursement graduel au moyen de l'excédent de recettes est la méthode la plus sûre et la plus simple, car, en même temps que la quantité monétaire diminue, l'intention du gouvernement de payer sa dette s'affermir, et la dépréciation ira en diminuant. C'est ce procédé qu'a employé avec succès le gouvernement français.

Lorsque l'émission n'est pas considérable et la dépréciation pas trop grande, le moyen le plus rapide est de recourir à un emprunt. Si l'emprunt est souscrit à l'intérieur, on n'aura qu'à détruire les billets rentrés; si l'or est trop rare dans le pays, on pourra laisser dans la circulation une quantité de billets qui ne dépasse pas les besoins du commerce, tout en supprimant le cours forcé. Dans un pays où il y aurait les billets d'État, il faudrait alors recourir à la création d'une banque d'État qui émettrait des billets à la place du papier d'État. Si l'emprunt est contracté à l'extérieur, on reprendra le paiement en espèces. Dans les deux cas, il faut que le budget soit en équilibre, qu'il y ait un excédent de recettes pour payer l'intérêt de l'emprunt, ce qui pourrait s'obtenir par l'avantage que retire l'État en recevant les impôts en monnaie et non en papier déprécié. C'est cette méthode qu'on a adoptée en Italie pour rentrer dans la circulation métallique. Ajoutons que l'on peut employer les deux procédés à la fois :

commencer par un emprunt et finir par le système d'annuités, ou commencer par le paiement d'annuités et finir par un emprunt.

La seconde condition est que la balance du commerce soit favorable au pays, que les importations ne dépassent pas les exportations. Sans cela, la monnaie métallique ne restera pas dans le pays. Nous allons voir comment on peut savoir si le moment est oui ou non favorable soit à l'établissement, soit à l'abolition du cours forcé.

Pour connaître la balance du commerce d'un pays avec l'étranger, on se sert habituellement des relevés de douanes. Ces tableaux de statistique sur les importations et les exportations sont faits d'après les déclarations fautives des intéressés; et, fussent-ils exacts, ils ne donneraient pas une indication satisfaisante. Ainsi, l'Angleterre importe plus qu'elle n'exporte depuis 1816 d'après les relevés de l'Angleterre et ceux des autres nations; ce fait est vrai, mais il n'est pas établi que l'Angleterre importe réellement plus qu'elle n'exporte; car, pour connaître le solde d'un pays avec les autres nations, il faut faire entrer en ligne de compte le prix de transport, les importations et exportations des titres mobiliers, l'intérêt des capitaux placés à l'étranger, enfin les sommes que les étrangers viennent dépenser dans le pays. L'excédent des

importations sur les exportations des marchandises pourrait être plus que comblé par le numéraire qui entre dans le pays par les causes indiquées.

Plusieurs systèmes ont été proposés pour relever exactement les importations et les exportations, ils sont tous plus ou moins imparfaits. Le moyen le plus rapproché de la vérité est le cours du change. Le change est le prix qu'on paie à Paris une monnaie anglaise ou le papier qui permet de la toucher à Londres. Quand la demande de ces papiers dépasse leur offre, le cours du change tend à monter; quand la demande est égale à l'offre, le change est au pair.

Or, la demande des papiers sur Londres équivaut aux besoins des gens qui ont des paiements à faire à Londres, l'offre des papiers correspond aux besoins de ceux qui ont des créances sur Londres. S'il y a égalité de l'offre et de la demande, c'est-à-dire si le change est au pair, il y a balance entre les importations et les exportations. Si l'offre est plus grande que la demande, le change est favorable à la France; cela veut dire que les importations sont inférieures aux exportations, alors on est dans de bonnes conditions soit pour l'établissement, soit pour l'abolition du cours forcé. Si, au contraire, le change est défavorable à la France, l'or a

tendance à sortir, l'établissement du cours forcé accélérera ce mouvement, comme l'abolition deviendra impossible.

Le prix du change ne peut jamais dépasser le prix du transport du numéraire, car s'il est plus élevé que le total du prix de transport et de l'assurance, on a intérêt à envoyer l'or. C'est là le change réel, qui est déterminé par l'état de la balance du commerce. Mais lorsque le cours forcé est établi, le change peut monter au-dessus du taux normal : c'est le change nominal qui varie avec les dépréciations. La différence entre le change réel et le change nominal est la mesure de la dépréciation.

3<sup>e</sup> condition. — Lorsque le gouvernement veut reprendre le paiement en espèces, doit-il rembourser les billets à leur valeur nominale ou au cours du jour ? Si la dépréciation est légère, on peut sans inconvénient payer la valeur nominale. Mais, lorsque le papier est fortement déprécié, la reprise des paiements en espèces devient impossible, si on doit la faire au pair ; il faut de grands sacrifices pour se pourvoir du numéraire nécessaire ; ces sacrifices deviendraient énormes s'il fallait rembourser au pair. Sans doute, il y a un engagement de la part de l'État ; mais les emprunts ayant été contractés en papier déprécié, n'est-il pas juste que l'État les restitue au cours du jour ? Les déten-

teurs actuels des billets ne sont plus les mêmes que ceux qui, à l'origine, ont fait des prêts ; l'État leur ferait un cadeau gratuit en remboursant les billets à leur valeur nominale au détriment des contribuables. On ne voit là aucune espérance, aucun droit légitime auxquels on porte atteinte. Il ne faut pas accuser les gouvernements de la banqueroute qu'ils ont été obligés de faire pour atténuer les effets désastreux du papier déprécié ; il n'y a pas là spoliation des porteurs actuels. Ajoutons que la reprise des paiements en espèces au cours du jour empêche la violation des contrats : les débiteurs ne seront pas obligés de payer en espèces les dettes qu'ils avaient contractées en papier déprécié, et le retour à l'état normal s'effectuera sans aucun trouble et sans aucune atteinte aux intérêts particuliers.

---



## SECONDE PARTIE

---

### HISTOIRE DU COURS FORCÉ

---

#### DU COURS FORCÉ EN ANGLETERRE

Parmi les causes qui portent les gouvernements à établir facilement le cours forcé, nous avons indiqué l'habitude qu'ils ont de considérer les banques comme les institutions de l'État destinées à lui prêter. Cela n'a rien d'étonnant, si l'on remonte à l'origine des banques privilégiées. Elles sont nées, non pas du besoin du crédit commercial, mais de la gêne du gouvernement, et elles sont restées ce qu'elles furent à l'origine, un ressort financier du gouvernement. C'est ainsi que la banque de Venise fut créée au douzième siècle. Nous allons voir qu'il en fut de même de la Banque d'Angleterre, qui a toujours rempli la fonction de prêteur de l'État, comme il en sera ainsi de la Banque de France.

La Banque d'Angleterre fut établie en 1694, à un moment où, sur le continent, on n'entendait rien au crédit, sauf les cités italiennes et la

Hollande. L'Angleterre, sortie à peine de la révolution de 1688, était alors engagée dans une rude guerre contre la France ; le gouvernement était à bout de ressources ; dans cette extrémité, il promettait certaines récompenses à ceux qui prêteraient à l'État une somme de 1,200,000 livres sterling (30 millions de francs) avec intérêt de 8 0/0. Ces récompenses n'étaient pas bien déterminées. Alors il se forma une société de banquiers pour faire l'avance de ladite somme moyennant la concession d'une charte. Dans cette charte, on accordait à la nouvelle société le droit de faire toutes les opérations de banque et le commerce d'argent, notamment le droit d'escompter les traites et le droit de prêter sur dépôts dans la limite du montant de son capital. Le droit d'émettre les billets au porteur et à vue n'était pas indiqué dans la charte, mais il en découlait jusqu'à concurrence du capital réalisé ; on n'y attacha pas d'abord une grande importance.

L'acte souleva une violente discussion au Parlement. Les adversaires étaient nombreux, le projet excitait les défiances et les jalousies de tous ceux qui faisaient le commerce d'argent ; ils prétendaient qu'on allait créer un monopole, que la banque serait absorbée par le gouvernement, qui s'en ferait un instrument pour s'emparer de toute la monnaie, etc.

Cependant la nécessité était pressante, l'acte passa. Remarquons, d'ailleurs, que cette charte concédée à la Banque d'Angleterre ne constituait pas un monopole. Tous ceux qui faisaient auparavant les opérations de banque continuaient à les faire, et ceux qui voudraient les faire le pouvaient également.

La nouvelle banque, ayant prêté à l'Etat tout son capital, commença les opérations avec le revenu et avec les billets qu'elle était autorisée à émettre. Mais, l'année même, la crise arriva ; elle fut obligée de suspendre le paiement en espèces. La Banque avait des créances sur l'Etat, mais ces fonds n'étaient pas immédiatement réalisables, la Banque ne pouvait pas en disposer. N'est-ce pas une preuve de l'erreur répandue, qu'il suffit de donner aux billets la garantie d'une valeur réelle solide pour que ces billets soient à l'abri de toute dépréciation ? Dans le cours de cette étude, nous verrons cette erreur aboutir toujours aux mêmes mécomptes.

En 1708, lors du renouvellement du privilège, fut insérée, dans la charte, une clause décidant que les opérations comprises dans la charte ne pourraient être faites par les sociétés ayant plus de six membres (1). C'était le droit

(1) Cette clause restrictive fut rapportée en 1826 et remplacée par le privilège exclusif d'émettre les billets de banque dans les rayons de 65 milles (104 kil.) autour de Londres.

d'émettre les billets au porteur, présentables à un délai inférieur à six mois. Ce monopole n'était pas rigoureux, il n'écartait que les sociétés de plus de six membres. Seulement, en fait, pour faire accepter les billets par le public, il faut posséder un grand crédit, ce dont les particuliers ne disposent pas.

A toute époque, la Banque d'Angleterre n'a cessé de faire des avances à l'Etat, mais elle ne prêtait que son capital, par voie d'émission de nouvelles actions, de manière qu'à chaque avance il se trouvait d'autant augmenté. En 1746, la dette de l'Etat envers la Banque atteignit le chiffre de 11,686,800 liv. sterl.; ce chiffre resta constant depuis.

C'est à la fin du dix-septième siècle que la Banque se mit à prêter sous la forme nouvelle du cours forcé, c'est l'époque intéressante au point de vue de l'objet de notre étude. L'Angleterre s'était lancée dans une guerre à mort contre la France; l'entretien de son armée et de ses flottes et des subsides payés aux alliés coûtaient des sommes considérables. Pour y faire face, on fit des bons du Trésor en quantités considérables, que l'on donnait à la Banque pour être escomptés. Les demandes du gouvernement épuisèrent les ressources de la Banque, qui se mit à étudier les moyens d'augmenter l'émission des billets; c'est ainsi qu'en 1793 elle émit des billets

de 5 livres pour la première fois; c'est ainsi encore qu'elle restreignit son escompte jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. Mais ces mesures étaient insuffisantes devant les demandes incessantes du gouvernement. Le découvert du gouvernement envers la Banque montait à 190 millions de francs, et la Banque ne possédait qu'une trentaine de millions.

On était en 1797, après la première campagne d'Italie; il fut question de la descente de l'armée française en Angleterre, ce fut la panique générale. Le gouvernement fit un coup d'Etat financier : les directeurs reçurent l'ordre du conseil privé qui interdisait, jusqu'à la réunion du Parlement, les paiements en espèces de ses billets, motivé sur ce que, d'après les informations prises, un nombre considérable de demandes d'espèces était adressé à la Banque. En même temps, on autorisa la Banque à émettre les billets de 2 ou même 1 livre sterl., tandis qu'auparavant la moindre coupure était de 5 livres sterl.

Le Parlement, réuni au mois de mai, vota la suspension du paiement en espèces pour cinquante-deux jours. Cette suspension n'était pas générale : la Banque continuait à payer en espèces les sommes inférieures à 20 schellings et à rembourser les  $\frac{3}{4}$  du dépôt d'une somme inférieure à 500 livres. Au bout de cinquante-deux

jours le Parlement vota la prorogation, et, de prorogation en prorogation, cette dispense dura vingt-quatre ans. C'est dire qu'une fois entré dans le cours forcé, il est toujours difficile d'en sortir. Remarquons d'ailleurs que la guerre avec la France dura jusqu'en 1815, avec des péripéties nombreuses. L'Angleterre dut renouveler sans cesse les secours à ses alliés, toujours battus, et maintenir ses flottes et son armée sur le pied de guerre. Ce n'est pas dans une pareille situation qu'on pouvait songer à l'abolition du cours forcé.

Avant le cours forcé, la circulation de la Banque d'Angleterre était d'environ 270 millions de francs. En 1815, le total des billets était de 680 millions de francs. Mais ce n'était pas toute la circulation fiduciaire : les banques d'Ecosse, les banques d'Irlande et les banques privées continuaient à émettre des billets dont la totalité devait atteindre une somme à peu près double, c'est donc une circulation de 2 milliards. L'Angleterre d'alors n'avait évidemment pas besoin de 2 milliards de monnaie, si l'on tient compte du moindre développement de la population, de l'industrie et du commerce. La conséquence fut que la monnaie devait baisser, elle baissa en effet. Dès 1800, il paraît constant que les billets perdaient 8 ou 10 p. 100 contre le numéraire ; ils remontèrent un peu après la paix d'Amiens ;

en 1809, ils perdaient 14 ou 15 pour cent.

Ce discrédit appela l'attention de la Chambre des communes, qui institua un comité pour rechercher les causes de la « hausse des lingots. » Le rapport de la commission concluait à la reprise du paiement en espèces, ce qui était impraticable dans les circonstances où l'Angleterre se trouvait. Aussi, tout en rejetant les conclusions de la commission, la Chambre déclara que la différence entre la valeur du lingot et celle du papier provenait de la hausse du lingot et non de la dépréciation du papier, ce qui sembla une étrange mystification. C'est à cette occasion que Ricardo a lancé son célèbre pamphlet : « Le haut prix des lingots est une preuve de la dépréciation des billets de banque. » Après la campagne d'Allemagne et la campagne de France, la dépréciation atteignit près de 30 0/0; en parlant seulement du crédit de l'Etat et de l'insécurité politique, on ne s'explique pas du tout cette grande dépréciation, alors surtout que la cause de l'Angleterre allait triompher et la paix se conclure. C'est qu'à mesure que la lutte se prolongeait, il fallait émettre des billets de plus en plus nombreux. En 1814 la perte n'était plus que de 14 0/0; après 1816, elle décrut rapidement; on vit alors un papier déprécié reprendre sa valeur, à mesure que la quantité diminuait; en 1820, la

veille de l'abolition, la perte n'était plus que  $1/2$  0/0.

En 1821, le cours forcé fut supprimé par l'effort énergique de sir Robert Peel. La reprise des paiements en espèces fut opérée d'après une échelle graduelle du taux d'intérêt ; le paiement se fit successivement à 4, à  $2\frac{1}{2}$ , à  $1/2$  0/0. A partir du 1<sup>er</sup> mai 1823, on rentra dans la circulation métallique.

Cette reprise des paiements en espèces produisit de nouvelles souffrances. D'abord il fallait ramener au pair les valeurs dépréciées, ce qui eut naturellement pour effet d'écraser les débiteurs. Les contribuables se virent augmenter leurs impôts de toute la différence de l'agio. Il en fut de même de la dette de l'Etat.

Un autre effet du cours forcé fut la fuite de l'or ; il fallait donc se pourvoir du numéraire nécessaire, ce qui demanda au pays de nouveaux sacrifices, d'autant plus grands qu'il fallait l'acheter pendant un court espace de temps. On évalue à 30 millions liv. sterl. le numéraire ainsi rentré en Angleterre.

Il convient de voir maintenant quel est le jugement que l'on doit porter sur cette expérience. Il est certain que le cours forcé a procuré au gouvernement anglais les ressources financières qui lui ont permis de soutenir la lutte contre Napoléon, et qu'il n'eût pas trouvées autrement.

Ce régime a produit des effets funestes pour les intérêts du pays en général, mais ces effets ont été moins désastreux, parce que, d'abord, le commerce extérieur était alors très peu développé ; ils ont été en grande partie atténués par la découverte de la vapeur et l'invention de la machine de filature. De ces applications scientifiques sont résultés une prodigieuse activité dans le commerce et les industries, un grand développement de richesse nationale.

Remarquons, d'autre part, que le cours forcé fut surtout employé comme un moyen de trésorerie pour passer de la dette flottante à la dette consolidée, et non comme une ressource directe et fixe. L'Angleterre a ainsi obtenu les prêts de sommes énormes par des consolidations successives sans trop déprécier les billets.

En effet, c'est le moment de dire, qu'en réalité, la dépréciation n'a pas été aussi considérable que les chiffres portent à le penser au premier abord. La thésaurisation et les guerres incessantes absorbaient une telle quantité de métaux précieux que la valeur de ces derniers se trouvait considérablement supérieure à leur prix ordinaire. Il faut remarquer que l'Angleterre paya près de un milliard en subsides à ses alliés, et que l'entretien de ses armées a dû coûter une somme à peu près égale ; dans ces conditions, il est certain que le prix de l'or

devait hausser au-dessus de la valeur normale. M. Tooke, après des recherches minutieuses, est arrivé à la conclusion suivante : la différence entre la valeur de l'or et la valeur du papier n'était pas plus grande que l'élévation du prix de l'or, et le papier n'était pas tombé, en général, au-dessous du prix ordinaire de l'or à d'autres époques.

#### COURS FORCÉ EN AUTRICHE

Le cours forcé, en Autriche, date du milieu du dix-huitième siècle. Il fut établi sous la forme de billets d'Etat émis directement par le gouvernement, et dont la quantité était d'ailleurs très limitée. Aussi, jusqu'au mois de janvier 1799, le papier autrichien ne perdait guère que 3 0/0, on l'appelait banco-zettel, billet de banque. Les guerres contre la Révolution française ayant épuisé le trésor, le gouvernement autrichien fit une émission de plus en plus considérable ; déjà, à la fin de décembre 1799, le papier perdait 13 0/0 ; par suite des défaites successives et des armements incessants, l'émission devenait excessive et la perte effrayante ; après Austerlitz, la perte était de plus de 200, puis bientôt de 500, c'est-à-dire il fallait donner 500 florins en papier pour obtenir 100 florins en or : c'est une perte des  $\frac{4}{5}$  de va-

leur. Remarquons cependant que la quantité de l'émission n'était pas en proportion avec cette perte énorme; à la date de 1810, la somme de l'émission était de 2,700 millions; avec la perte de 500 0/0, elle ne représentait que 500 millions, chiffre qui était très inférieur aux besoins du commerce. La cause de la perte n'était pas tant l'excès de l'émission que l'insécurité politique causée par les défaites successives qui mirent la monarchie à deux doigts de sa perte; le papier, ayant été émis directement par l'Etat, aurait été entraîné dans le naufrage de l'Etat.

De là le décret impérial de 1811, que les banco-zettel seront remboursés en papiers de retrait qu'on déclarait solides. Déjà, avant ce décret, l'empereur déclara qu'il s'interdit la faculté d'augmenter l'émission. Le remboursement des billets de banque devait se faire au cinquième de la valeur nominale, c'était une banqueroute des  $\frac{4}{5}$  de la valeur. Mais, pour les papiers de retrait, la dépréciation arriva bientôt; l'émission nouvelle des billets continua toujours, si bien qu'en 1816, on trouva la circulation de 1,600 millions: c'est une augmentation de 1 milliard; l'agio fut fixé par un décret à 60 0/0.

On eut recours au nouveau remboursement avec un nouveau procédé; on pensa que la fon-

dation d'une banque d'Etat réunissant toutes les opérations de liquidation pourrait faciliter la tâche. Nous avons vu que l'on arrive souvent au cours forcé par l'établissement préalable d'une banque d'Etat; ici nous voyons le curieux exemple du phénomène inverse, le cours forcé aboutissant à la création d'une banque d'Etat; d'une manière ou d'une autre, l'origine des banques d'Etat est dans la gêne du gouvernement (1). On permit aux actionnaires de faire, pour chaque action, un versement de 1,000 florins en papiers de retrait; on donnait une action de 1,000 florins à ceux qui apportaient 2,500 florins en papiers; c'est une banqueroute de 600/0. Le capital de la banque ne suffisait pas pour absorber la totalité des billets de retrait; on décida que les billets de retrait pourraient être rachetés avec les obligations de la banque ou échangés contre les billets de banque. D'après une convention passée avec la banque, tout le papier rentré devait être détruit, et la banque devenait le créancier de l'Etat pour cette somme; la banque n'avait pour ressource que l'émission sur dépôts.

Après cette réforme, il ne restait de papiers de retrait que 13 millions  $1/2$  de florins en circulation; jusqu'en 1848, les billets de banque

(1) C'est ce qu'on a fait également en Russie en 1830.

convertibles à vue en espèces étaient au pair avec les florins en or. Il était facile de sortir du cours forcé. Mais le contre-coup de la révolution de février et la révolution de Hongrie ont de nouveau jeté l'Autriche dans le cours forcé. Ce régime dure encore avec de nombreuses fluctuations. Quelque événement politique a toujours fait ajourner l'espérance d'échapper au cours forcé. En 1854, l'Etat avait pris le parti d'abolir le papier d'Etat à cours forcé de la manière suivante : le papier aurait été retiré en échange des billets de banque, à la condition que les avances faites par la banque seraient remboursées par fractions annuelles de 10 millions de florins; on a fait un emprunt national afin de rembourser à la banque la dette de l'Etat. Ces engagements furent exécutés nominalemeut, mais l'Etat empruntait de l'autre main, afin de faire face aux besoins nécessités par la guerre de Crimée, de sorte qu'à la fin du compte on n'était pas plus avancé qu'auparavant. De même en 1865, le papier d'Etat ne perdait que 3 0/0, et le gouvernement était décidé à l'abolir, mais la guerre de Prusse ajourna la question pour un temps meilleur. De même enfin, lors de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, la situation des finances autrichiennes s'était sensiblement améliorée; mais cette occupation exigea de nouvelles dé-

penses, et ce n'est pas dans un avenir prochain que l'Autriche pourra échapper au cours forcé.

Actuellement, il y a en Autriche dans la circulation les billets d'Etat à côté des billets de banque. La somme de circulation des billets de banque ne varie guère depuis 1848: en 1848, elle était de 218,971 mille florins; en 1878, de 297 millions; près de la moitié de cette circulation est représentée par l'encaisse et le portefeuille, le reste par les dettes sur l'Etat. La circulation de la banque n'est pas excessive, le mal est dans les papiers d'Etat dont la somme montait, en 1878, à 363 millions. Ces chiffres n'ont pas beaucoup changé depuis. Le papier de banque et le papier d'Etat réunis forment une circulation de plus de 1,600 millions de francs. Ce n'est pas une quantité monétaire excessive pour l'Autriche, si l'on remarque que le papier d'Etat descend jusqu'aux monnaies divisionnaires. Aussi la dépréciation n'a pas été considérable dans les temps ordinaires, elle a été en moyenne de 20 0/0. C'est sous le contre-coup des événements politiques qu'elle a atteint le chiffre beaucoup plus élevé dans la crainte d'émissions excessives et de catastrophes nationales.

Le cours forcé est un mal chronique de la monarchie autrichienne; il lui a causé un pré-

judice moral aussi grand que le préjudice matériel. Son crédit en est gravement atteint ; les emprunts extérieurs sont contractés dans des conditions très désavantageuses, moyennant le paiement de l'intérêt en or. La persistance de ce régime (1) peut être expliquée par plusieurs causes. D'abord, les budgets autrichiens sont toujours en déficit ; le gouvernement a beau désirer le remboursement de la dette de l'Etat envers la banque, il ne lui est pas possible de tenir sa promesse. D'un autre côté, la banque de Vienne n'était rien moins que pressée de sortir du cours forcé, elle trouvait dans les avances faites à l'Etat une source de gros bénéfices, touchant pour ces avances un intérêt de 2 ou 3 0/0. Ajoutons à cela l'exécution de grands travaux publics, les dépenses des armements considérables dans ces derniers temps et l'insécurité de la situation politique de la monarchie, résultant du mélange de nationalités disparates.

#### COURS FORCÉ EN ITALIE

C'est en 1866 que le cours forcé fut décrété.

(1) Elle se révèle dans un fait curieux : les monnaies autrichiennes sont exprimées en francs et en florins, parce qu'elles sont destinées aux paiements extérieurs et non à l'usage des nationaux.

Il faut rendre aux ministres italiens cette justice, qu'ils ne l'établirent pas de leur plein gré, mais qu'ils subirent les difficultés de la situation où ils se trouvaient. L'Italie avait contracté de nombreux emprunts, le budget n'était pas en équilibre, le traité avec la Prusse venait d'être conclu, la guerre était imminente, l'emprunt était difficile en pleine crise financière; le ministère italien n'osa pas proposer l'emprunt à un taux trop élevé, il craignit surtout un insuccès. Il eut donc recours au cours forcé : la perte fut de suite de 22 0/0. Mais la guerre fut cette fois encore favorable à l'Italie ; elle ne dura qu'un mois. Le gouvernement n'usa du cours forcé que pour la somme de 250 millions, et proposa immédiatement un emprunt national pour en sortir ; mais l'insuccès de cet emprunt fit échouer ce projet.

L'établissement du cours forcé eut pour effet de précipiter la fuite de l'or. Les valeurs italiennes souscrites et placées à l'étranger revinrent en grande quantité dans le pays pour y être vendues à n'importe quel prix, et la rente tomba à 40 0/0 ; tous les étrangers liquidèrent leurs comptes avec les Italiens, tous les créanciers réalisèrent leurs créances.

La perte des billets s'était maintenue en général à près de 40 0/0, parce que la quantité émise n'était pas excessive. En 1872, il y avait

une circulation fiduciaire de 1,300 millions. En 1874, elle était de 1,600 millions, dont 940 millions d'avances à l'Etat. La dépréciation provenait du discrédit de l'Etat et non de l'excès de l'émission. En effet, on avait toujours remarqué que les rentes et les billets baissaient en même temps.

Le maintien du cours forcé avait deux causes, le déficit des budgets et la balance du commerce. Mais, dans ces dernières années, la situation des finances italiennes s'est beaucoup améliorée, et la suppression du cours forcé est devenue possible. Cette suppression exigerait une augmentation de dépenses, mais cette augmentation est plus apparente que réelle, et peut être compensée par le bénéfice que l'Etat ferait dans ses paiements à l'étranger et sur les impôts payables en monnaie. La balance du commerce est toujours défavorable à l'Italie ; elle achète du fer et du charbon qui lui manquent, et a peu de choses à donner ; l'industrie et l'agriculture ne sont pas très prospères. Mais l'équilibre doit être établi par les dépenses des voyageurs étrangers. Ajoutons que le retour des valeurs italiennes doit améliorer le cours du change.

En 1874, on ordonna une enquête pour rechercher les effets du cours forcé. En 1880, le gouvernement italien commença par retirer les bil-

lets de petite coupure ; il rappela dans le pays les monnaies divisionnaires italiennes, à la suite d'un arrangement passé avec la Banque de France.

Il y a deux ans, le ministre des finances, M. Magliani, présenta au Parlement un projet de loi sur l'abolition du cours forcé, précédé d'un exposé de motifs très volumineux. Ce projet passa sans grande difficulté, et en exécution de cette loi un emprunt de 644 millions fut conclu avec la banque nationale italienne et trois maisons de Londres. Mais, par suite de la crise monétaire qui éclata bientôt et du change devenu contraire, l'abolition subit du retard ; l'affaire de Tunis et le projet d'armements considérables semblèrent un instant compromettre le sort de la réforme financière.

Enfin, le cours forcé vient de disparaître à la date du 12 avril dernier. Il ne restera en circulation que 350 millions de billets, dont 200 millions de 10 francs et 150 millions de 5 francs en billets d'Etat. On voulait prévenir ainsi le trop grand et trop rapide afflux des monnaies d'argent dans le pays. Jusqu'à présent, tout fait prévoir le succès : le billet ne subit aucun agio, la somme de 350 millions semble plutôt insuffisante pour les besoins du commerce, l'état du marché financier est satisfaisant. Mais on ne peut encore se prononcer définitivement sur l'œuvre de M. Magliani ; c'est à la première crise

monétaire qu'on pourra juger de la solidité de la circulation métallique.

#### COURS FORCÉ AUX ÉTATS-UNIS

Les Etats-Unis eurent recours deux fois au cours forcé, d'abord lors de la guerre de l'indépendance, puis lors de la guerre civile.

C'est en 1776 que les treize colonies anglaises de la côte de l'Atlantique se révoltèrent contre la métropole par suite de l'établissement, par l'Angleterre, de certains droits, notamment du droit sur le thé. Pour faire face aux besoins de la lutte, les colonies émirent des billets de très petite coupure pouvant servir de monnaie; en 1780, leur somme atteignit 1 milliard, évidemment c'était trop pour une nation de 3 millions d'habitants. La dépréciation fut telle qu'un an après on n'en parlait plus.

Mais les peuples sont oublieux des leçons de l'histoire, et la nécessité n'a pas de loi. Un an après la guerre de la sécession, au mois de février 1861, on décida la création du papier-monnaie en papier vert, de là le nom de green-back. La première émission fut de 50 millions de dollars; c'était une opération de trésorerie. Trois mois après, on émit 150 millions avec le cours forcé, mais comme on retirait les 50 millions émis antérieurement, l'augmentation n'était que de 100 millions; la coupure des bil-

lets était fixée à 5 dollars. Malheureusement on ne devait pas s'arrêter dans la mesure modérée; faute d'armée régulière, il fallait acheter des soldats, et ils devenaient d'autant plus chers que la guerre était plus meurtrière. Au mois de juillet on fit une émission nouvelle pour 150 millions de dollars, et on abaissa la coupure à un dollar, avec cette restriction que les billets inférieurs à 5 dollars ne devront pas dépasser 35 millions. Enfin, on fixa le droit de l'émission du gouvernement à la somme de 850 millions de dollars.

A côté des papiers d'Etat, il y avait des bons du trésor portant intérêt, les certificats de dépôts de matières d'argent, le menu-papier remplaçant les timbres-poste et les timbres de commerce. Et puis surtout il y avait les billets émis par les banquiers ordinaires: la liberté des banques existait aux Etats-Unis, et, malgré le cours forcé, les billets de banque restaient dans la circulation. Il fallait supprimer cette concurrence préjudiciable. On y arriva par un nouveau système d'organisation de banque. On exigea des banquiers un dépôt comme garantie de leur émission, tout en limitant cette émission à 90 0/0 de la valeur du dépôt. Ce dépôt pouvait se faire en or, en papier d'Etat ou en rente sur l'Etat. Le titre de rente est une valeur productive d'intérêt; en le constituant en

dépôt, le banquier recevait l'intérêt de la rente : c'était un bénéfice pur et simple. De son côté, l'Etat s'assurait par là les souscripteurs de ses emprunts. Le total de l'émission des billets de banque fut limité à 300 millions de dollars. Ce total ajouté à 850 millions que l'Etat avait le droit d'émettre, on arrivait à une émission fiduciaire de 5 milliards 800 millions. Ce chiffre ne fut jamais atteint, car le gouvernement n'épuisa pas son droit, et les banquiers ne purent pas faire le dépôt de 300 millions. L'émission resta à près de 3 milliards.

Nous savons qu'il n'y a pas dépréciation du papier-monnaie, si la quantité n'est pas excessive. Pour les Etats-Unis, la monnaie de 3 milliards n'était pas en quantité supérieure aux besoins de la circulation. Cependant, les fluctuations furent nombreuses et considérables; deux ans et trois mois après, le cours de l'or était à 286 0/0, c'est une perte de près des deux tiers. La raison est qu'il y a une autre circonstance qui influe sur la valeur de la monnaie fiduciaire, c'est le crédit de l'Etat, la plus ou moins grande probabilité du remboursement du papier; cette instabilité du crédit fut la cause de la dépréciation aux Etats-Unis, et la preuve est facile à donner. Si les fluctuations de l'agio provenaient de l'excès de l'émission, le papier aurait dû baisser au fur et à mesure que la quantité

aurait augmenté. Or il n'en fut rien : le papier montait avec la victoire du Nord et baissait avec la défaite; en effet, si le Sud l'emportait, le Nord perdait une partie considérable de contrées fertiles et ne pouvait pas supporter sa dette, tandis que si le Nord l'emportait, la dette de 3 milliards était supportée par l'Union tout entière. Aussi, la guerre terminée, l'agio descendit vite à 12 ou 15 0/0.

L'année 1879, le cours forcé finit par disparaître aux Etats-Unis, malgré l'opposition des inflationnistes. Mais il ne finit pas aussi bien qu'on aurait pu désirer. La suppression du cours forcé, ayant pour effet de faire tomber le prix des marchandises, rencontre la résistance des intérêts influents et considérables. Tous ceux qui ont des approvisionnements doivent vendre moins cher qu'ils n'avaient acheté. Tous les débiteurs sont dans la même situation, et leur intérêt est toujours respectable. Or, les agriculteurs de l'ouest avaient contracté des dettes considérables pendant la guerre civile; ils ne pouvaient que gagner au maintien ou même à l'aggravation du cours forcé. En effet, il leur était facile de s'acquitter avec le papier déprécié, tandis que, le prix du bétail et des denrées étant réglé d'après les cours de Liverpool, ils continuaient de faire les mêmes bénéfices.

Ce raisonnement était juste au point de vue des intérêts particuliers, mais il fallait invoquer un intérêt général pour pousser à l'augmentation ou au maintien du papier-monnaie. Les inflationnistes ne manquèrent par d'arguments.

D'abord, l'argument tiré de l'état des débiteurs est toujours populaire, et il y a des débiteurs très intéressants. On a beau dire que tout le monde est créancier et débiteur et que, si l'on sacrifie le créancier, il ne pourra pas payer en tant que débiteur. Mais, cette observation est vraie ou fausse : si vraie, je dirai à mon tour : tout le monde est créancier et débiteur ; si vous êtes sacrifié en tant que créancier, vous êtes ménagé en tant que débiteur, et vous n'y perdrez rien. Si fausse, et je suis porté à le croire, on écrase par de nouvelles charges les classes nécessiteuses et on porte un coup à l'activité générale.

Les partisans du papier-monnaie mettaient encore en avant l'argument d'économie : les États-Unis émirent pendant la guerre une grande quantité de titres de rente à 6 0/0 ; il en résultait qu'en les remboursant, l'État économisait 6 dollars pour chaque centaine de dollars, tandis qu'en retirant le papier sans intérêt, l'État ne faisait aucune économie ; le papier n'étant pas une dette, il importait peu que la monnaie fût en papier ou en or. On ajoutait que le retour

à la circulation métallique pourrait provoquer une crise monétaire, et qu'on ne devrait pas courir un pareil péril sans un intérêt appréciable. Le raisonnement était spécieux, et on a vu quelque temps le gouvernement américain amortir la dette consolidée et augmenter l'émission du papier.

Quoi qu'il en soit, on remboursait le papier pour reprendre la circulation métallique. On se demanda alors quel est le meilleur système monétaire à adopter, l'étalon d'or ou le double étalon ? On se décida pour le double étalon, parce que l'argent sort abondamment du pays. Mais, au lieu de fixer le rapport de l'or à l'argent à 15 1/2, on établit le rapport de 16, c'est l'objet du bland bill. C'est simplement le moyen de faire une banqueroute de 15 0/0 en employant la monnaie d'argent au paiement des dettes contractées à l'étranger, surtout en Angleterre.

Les appréhensions de crise monétaire répandues par les inflationnistes ne se sont nullement réalisées ; il faut dire qu'elles n'avaient aucun fondement dans l'état économique et financier des États-Unis. Le retour à la circulation métallique s'est opéré sans aucun inconvénient ; on peut voir par cet exemple qu'il est plus facile d'abolir le cours forcé qu'on ne le pense généralement.

COURS FORCÉ EN FRANCE

Il y a eu en France quatre grandes expériences du cours forcé : 1716-1720, 1790-1800, 1848, 1870-1877.

Nous ne nous arrêterons pas sur la première expérience, connue sous le nom de Système. Disons seulement que le Système avait deux parties : la Banque royale ayant le monopole d'émettre les billets de banque, et la Compagnie des Indes qui réunit successivement le monopole du commerce maritime et de la finance. Le papier devait remplacer la monnaie dans ses deux emplois : dans la fonction des échanges sous forme de billets, et dans la fonction d'épargne sous forme d'actions ; de sorte que l'État aurait la disposition de toute la monnaie métallique. D'abord, les besoins de l'État seront pourvus au moyen du crédit, ce qui permettrait de diminuer les charges du pays en supprimant les mauvaises taxes ; d'autre part, l'État devra employer le capital devenu disponible dans une grande entreprise, coloniale, commerciale et financière. Il s'associerait ses créanciers dans cette exploitation en donnant les actions à la place des rentes ; on arrivait ainsi à l'extinction de la dette publique. La pensée était hardie,

c'était quelque chose de plus qu'un cours forcé vulgaire.

Il serait trop long d'entrer dans les détails de cette expérience; les actions furent émises sur une échelle étourdissante : 624,000 actions à 500 livres, ce qui faisait au taux d'émission 1 797 millions, mais les revenus de la Compagnie n'atteignaient que 91 millions à peine; on avait élevé au moyen d'agiotage un monument de crédit incomparable sur une base trop fragile, la chute était inévitable. L'émission des billets atteignit 1 milliard en décembre 1719, ce n'était pas trop dans le fort de la spéculation. On émit 1,400 millions l'année suivante. La France ne pouvait pas absorber cette masse de signes représentatifs. La baisse des actions arriva au commencement de 1720 pour ne plus s'arrêter; tous les palliatifs furent impuissants pour atténuer les effets de la chute. Autant le succès fut éclatant au début, autant la chute fut immense.

Enfin, pour effacer les traces du Système, on ordonna une liquidation, connue sous le nom de *visa*, qui consistait à inventorier les propriétés de toute nature de tous ceux qui avaient touché aux actions, à remonter à leur source et à les classer d'après les résultats de cette enquête multiple : ce fut tout simplement le vol organisé par la loi.

Cinquante-six ans après la chute du Système, on a repris l'idée d'établir une banque de dépôt et d'émission, et on fonda la caisse d'escompte, véritable origine de la Banque de France. La catastrophe du Système était encore trop présente à la mémoire des hommes, et la caisse d'escompte traîna une existence précaire pendant quelque temps. En 1783, arrivée à une certaine prospérité, elle commit la faute de faire le prêt au gouvernement et fut obligée de suspendre le paiement des espèces. En 1787, Calonne exigea un prêt de 70 millions. Menacée dans son monopole, la caisse d'escompte se décida pour la création de 25,000 actions à 4,000 livres chacune et prêta à l'État 70 millions, en gardant 30 millions pour sa réserve. En 1788, un arrêt de surséance autorisa la suspension du paiement en espèces. Necker, arrivé au pouvoir, exigea des avances successives, si bien qu'en décembre 1789 la dette de l'État monta à 90 millions, sans compter les 70 millions antérieurs.

Dans la situation politique où l'on se trouvait alors, le crédit se resserrait, l'argent se cachait, les billets noirs étaient de plus en plus décriés, et circulaient difficilement. Necker présenta le projet de transformer la caisse d'escompte en une banque d'État et de faire garantir la circulation par l'État. Ce projet rencontra de nom-

breux adversaires à la Constituante et fut définitivement écarté. Mais, l'état des finances était désespéré, la banqueroute était imminente. On ne supprima donc pas la caisse d'escompte qui pouvait rendre encore quelques services; tout en ordonnant le paiement en espèces, on exigea d'elle 80 millions à payer dans six mois. Il fallait trouver le moyen de se libérer envers la caisse d'escompte.

C'est alors qu'on songea à l'aliénation des biens de la Couronne et des biens du clergé; mais cette vente exigeait du temps, de là vint l'idée de créer 400 millions d'assignats sur les terres à vendre. Ces assignats n'avaient pas le caractère du papier-monnaie, c'étaient bien plutôt des titres hypothécaires. Voici les avantages de ces assignats primitifs, d'après la loi des 19-21 décembre 1789 : 1° ils étaient d'une coupure de 10,000 livres; un papier d'une aussi grosse coupure ne pouvait pas être un instrument de circulation; 2° ils étaient productifs d'un intérêt de 5 0/0, ce qui exclut le caractère de la monnaie. Si ce caractère des obligations foncières avait toujours été maintenu, il aurait empêché les assignats de se déprécier jamais. En effet, on se débarrasse le plus tôt du papier-monnaie qui n'a que des chances de perte, tandis qu'un titre hypothécaire augmente de valeur tout le temps qu'il reste en possession;

3° ils étaient destinés à l'achat des terres mises en vente; voilà un emploi qui diminuait la quantité des assignats et qui pouvait les préserver de la baisse; 4° on promettait le remboursement de ces titres avant 1795. Ce qui précède suffit pour justifier la prime des assignats primitifs. Les réactionnaires attribuèrent ce succès à l'empreinte royale qu'ils portaient à la différence des autres. La vraie raison est qu'ils étaient mieux conçus que les assignats-monnaie.

Mais, ces assignats pourraient-ils se négocier? les terres se vendraient-elles? Tous les esprits se le demandaient avec angoisse. Le succès de la Révolution dépendait de la solution de la question des finances. Sous cette préoccupation générale, toutes sortes de combinaisons, toutes les idées firent jour dans des brochures innombrables : papier-monnaie, banque d'État, conversion de rentes, virements, quittances; le fond était toujours le même : c'était quelque combinaison fondée sur le papier-monnaie. L'inquiétude des esprits n'était que trop fondée : point d'acheteurs, point de circulation. La commune de Paris proposa la mise immédiate en vente des biens nationaux pour décider les esprits et s'offrit à en acheter pour 200 millions, sauf à s'acquitter en obligations payables en quinze ans, pouvant circuler comme monnaie

sous le nom d'effets municipaux, obligations dont l'Etat se servirait pour payer ses créanciers. C'était merveille, si les créanciers voulaient accepter les effets municipaux. Mais si on ne leur donnait pas le cours forcé, on ne pouvait sans injustice forcer les créanciers à accepter.

Le 9 avril 1790, la discussion s'ouvrit à l'Assemblée constituante. La véritable doctrine économique fut défendue avec beaucoup de talent par Dupont de Nemours : « Les besoins de la société et du commerce sont par rapport au numéraire comme une éponge qui absorbe une certaine quantité d'eau, mais qui ne peut en contenir une goutte de plus qu'il n'en faut pour l'imbiber complètement; l'eau que vous versez en sus s'écoulera à l'instant. De même, répandez dans le public plus de numéraire que n'en réclame le service des achats et des ventes, il quittera le pays : les métaux qu'il employait se changeront en argenterie, en bijoux, ou sortiront. » Mais, la nécessité était pressante, inexorable. Le cours forcé fut déclaré par la loi du 16-17 avril 1790. Voici ses dispositions : le cours forcé des billets ; l'intérêt réduit à 3 0/0 ; la coupure abaissée à 200 livres ; hypothèque, privilège et délégation sur les revenus et sur le prix des biens, de sorte que l'acquéreur aura le droit d'exiger la preuve que son paiement diminue les obligations des municipalités et éteint

une somme égale d'assignats; remboursement des billets noirs en assignats.

Mais, la situation des finances empirait avec la marche de la Révolution; à la chute de Necker, la dette exigible pour la liquidation du passé montait à 1,878,816 mille livres. On n'avait d'autre ressource qu'une nouvelle émission d'assignats. Mais les adversaires étaient nombreux. Talleyrand faisait entrevoir les dangers qui résulteraient des émissions exagérées et que la Révolution sur cette pente ne pourrait plus s'arrêter. Cette parole fut une prophétie. Dupont de Nemours, dans un petit pamphlet, s'attacha à montrer que les assignats auraient pour effet d'élever le prix des denrées et de la viande; l'argument était de nature à frapper l'esprit du peuple. L'écrit fit sensation au point qu'il fut dénoncé par Barnave à la tribune.

Les assignats trouvèrent dans Mirabeau un défenseur vigoureux. Il s'attacha à montrer la portée révolutionnaire des assignats: « Eh! messieurs, si vous aviez dans les mains un moyen simple et déjà éprouvé de multiplier les défenseurs de la Révolution, de les unir par l'intérêt au progrès de nos travaux, si vous pouviez réchauffer par quelque moyen en faveur de la Constitution ces âmes froides qui, n'apercevant dans des révolutions de gouvernement que des révolutions de fortunes, se demandent: que per-

drai-je? que gagnerai-je? Si vous pouviez changer en amis et en soutiens de la Constitution ses ennemis et ses détracteurs, cette multitude de personnes souffrantes qui voient leur fortune comme ensevelie sous les ruines de l'ancien gouvernement et qui accusent le nouveau de leur détresse; si, dis-je, il existait un moyen de réparer tant de brèches, de concilier tant d'intérêts; de réunir tant de vœux, ne trouveriez-vous pas de grands avantages à celui de faire face à nos besoins, et que la saine politique devrait s'empresse de l'accueillir?

« Or, considérez, je vous supplie, les assignats-monnaie sous ce point de vue : ne remplissent-ils pas éminemment cette condition? vous hésiteriez à les adopter comme une mesure de finances, vous les embrasseriez comme un instrument actif de la Révolution. Partout où se placera un assignat, là sûrement reposera un vœu secret pour le crédit des assignats, un désir de leur solidité; partout où quelque partie de ce gage public sera répandu, là se trouveront des hommes qui voudront que la conversion de ce gage soit effectuée, que les assignats soient échangés contre les biens nationaux, et comme enfin le sort de la Constitution tient à la sûreté de cette ressource, partout où se trouvera un porteur d'assignats, vous compterez un défenseur nécessaire de la Révolu-

tion, un créancier intéressé à vos succès. »

Les physiocrates, en défendant la bonne doctrine, ne pouvaient pas la faire prévaloir, parce que leur critique était négative et qu'ils n'avaient aucun plan qui fût meilleur. Ils auraient été mieux inspirés de chercher les moyens d'éviter toute émission exagérée, et ils auraient été sur ce terrain suivis par tout le monde. Remarquez que les nouveaux assignats étaient émis dans des conditions tout autres que les assignats primitifs.

D'abord, on supprima l'intérêt par motif d'économie, les assignats sont un papier-monnaie gagé sur les biens nationaux ; on abaissa la coupure à 50 livres ; on émit pour 800 millions qui, ajoutés à 400 millions émis, forment un total de 1,200 millions ; ce qui ne devait pas dépasser beaucoup les besoins de circulation. Mirabeau croyait que les assignats diminueraient par la vente des biens nationaux ; mais les circonstances politiques étaient devenues de plus en plus graves, et la vente ne s'était pas opérée. La Constituante limita l'émission à 1,200 millions, mais, la nécessité devenant plus pressante, on ne devait plus s'arrêter.

En 1791, on émit des assignats pour 600 millions ; en 1792, d'après le rapport de Cambon, il y avait environ deux milliards 50 millions. 460 millions seulement avaient été employés en

achats des terres. Il y avait donc en circulation 1,590 millions. Cette somme dépassait de beaucoup les besoins du commerce dans les circonstances où l'on se trouvait. Aussi, la baisse qui, en 1790, n'était que de 3 ou 4 0/0, tomba à 15 ou 20 0/0 en 1791, et à 25 0/0 au moment où la Convention se réunissait.

La Convention, pour soutenir la lutte contre l'Europe coalisée et les révoltes intérieures, eut des besoins plus impérieux que les assemblées précédentes. Dans l'état d'anarchie et de désorganisation où la France était tombée, il n'y avait plus d'administration, les impôts ne rentraient plus du tout, l'État n'avait pour toute ressource que l'émission des assignats : c'était la planche de salut de la cause de la Révolution. De là la multiplication inouïe des assignats. En 1795, lors de la séparation de la Convention, il y avait 19 milliards en circulation, mais la quantité existante devait être plus considérable que le chiffre officiel, car les émigrés avaient contrefait les assignats et jeté les faux dans la circulation. « Les assignats de la Convention ne pouvaient résister à cette mise en circulation d'une immense quantité d'effets qui encombraient les villes, les campagnes et les marchés publics; tout le monde sait que les ennemis de l'espèce humaine furent privés en un instant de cet effrayant aliment de leurs crimes » (Mémoires du

comte de Puysaye). Aussi, la baisse fut considérable. Généralement, elle ne dépassa pas les  $\frac{3}{4}$  de la valeur; mais quelquefois elle a été jusqu'au deux-centième. Cela ne pouvait pas continuer, et on décida que l'on créerait pour 40 milliards et qu'on n'en émettrait plus. Au bout de trois mois, en mars 1796, il y avait 40 milliards  $\frac{1}{2}$ , lorsqu'on brisa les planches. A cette époque, les assignats valaient en moyenne le cent-cinquantième de leur valeur nominale d'après les calculs les plus favorables.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur la série des mesures qu'on prit pour combattre la baisse des assignats. D'abord, on chercha à augmenter l'importance du gage; aux biens de la Couronne et du clergé, on ajouta tous les biens des émigrés, mais les terres manquaient d'acheteurs. On rendit alors des décrets arbitraires et révolutionnaires, pour maintenir de force la valeur des assignats et pour proscrire les espèces; défense de vendre du numéraire, sous peine d'amende et de prison, récompense aux délateurs, établissement du maximum, etc. Mais, la concurrence du numéraire était irrésistible; les assignats baissaient, le commerce s'arrêtait, les paysans refusaient d'apporter des denrées sur le marché, on eut la véritable disette.

Le Directoire décida alors de remplacer les assignats par un nouveau papier qu'on appela les

mandats territoriaux, titres assez analogues aux assignats primitifs, à raison d'une livre contre trente livres d'assignats ; c'était plus qu'ils ne valaient, car ils montèrent de 25 le jour où l'on décida cette opération. L'opération absorba 1,300 millions et il restait un milliard disponible, le relevé des biens nationaux ayant donné deux milliards 400 millions. On donnait un droit précis et direct sur les immeubles aux porteurs des titres, c'est ce qu'on aurait dû faire pour les assignats ; les porteurs pouvaient se faire attribuer les biens non vendus sans aucune formalité. Toutefois, les mandats territoriaux ne portaient pas intérêt, c'était une monnaie fiduciaire. Cette liquidation a fait rentrer beaucoup d'assignats, et ceux qui en avaient conservé dans l'espoir qu'ils remonteraient encore furent punis par la banqueroute ; en 1797, on décida qu'ils cesseraient de fonctionner et qu'ils ne seront plus reçus en paiement des impôts.

A cette époque, dans la pensée de favoriser les débiteurs, on établit une échelle de perte de l'assignat, un cours légal de l'agio pour chaque département. Les dettes antérieurement contractées devaient être réglées d'après cette échelle. C'est pour favoriser les débiteurs que l'on a admis la décroissance plus grande qu'elle ne le fut en réalité.

Les mandats territoriaux subirent une perte

croissante; ne portant pas intérêt et venant après une expérience désastreuse, ils ne pouvaient pas inspirer une grande confiance; ce qui pouvait les sauver un peu de la dépréciation, c'était la faculté qu'on pouvait les employer à l'achat des biens nationaux. Ils ne jouirent pas longtemps du cours forcé.

Avant de parler des expériences de 1848 et de 1870, nous allons dire un mot de la Banque de France. Dans les deux expériences précédentes, l'État émit directement les billets, ce qui fut la cause des abus. Le succès de 1870 tient principalement au crédit et à la prudence de la Banque de France.

Sous le Directoire, on vit éclore plusieurs établissements de banque d'émission, tels que la Caisse des comptes courants, le Comptoir commercial, etc. Le gouvernement concerta avec quelques banquiers l'établissement d'une grande banque; on négocia la fusion avec la Caisse des comptes courants, qui fut dissoute au mois de janvier 1800 et devint la Banque de France avec un capital de 30 millions. La loi du 24 germinal an XI lui concéda le droit exclusif d'émettre des billets de banque à Paris, et soumit l'établissement des banques analogues dans les départements à la nécessité d'une autorisation du gouvernement. Les établissements existants se fondirent dans la nouvelle banque.

Le monopole lui créait le devoir de faire des prêts au gouvernement, et la banque se trouva en 1805 dans la nécessité de limiter les paiements en espèces; ses billets perdaient 10-15 0/0. C'est après cette crise qu'on mit des fonctionnaires à la tête de la Banque de France pour lui donner une constitution plus forte. On n'a pas voulu voir que la confusion du commerce et des intérêts du trésor était la cause de la crise (1806). La Banque devint dès lors une institution gouvernementale.

La prospérité recommença lorsque, vers 1811, la Banque fit de nouveau des avances au Trésor; la crise arriva en 1813; la Banque eut recours à la limitation des remboursements en espèces, et ne fut sauvée que par l'appui de cent grandes maisons du commerce parisien.

Sous la Restauration, la Banque fut moins dépendante du Trésor; malgré des crises commerciales fréquentes, elle prospéra d'année en année; elle établit plusieurs comptoirs d'es-compte dans les villes de département. Il se fonda aussi plusieurs banques départementales dont le privilège était borné à la localité où elles s'étaient établies.

C'est dans cet état qu'arriva la crise de 1848.

L'effet de la crise se fit immédiatement sentir sur la Banque de France, dont l'encaisse diminuait rapidement en même temps qu'on lui

adressait des demandes d'escompte plus nombreuses. Dans cette situation critique, le gouvernement provisoire, sur la demande de la Banque, rendit le décret du cours forcé. Le crédit de la Banque était tel que le billet qui perdait la veille 5 0/0 monta immédiatement au pair. L'émission fut limitée à 350 millions et la coupure abaissée à 100 francs.

Le gouvernement provisoire donna également cours forcé aux billets des banques départementales, en limitant le chiffre de l'émission pour chacune d'elles et en fixant l'émission totale à 102 millions. Mais, ces banques ne jouissaient pas du même crédit que la Banque de France; malgré le cours forcé, leurs billets avaient une circulation difficile et leur diversité rendait impossibles les paiements de département à département. L'unité de la circulation s'imposait comme la conséquence inévitable du cours forcé. Le gouvernement provisoire décréta alors la réunion de ces banques à la Banque de France, qui devint ainsi la banque unique. Le crédit de cet établissement ne souffrit pas de la réunion des banques départementales, dont la situation était assez mauvaise.

Ainsi, le cours forcé était établi dans une pleine crise politique et sociale; la mesure était dangereuse, elle coïncidait avec l'arrêt complet des affaires. Mais, elle resta inoffensive: d'a-

bord, le gouvernement ne demanda qu'une avance minime (108 millions à Paris, 52 millions dans les départements), et on n'eut pas besoin de forcer les émissions; la somme de 452 millions était plutôt insuffisante pour les besoins du commerce, surtout avec la coupure de 100 fr. et l'unité de la circulation; les billets firent prime. L'Assemblée législative fut obligée de porter l'émission à 525 millions pour satisfaire les demandes du public. Le cours forcé n'était plus que nominal dès la fin de 1848; on aurait pu dès lors l'abolir, sans les engagements du Trésor envers la Banque. Aussi, a-t-il été abrogé légalement en 1850, lorsque l'État n'eut plus besoin du secours de la Banque.

Le cours forcé dans cette circonstance n'a produit que de bons résultats. C'est grâce à cette mesure hardie que non seulement la Banque a été sauvée du danger, mais que les commerçants ont pu liquider leur situation difficile, et le gouvernement conjurer en partie les maux de la crise sociale. Ajoutons enfin que le cours forcé a été, sinon la cause, au moins l'occasion favorable de cette grande réforme : l'unification du billet fiduciaire.

Nous arrivons maintenant à la grande expérience de 1870.

Le cours forcé a été d'abord décrété sans nécessité, sans préoccupation de faire un grand

emprunt. Au moment de la déclaration de la guerre, on s'est contenté d'un emprunt de 800 millions qu'on croyait être suffisant. La Prusse, malgré son trésor de guerre, avait eu beaucoup de difficultés pour l'entrée en guerre. En décrétant le cours forcé, on avait voulu empêcher de s'épuiser l'encaisse de la Banque de France (1).

Les événements tournèrent de façon qu'on se trouva dans des conditions difficiles pour trouver de l'argent. Le gouvernement de la défense nationale, manquant de ressources et n'ayant pu réaliser qu'un emprunt de 200 millions, s'adressa alors à la Banque de France et obtint une avance de 800 millions, avec laquelle fut payée une grande partie des dépenses de guerre. La paix conclue, pour régulariser l'administration et payer la première indemnité de guerre, l'État exigea une seconde avance; le total de la

(1) La loi du 12 août 1870 a fait naître la difficulté de savoir si c'est une loi d'ordre public à laquelle il est défendu de déroger par conventions particulières, aux termes de l'art. 6 du Code civil. Cela nous semble évident, quoique contesté. Donc, toute convention dans laquelle on promet de payer en or et non en papier même ayant cours forcé est nulle et de nul effet. Mais *quid*, si l'on ajoutait que l'obligation sera payable en papier, à la condition seulement de payer la prime de l'or? Cette stipulation tombe sous le coup de l'art. 1895 du Code civil: cet article nous dit que les monnaies seront reçues pour leur valeur légale; or, est-ce recevoir les billets pour leur valeur légale que de stipuler qu'on ne les recevra que pour telle valeur? Il est évident que non.

dette de l'État envers la banque fut de 1,530 millions (en réalité, 1,470 millions, car 60 millions d'un emprunt antérieur y étaient compris). L'intérêt fut fixé d'abord à 3 0/0, réduit en 1872 à 1 0/0.

A cette époque, la Banque de France avait une circulation considérable de billets sans encaisse, car le montant des avances faites à l'État dut s'ajouter à la circulation ordinaire. Deux lois successives la fixèrent d'abord à 2 milliards 800 millions, puis à 3 milliards 200 millions. Mais ce chiffre ne fut pas atteint; la circulation réelle fut 3 milliards 80 millions à la fin de l'année 1873; depuis lors, elle a été toujours en décroissant. La coupure a été abaissée jusqu'à 5 fr., ce qui est indispensable avec un papier à cours forcé.

La perte des billets se maintint pendant tout le temps du cours forcé dans des proportions presque insignifiantes. La prime de l'or sur le papier fut en général de 8 à 12 pour 1,000, sauf dans les deux mois de septembre et octobre 1871; alors elle atteignit un moment 25 p. 1,000.

M. Paul Leroy-Beaulieu relève avec raison la coïncidence entre l'élévation de la prime de l'or et le paiement de l'indemnité de guerre; c'est ainsi que la prime de l'or descend en février 1872 pour remonter trois mois après, c'est que ces

trois mois forment l'intervalle entre le premier et le second paiement d'indemnité de guerre. La conclusion qu'on doit en tirer, c'est que la prime de l'or provenait non pas de l'excès de l'émission, mais de la hausse de l'or; cette hausse était causée par l'imprudence des banquiers, qui se sont mis à la recherche de l'or avec beaucoup de précipitation, juste au moment où le Trésor diminuait la monnaie métallique par le paiement de l'indemnité de guerre. Le billet ne baissait pas, mais l'or montait.

Voyons quelles sont les causes de la fermeté des billets en 70. D'abord il est certain que, pendant quatre-vingts ans, la richesse s'est considérablement augmentée et qu'une circulation de 3 milliards ne dépassait pas les besoins du commerce, car les billets venaient remplir le vide laissé par l'exportation de la monnaie métallique. On peut évaluer à près de 500 millions les contributions de guerre imposées par les Prussiens aux villes et payables en or ou en argent (notamment 200 millions pour la ville de Paris); la quantité de la monnaie métallique était d'autant diminuée, ce qui était remplacé par des billets. D'autre part, pour le premier paiement de l'indemnité de guerre, on a encore exporté 1 milliard de monnaie métallique. Ces 1,500 millions de monnaie métallique ne sont pas totalement sortis de la France; les Prussiens en ont dépensé une par-

tie en France, puis une partie est rentrée en vertu de la loi économique : on peut donc évaluer à 1 milliard la monnaie sortie, et c'est le papier qui a occupé la place devenue vide. Ajoutons qu'après la guerre les affaires étaient bien plus nombreuses que dans les temps ordinaires, car, les transactions ayant été arrêtées pendant six mois, il a fallu réparer toutes les destructions causées par la guerre et garnir la France d'un matériel immense. Ajoutons encore que le cours forcé a coïncidé avec la fièvre de la construction de chemins de fer en Amérique. Toutes ces circonstances firent que la quantité des billets n'a pas dépassé les besoins du commerce. On pourrait dire, il y a de ces ironies des choses, que le paiement de l'indemnité de guerre fut le salut des billets.

Mais si l'émission n'a pas été excessive, comme nous venons de voir, le mérite en revient surtout à la prudence des directeurs de la Banque de France ; le gouvernement a dû en quelque sorte forcer la main pour obtenir des avances ; ce sont ces résistances qui décidèrent le gouvernement à recourir aux emprunts publics, et qui, maintenant l'émission dans des proportions modérées, empêchèrent la dépréciation. Et, lorsque l'or et l'argent commencèrent à rentrer en France, cela coïncidait avec les remboursements par l'Etat de ses dettes envers la

Banque, ce qui diminuait la quantité des billets et empêchait l'excès de la circulation.

De plus, le papier était émis par une grande banque ayant l'habitude d'en émettre et jouissant d'un prestige immense dans le pays. Entourée de toutes sortes de faveurs et jouissant d'un monopole, la Banque de France, d'année en année plus prospère, était placée dans la haute estime du public français. On voit qu'une telle situation était admirable pour maintenir le crédit d'une circulation fiduciaire. On ne peut contester qu'en 1870, la Banque de France a rendu à la France des services inappréciables ; lorsque la question du renouvellement du privilège viendra en discussion, ce souvenir pèsera d'un poids énorme en faveur de la Banque.

La guerre est une de ces nécessités que l'on doit prévoir dans la vie des peuples. La guerre exige l'armée et la richesse ; mais il ne suffit pas d'avoir la richesse, il faut un ressort financier puissant qui permette d'en disposer ; ce ressort est la banque privilégiée (1).

(1) Les actionnaires de la Banque de France n'ont pas eu à se plaindre du cours forcé : de 1871-1874, le dividende moyen a été de 166 fr. par semestre, tandis que le dividende semestriel le plus élevé, touché jusqu'alors, avait été de 137 fr., sans compter l'augmentation des réserves. L'Etat est quitte des services qu'il a reçus.

Nous avons vu que l'Angleterre, pour payer les subsides et entretenir son armée, a eu recours à des émissions exagérées du papier-monnaie. Comment la France a-t-elle pu payer 5 milliards d'indemnité de guerre ? Cela tient à un profond changement qui s'est opéré dans la vie économique des sociétés modernes. L'Angleterre a dû chercher la monnaie coûte que coûte, elle n'avait pas d'autres moyens d'envoyer des secours à ses alliés, car le commerce extérieur et les relations internationales étaient très peu développés. Nous allons voir quelles ressources la France avait eues pour se libérer sans se ruiner.

D'abord, le gouvernement allemand ne pouvait pas refuser d'accepter la monnaie allemande ; il devait donc accepter les lettres de change payables à Berlin. On s'est donc procuré ces lettres de change. La France possède un capital considérable placé à l'étranger, et les créances périodiques peuvent être évaluées au moins à 500 millions ; deux années de ces créances, cela fait 1 milliard qui peut être l'objet de lettres de change sur Berlin. Il y avait encore d'autres sources du papier de change : les dépenses des étrangers en France, qu'on évalue jusqu'à un milliard, le solde commercial résultant de l'excédant des exportations sur les importations, les souscriptions étrangères aux emprunts de 5 milliards.

Le reste a été payé en valeurs internationales ayant cours sur tous les marchés d'Europe. Les valeurs internationales sont des titres de rente ou des actions ou obligations de sociétés anonymes provenant des emprunts émis et souscrits sur les principaux marchés d'Europe, et cela, parce que le pays ne possède pas assez de capitaux pour souscrire la totalité ou la grande partie d'un emprunt. Et comme, dans tous les pays, il y a des détenteurs de ces valeurs, elles sont cotées sur les principaux marchés d'Europe. Cela étant, on comprend facilement comment ces valeurs peuvent servir de papier de change ; les banquiers qui veulent créer des lettres de change sur Berlin n'ont qu'à acheter des valeurs internationales et à les vendre à Berlin, les remises sont ainsi réalisées sans aucun transport d'espèces métalliques. C'est cette opération de bourse que l'on appelle un arbitrage. Ainsi, les cinq milliards n'ont pas été transportés de la France en Allemagne ; la France a simplement cédé à l'Allemagne les créances qu'elle avait sur l'étranger. C'est à cette cause que M. Léon Say attribue la principale part sur les opérations de change réalisées pour le paiement de l'indemnité de guerre. Si, à cette époque, les banquiers n'avaient pas possédé un grand nombre de ces fonds étrangers, le paiement de l'indemnité aurait été excessi-

vement difficile et le trouble dans la circulation très dangereux.

Nous avons vu qu'en Angleterre la reprise des paiements en espèces causa au pays de très grandes souffrances, parce que le gouvernement a voulu la faire dans un très court espace de temps. Le gouvernement français a adopté une méthode différente. Il a été convenu au début entre l'État et la Banque que la dette sera payée par un remboursement annuel de 200 millions, et la convention a été tenue strictement ; la balance du commerce a été toujours favorable ; les finances ont été constamment en excédant. En 1874, la Banque avait commencé à retirer de la circulation les billets de petite coupure, de 5, 20, 25 et 50 francs. En 1877, la Banque de France avait une encaisse considérable et les billets faisaient prime sur l'or. La dette de l'État se trouva complètement remboursée au mois de mars 1879 ; le cours forcé devait cesser, lorsque la dette de l'État serait réduite à 300 millions. C'est ce qui arriva le 1<sup>er</sup> janvier 1878. Voilà dans quelles conditions heureuses s'est opérée la cessation du cours forcé.

Nous avons fini l'histoire des principales applications du cours forcé dans les différents États. Elle confirme pleinement tout ce que nous avons établi dans la première partie. Main-

tenant, quelle conclusion faut-il tirer de cette étude? C'est qu'il ne faut pas prononcer, comme les anciens économistes, de condamnation absolue sur ce procédé financier; tout ce qu'ils ont écrit sur l'illusion du papier-monnaie, la dépréciation et les effets funestes qui en résultent, reste complètement vrai, hormis un point : c'est qu'il faut attribuer les désastres passés non pas à la mesure elle-même, mais aux hommes et aux circonstances. Tous les essais du cours forcé ont réussi au moins dans leur commencement, et l'expérience de 1870 en France, quoique isolée et tenant à des causes exceptionnelles, est concluante. Mais, si les désastres proviennent des abus commis par les gouvernements, peut-on supposer qu'à l'avenir ces abus seront plus rares que dans le passé? La question est embarrassante : d'abord on n'est pas maître des circonstances et, une fois entré dans la voie du cours forcé, on ne peut pas s'arrêter quand et comme on veut, parce que le crédit public en serait atteint et qu'on ne pourrait pas emprunter dans des conditions avantageuses; puis les hommes sont toujours les mêmes et on ne peut jamais répondre de leur sagesse; mais, à ce compte, il ne servirait à rien de condamner une mesure dont tous les gouvernements ont usé et abusé; il faut croire que l'ignorance et l'illusion sont pour beaucoup dans les désastres du passé.

Cette ignorance et cette illusion sont aujourd'hui dissipées, on sait à quelles conditions on peut recourir au cours forcé sans de graves inconvénients. Quant à son utilité, elle est incontestable; il possède, pour un expédient financier, une qualité de premier ordre, c'est d'être efficace et facile dans les circonstances où tout autre moyen est impraticable; il n'a jamais trompé l'attente de ceux qui l'avaient employé, l'histoire est décisive à cet égard. Et, comme l'ère des guerres et des révolutions ne sera pas fermée d'ici longtemps, le cours forcé, en tant qu'une ressource exceptionnelle, a sa place dans un système de finances; on peut affirmer que ce moyen sera encore souvent employé dans l'avenir. Et il faut espérer alors que, mieux éclairés, les gouvernements ne s'en serviront qu'avec opportunité et modération.

## APPENDICE

### COURS FORCÉ AU JAPON

Nous allons dire un mot sur le cours forcé au Japon.

Le premier essai remonte à plus de cinq siècles. On ignore complètement les détails de cette expérience.

Sous la féodalité, le cours forcé existait dans quelques localités comme un système monétaire régulier. Les billets étaient directement émis par les gouvernements locaux ; ils descendaient à de petites coupures, ils remplaçaient les monnaies divisionnaires, même les monnaies de bilon. D'après l'état des dettes publiques publié en 1879, le total de ces billets (y compris les dettes des Etats féodaux) aurait été de 82 millions environ.

Le gouvernement installé après la dernière révolution se trouva sans aucun rouage administratif, sans aucune ressource financière, et eut recours au cours forcé. C'était une nouveauté pour la plus grande partie du pays ; bien plus, on doutait de la solidité de la restauration du pouvoir impérial. Le papier subit de suite un agio considérable ; mais la confiance s'établit

bientôt, et le papier monta au pair. Il faut dire que le public se méfiait des monnaies métalliques après les falsifications dont on avait beaucoup usé pendant la lutte.

Le gouvernement s'était donné la mission d'accomplir l'œuvre difficile et coûteuse d'une transformation sociale radicale. Il fallait tout demander à l'étranger, tout établir à nouveau, ce qui augmentait la dépense et obérait le budget; les insurrections sérieuses n'avaient pas manqué d'éclater. Tout cela fit que l'on a émis un nombre de plus en plus considérable de billets. Vers 1876, le papier commença à se déprécier; le change a été jusqu'à 80 0/0, mais aujourd'hui il est descendu à 30 0/0.

L'émission est-elle excessive pour les besoins du commerce? D'après l'état des dettes publiques d'il y a trois ans, la somme des billets serait de 600 millions environ, ce qui ne semble pas trop considérable. A côté de ces billets, il y a depuis quelques années des billets de banque ayant cours légal, dont la circulation serait de 150 millions environ. C'était une faute de permettre aux banques d'augmenter la somme de la circulation, alors surtout que la dépréciation devenait inquiétante. On a fait tout cela pour élever le cours des rentes que les banques s'empresseraient de constituer en dépôt pour se conformer à l'obligation de la loi.

La cause la plus importante de la dépréciation doit être le discrédit de l'Etat. Les premiers billets étaient émis pour treize ans ; à l'approche de leur échéance, le gouvernement les remplaça par d'autres billets, et cette fois sans aucun terme de remboursement. Ce n'est pas tout : on émit les billets les plus divers, remplaçant les uns par les autres, sans comprendre qu'un billet ancien et uniforme passé dans les habitudes inspire toujours plus de confiance que les billets nouveaux et multiples. Quand on eut émis, il y a quelques années, les titres de rente pour la liquidation du passé et remboursables en trente ans, ils perdirent de suite 30 0/0 ; le gouvernement, alarmé, rendit un décret d'après lequel il promettait aux créanciers le remboursement à un taux meilleur, mais, après ce coup de grâce, le cours ne pouvait plus s'améliorer. Ajoutons l'augmentation rapide des dettes publiques. Tous ces faits sont de nature à ruiner le crédit public, fût-il plus développé qu'il n'est au Japon.

Disons enfin que la balance du commerce est constamment défavorable. L'excédent des importations résulte probablement des paiements et des dépenses du gouvernement à faire à l'étranger. Il est arrivé un moment où l'on n'avait plus de monnaie, de là la dépréciation du papier. Cette dépréciation se fait naturellement

sentir sur le prix des marchandises. Préoccupé de la sortie de l'or et de la dépréciation, le public s'est jeté dans l'ardeur protectionniste, cherchant le remède là où il ne se trouve pas. Le gouvernement cherche à réparer ce désastre par la création d'une grande banque. Mais ce n'est pas du jour au lendemain qu'on peut fonder un établissement de crédit, alors surtout que les abus commis ont ruiné la confiance du public. Le régime du cours forcé durera donc encore longtemps.

Mais, quelles que soient les fautes commises, il faut dire, à l'honneur du gouvernement, que cette ressource n'a pas été gaspillée, qu'elle a servi à lancer le Japon dans le mouvement de la civilisation moderne, tout insignifiants que soient les résultats obtenus jusqu'à présent. Cet effort vaut-il la dépense qu'il a coûté? les résultats obtenus compensent-ils les mauvais effets du cours forcé? Ce n'est pas à nous, mais à un spectateur étranger et impartial, de répondre à cette question.



## POSITIONS

---

### DROIT ROMAIN.

I. Il n'y a pas *nauticum fœnus*, quand les risques ne sont pas mis à la charge du prêteur.

II. Le *nauticum fœnus* est un *mutuum* régi par des règles spéciales.

III. L'indemnité due à titre de peine, dans le *nauticum fœnus*, a pour causes la privation de la jouissance du capital et la privation des services de l'esclave.

IV. Ce qu'on ne peut pas dépasser dans le calcul de la peine est le double du capital prêté, accru des intérêts.

V. La peine ne peut être due qu'en vertu d'une stipulation.

VI. En l'absence de convention, celui qui prête à titre de prêt maritime, n'a pas une hypothèque privilégiée, mais un simple privilège préférable à rencontre des créanciers chirographaires.

VII. Le *nauticum fœnus* donne lieu à la *condictio* et non à l'action *præscriptis verbis*.

SCIENCE FINANCIÈRE.

I. Le cours forcé est un expédient financier d'une utilité incontestable, quand il est employé avec opportunité et modération.

II. C'est de l'émission au delà des besoins du commerce que résultent la dépréciation et les inconvénients du cours forcé.

III. La faculté d'émettre des billets de banque doit être attribuée à un établissement unique privilégié.

IV. La reprise du paiement en espèces doit se faire, non pas au pair, mais au cours du jour.

V. L'art. 1895 du Code civil est contraire aux principes de justice et d'économie politique.

VI. La loi du 12 août 1870, sur le cours forcé, est une loi d'ordre public à laquelle on ne peut pas déroger par conventions particulières aux termes de l'art. 6 du Code civil.

DROIT CIVIL.

I. L'art. 217 n'est pas en contradiction avec l'art. 1449.

II. La séparation de corps emporte la déchéance des donations faites à l'époux contre qui elle est prononcée.

III. La propriété est de droit naturel.

IV. La quotité disponible entre époux est extensive de la quotité disponible ordinaire.

V. Le mineur est restitué, tantôt *tanquam minor*, tantôt *tanquam læsus*.

VI. L'art. 1560 prévoit la prescription libératoire de l'action en révocation ; l'art. 1561, la prescription acquisitive du fonds dotal.

VII. L'obligation de garantie est divisible.

VIII. La dette de jeu est une obligation naturelle.

IX. La caution a recours contre le tiers détenteur.

#### DROIT PÉNAL.

I. La falsification du papier-monnaie d'un État étranger ne constitue qu'un faux en écriture privée.

II. Pour qu'un second fait d'usure soit punissable, il faut qu'il se soit écoulé moins de trois ans depuis le premier.

DROIT COMMERCIAL.

I. On peut réclamer à la Banque de France le remboursement des billets détruits, à la condition de faire preuve de leur possession.

II. Les banquiers ordinaires ne peuvent pas demander un escompte qui, y compris leur commission, dépasserait 6 0/0.

*Vu, le Président de la Thèse,*  
J. LEVEILLÉ.

*Vu par le Doyen,*  
CH. BEUDANT.

*Vu et permis d'imprimer,*  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
GRÉARD.



